

**Sortir l'enfant de la rue n'est pas sortir la rue de l'enfant:  
Analyse de l'itinérance juvénile à Dakar, Sénégal.**

Thèse déposée au département de sociologie et d'anthropologie  
en vue de l'obtention de la maîtrise en anthropologie

**Par  
Véronique Gilbert**

Sous la direction de Monsieur Abdoulaye Gueye

Membres du comité d'évaluation :  
Monsieur Ari Gandsman  
Monsieur Vincent Mirza

Université d'Ottawa  
Août 2012

© Véronique Gilbert, Ottawa, Canada, 2012

## Résumé

Au Sénégal, des milliers d'enfants, victimes de maltraitance de leur tuteur ou au sein leur famille, s'enfuient et se retrouvent à vivre en petits groupes de jeunes, de manière autonome, dans les rues de Dakar et sa banlieue. Certains de ces enfants en situation de rue grandissent dans les rues, tandis que pour d'autres, la vie de rue représente une transition, une étape de vie. Comment et pourquoi certains enfants de la rue réussissent-ils à sortir de ce milieu, tandis que d'autres y grandissent et deviennent des adultes de la rue? Peut-on penser à des facteurs qui favoriseraient la sortie de rue? Comment se déroule la sortie de rue?

Pour les enfants hébergés au Samusocial Sénégal, organisme au sein duquel la recherche terrain a été effectuée, le processus de sortie de rue commence par une demande d'appui de l'enfant lui-même. Ce désir peut avoir été engendré par des facteurs à la fois *push out* et *pull out* : du côté des facteurs qui poussent l'enfant hors de la rue, on retrouve la violence continue, les agressions sexuelles, et les ennuis de santé, tandis que les facteurs qui tirent l'enfant hors de la rue semblent être la présence active et le travail de terrain des institutions de prise en charge, les relations familiales, et des événements ponctuels inopinés. Accueilli au centre d'hébergement du Samusocial Sénégal dont le fonctionnement rappelle la structure familiale, l'enfant réapprend graduellement à manger, dormir, jouer, apprendre, faire confiance et se comporter selon les normes sociales sénégalaises, et non selon la culture de la rue, dans le but d'être réuni avec sa famille (nucléaire ou élargie) ou d'entreprendre une formation professionnelle. Or, ce processus ne se fait pas sans heurts, et toutes les sorties de rue ne suivent pas une trajectoire linéaire : en fait, la plupart des enfants éprouvent une grande difficulté à se réadapter à un milieu de vie structuré et encadré par des règles de vie. Toutefois, une prise en charge holistique et une intervention culturellement adaptée à l'enfant et à sa famille favorisent la résilience de la cellule familiale et la pérennité de la sortie de rue.

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mes parents pour leur soutien indéfectible dans tous mes projets, petits et grands, tout simples ou un peu fous. Votre présence réconfortante, même à distance, a été cruciale à chacune des étapes de la réalisation de ma thèse, comme elle l'est au quotidien.

Merci aussi à mes ami(e)s, qui m'ont écoutée et soutenue tant dans les moments de grande productivité que dans les pannes d'inspiration, et pour qui je n'ai pas été aussi présente que je l'aurais souhaité.

Merci à mon superviseur, Abdoulaye Gueye, de m'avoir accompagnée tout au long de la préparation de cet ouvrage. Nos discussions m'ont permis de me questionner, d'avancer, et de produire une thèse dont je suis fière. Un merci tout spécial à Vincent Mirza pour sa confiance, son écoute et ses encouragements au cours des deux dernières années.

Merci à mes familles sénégalaises, à Thiaroye et à Nord-Foire, qui m'ont si gentiment accueillie lors de ma recherche terrain. Cécile et Édouard, Zale, Fatou et Ndèye, merci de m'avoir ouvert les portes de vos maisons et de m'avoir permis partager votre quotidien.

Je souhaite particulièrement souligner l'accueil et l'ouverture de toute l'équipe du Samusocial Sénégal, sans qui cette thèse n'existerait pas. Isabelle, merci de m'avoir fait confiance et d'avoir pris le risque d'accepter ma venue parmi vous. Antoine et Jean-Charles, votre amitié et votre dévouement ont grandement facilité mon intégration et mon processus de recherche.

Surtout, merci aux enfants qui m'ont permis d'entrer dans leur vie et d'être témoin de leur hauts comme de leurs bas, de leurs succès comme de leur détresse, que ce soit dans leurs lieux de vie ou au Centre d'hébergement du Samusocial. Chers amis, votre débrouillardise, votre courage et votre ténacité sont remarquables, et je ne vous remercierai jamais assez d'avoir osé me laisser entrer dans votre univers.

Cette thèse a été réalisée avec le soutien financier du  
Conseil de recherche en sciences humaines du Canada  
et du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>II</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>III</b>
<b>CHAPITRE 1. INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 2. ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE</b>	<b>13</b>
2.1 ÉCHÉANCIER	14
2.2 APPROBATION ÉTHIQUE	14
2.3 ENTENTE DE COLLABORATION AVEC LE SAMUSOCIAL SÉNÉGAL	14
2.4 LE SAMUSOCIAL SÉNÉGAL	15
2.4.1 AXES D'INTERVENTION OPÉRATIONNELS	17
2.4.2 AXES TRANSVERSAUX	19
2.5 MÉTHODOLOGIE	20
2.5.1 OBSERVATION PARTICIPANTE	23
2.5.2 ENTREVUES	27
2.5.3 ANALYSE DE DONNÉES	30
2.6 LIMITES	32
2.7 JUSTIFICATION DE LA RECHERCHE	36
<b>CHAPITRE 3. À PROPOS DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE</b>	<b>37</b>
3.1 ENFANTS ACCOMPAGNÉS	45
3.2 JEUNES TRAVAILLEURS	46
3.3 JEUNES FILLES	46
3.4 <i>TAALIBE</i> ET <i>TAALIBE</i> FUGUEURS	48
3.5 <i>FAXMAN</i>	49
<b>CHAPITRE 4. POURQUOI AUTANT D'ENFANTS EN SITUATION DE RUE AU SÉNÉGAL?</b>	<b>60</b>
4.1 CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE	62
4.1.1 EMPIRE WOLOF	62
4.1.2 COLONISATION FRANÇAISE	64
4.1.3 INDÉPENDANCE	69
4.2 ISLAM ET ENFANTS EN SITUATION DE RUE	72
4.2.1 CONFIAGE DES ENFANTS: LE <i>DAARA</i>	72
4.2.2 POLYGAMIE ET STRUCTURE FAMILIALE	77
4.2.3 UN ISLAM SÉNÉGALAIS	80

<b>CHAPITRE 5. FACTEURS DE SORTIE DE RUE</b>	<b>85</b>
<b>5.1 FACTEURS <i>PUSH OUT</i></b>	<b>86</b>
5.1.1 VIOLENCE	87
5.1.2 ABUS SEXUELS	89
5.1.3 PROBLÈMES DE SANTÉ : MALNUTRITION, DÉFICIT DE SOMMEIL, ETC.	93
<b>5.2 FACTEURS <i>PULL OUT</i></b>	<b>96</b>
5.2.1 LIEN FAMILIAL	97
5.2.2 RELATIONS AVEC LES INTERVENANTS ET INSTITUTIONS DE PRISE EN CHARGE	99
5.2.3 FACTEUR CIRCONSTANCIEL	101
<b>CHAPITRE 6. SORTIR DE LA RUE: RÉAPPRENDRE À VIVRE EN SOCIÉTÉ</b>	<b>105</b>
<b>6.1 PRÉPARATION À LA SORTIE DE RUE : LES MARAUDES</b>	<b>106</b>
<b>6.2 CHUSIP : CENTRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE ET DE SOINS INFIRMIERS ET PSYCHOLOGIQUES</b>	<b>110</b>
6.2.1 LE CHUSIP COMME MÉTAPHORE DU CADRE FAMILIAL	113
6.2.2 HORAIRE HEBDOMADAIRE	115
<b>6.3 MÉDIATION FAMILIALE</b>	<b>131</b>
<b>6.4 ORIENTATION</b>	<b>135</b>
<b>6.5 SUIVI</b>	<b>141</b>
<b>6.6 LA SORTIE DE RUE EN TANT QUE PROCESSUS</b>	<b>143</b>
<b>CHAPITRE 7. CONCLUSION</b>	<b>149</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>158</b>
<b>ANNEXE 1. CERTIFICAT D'APPROBATION DÉONTOLOGIQUE</b>	<b>159</b>
<b>ANNEXE 2. CARTE: LE SÉNÉGAL ET SES RÉGIONS</b>	<b>160</b>
<b>ANNEXE 3. CODE DÉONTOLOGIQUE DU SAMUSOCIAL SÉNÉGAL</b>	<b>161</b>
<b>ANNEXE 4. QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE INDIVIDUELLE - GARÇONS HÉBERGÉS AU CHUSIP</b>	<b>163</b>
<b>ANNEXE 5. QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE INDIVIDUELLE - EMPLOYÉS DU SAMUSOCIAL SÉNÉGAL</b>	<b>165</b>
<b>ANNEXE 6. DESSIN D'AMADOU</b>	<b>166</b>
<b>ANNEXE 7. PATHOLOGIES TRAITÉES EN MARAUDES</b>	<b>167</b>
<b>ANNEXE 8. INDICATEURS STATISTIQUES - CHUSIP</b>	<b>168</b>
<b>ANNEXE 9. HORAIRE HEBDOMADAIRE</b>	<b>169</b>
<b>ANNEXE 10. DESSINS DE CHÉRIF</b>	<b>170</b>
<b>ANNEXE 11. INDICATEURS STATISTIQUES - MARAUDES</b>	<b>172</b>
<b>ANNEXE 12. INDICATEURS STATISTIQUES - ORIENTATIONS ET SUIVIS</b>	<b>173</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>174</b>

**Chapitre 1.**

# **Introduction**

*Je m'appelle Amadou, j'ai 14 ans.*

*Je travaillais avec mon père et mon grand frère à tisser des lits, et puis j'allais au daara.  
Je passais la journée à travailler, et j'étais si fatigué que je n'arrivais pas  
à apprendre les versets du Coran correctement.  
Je craignais le marabout, alors j'ai commencé à moins travailler,  
mais mon père s'est fâché et il a menacé de me battre.  
Il ne voulait pas que j'arrête le daara,  
mais il ne voulait pas diminuer ma charge de travail.*

*Alors j'ai fui.*

*J'ai mendié pour avoir assez d'argent pour mon transport jusqu'à Dakar.  
À mon arrivée en ville, il y a d'autres garçons qui m'ont emmené avec eux, ils m'ont  
montré comment me nourrir et où dormir. Je suis resté environ un mois là-bas,  
jusqu'à ce que l'équipe du Samusocial m'emmène au Centre.*

*Je suis rentré dans ma famille quelques mois plus tard.  
Mon père m'a placé dans un daara loin de chez moi.  
Il a même acheté les fers qu'il a donnés au marabout, et j'ai été enchaîné.  
Ma mère n'a rien fait pour m'aider.*

*Heureusement, les fers n'étaient pas bien attachés,  
alors quand le marabout s'est endormi, j'ai pu les défaire.  
J'ai sauté par-dessus le muret et j'ai couru aussi vite et aussi loin que possible,  
même si je ne voyais rien parce que la nuit était noire.  
Je me suis caché dans un bâtiment en construction pour dormir un peu.*

*Le lendemain, j'ai volé un poulet et je l'ai vendu au marché  
pour avoir de l'argent pour rentrer à Dakar.  
Je suis retourné voir mes amis, mais la plupart n'étaient plus au même endroit.  
Je suis allé voir d'autres gars, et puis j'ai eu cet accident de scooter.*

*Tu vois le plâtre ? Mon pied est cassé.  
C'est pour ça que je suis au Samusocial.*

Quiconque se promène pour la première fois dans les rues de Dakar sera charmé par l'accueil des habitants – ce n'est pas pour rien que le Sénégal est le pays de la *teranga*, de l'hospitalité ; par l'odeur de la mer qui chatouille les narines ; par la chaleur et l'humidité qui vous enveloppent ; par la charmante vétusté des cars rapides multicolores et des taxis ; par les arômes savoureux qui font de chaque plat un délice ; par les couleurs flamboyantes des boubous portés avec élégance ou désinvolture, selon l'occasion... Vraiment, il est difficile de ne pas tomber sous le charme du Sénégal.

À chacune de mes trois visites dans ce pays, j'ai (re)découvert divers aspects de cette culture fascinante, complexe. Mais j'ai aussi été à même de constater que loin de s'améliorer, le phénomène des enfants en situation de rue continue de prendre de l'ampleur. À Dakar, impossible de se promener le long des grandes artères et même des petites ruelles sans apercevoir un enfant mendier, ou, dans mon cas, sans être la personne qui refuse de déposer ne serait-ce que quelques piécettes dans l'immense boîte de conserve rouge que les enfants tendaient vers moi.

Oui, j'ai eu pitié d'eux.

Oui, je me suis sentie coupable et ingrate de ne pas leur donner de quoi manger.

Puis est venue la colère. L'exaspération. Et surtout, l'incompréhension.

Comment une société peut-elle accepter et même prôner qu'un si grand nombre d'enfants vivent de la mendicité ? Pourquoi certains de ces enfants s'enfuient-ils de leur milieu de vie pour vivre dans la rue ? Et surtout, comment font-ils pour en sortir ?

J'ai commencé à m'intéresser aux enfants en situation de rue au Sénégal en 2007, lors de mon premier séjour à Dakar. Dans le cadre de mes études de premier cycle en développement international et mondialisation, j'ai eu la chance de participer à un stage au Sénégal, et je devais choisir un thème de recherche. La thématique de

l'enfance en difficulté m'ayant toujours intéressée, j'ai fouiné un peu, et j'ai arrêté mon choix sur les enfants de la rue. À cette époque, je me suis surtout attardée aux dynamiques entre l'État et les organisations non-gouvernementales de soutien à ces jeunes exclus. En environ trois semaines et sans expérience de recherche terrain, nul besoin de spécifier que mes résultats ne furent pas très concluants. Cependant, une chose m'apparaissait claire : le gouvernement, malgré ses beaux discours sur la protection des mineurs et l'importance de l'éducation, ne semblait pas réellement se soucier du sort de ces enfants, de sa jeunesse.

En 2009, dans le cadre de mon emploi de chargée de projets pour une ONG québécoise, je suis retournée au Sénégal, cette fois à Saint-Louis. Là aussi, les enfants me suivaient partout dans les rues en me demandant de l'argent. Et dans les quelques heures passées à Dakar, j'ai eu l'impression qu'il y avait encore plus d'enfants mendiants que lors de mon premier séjour.

Ainsi, lorsqu'est venu le temps de choisir un sujet de recherche pour ma thèse de maîtrise en anthropologie, un thème s'est imposé. Si la question des enfants de la rue a beaucoup été étudiée en Amérique du Sud et en Asie, ce n'est pas le cas en ce qui concerne le continent africain, et encore moins dans le contexte spécifique du Sénégal. Mis à part quelques rapports d'UNICEF et de Human Rights Watch, et un ou deux articles scientifiques, le phénomène des enfants en situation de rue au Sénégal ne semble pas avoir soulevé les passions des anthropologues, sociologues, travailleurs sociaux et autres universitaires. Pourtant, entre 90 000 et 100 000 enfants vivent de la mendicité au Sénégal (Perry 2004 :62), dont 10 000 habitent dans la rue seulement dans la région de Dakar (UCW 2007 :2).

Tel que nous le verrons au chapitre 3, plusieurs catégories d'enfants – presque exclusivement des garçons – entretiennent une relation particulière avec les rues du Sénégal : certains y travaillent ; d'autres y mendient puis rentrent à la maison ou à

l'école coranique ; d'autres y vivent de manière autonome, en groupes organisés et hiérarchisés, sans supervision parentale. C'est l'expérience de ces derniers, de typiques enfants de la rue, qui est au cœur de la présente recherche.

Au départ, je souhaitais surtout m'attarder aux multiples identités avec lesquelles les enfants semblent jongler lorsqu'ils vivent dans la rue. Or, dès mon arrivée au Samusocial Sénégal, l'organisme au sein duquel j'ai réalisé ma recherche, on m'a remis une copie de l'ouvrage Nàndité : Enquête sur les enfants des rues à Dakar, de la sociologue Fatou Dramé (2010). En parcourant le livre, j'ai vite compris que j'aurais besoin d'un nouvel angle d'attaque, car Dramé y dépeignait de main de maître le quotidien des enfants en situation de rue à Dakar.

En participant à quelques maraudes – visites des sites de vie des enfants – j'ai remarqué l'importante différence d'âge entre les plus jeunes et les plus âgés de chacun des groupes. J'ai été frappée par le fait que de nombreux jeunes en situation de rue sont en fait des adultes, des enfants et adolescents qui ont grandi dans la rue et ont été incapables d'en sortir, n'ayant pas accès aux ressources matérielles et psychosociales nécessaires pour enclencher un tel changement de vie.

Mais quelles sont ces ressources ? Quels facteurs font en sorte qu'un enfant décide de rompre avec la rue et de tout mettre en œuvre pour quitter ce milieu ? Comment se déroule la sortie de rue ? Quelles sont les raisons qui poussent ou attirent d'abord un enfant à la rue ? C'est à ces questions que je tenterai de répondre dans le cadre de cette thèse.

Comme l'illustre brièvement l'histoire d'Amadou, une coalescence de facteurs semble être à l'origine de la vie de rue d'une majorité d'enfants, ce que j'explore plus en détails au chapitre 4. Dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest mais plus particulièrement au Sénégal, la façon de vivre et de pratiquer l'Islam au quotidien – via

l'éducation coranique et la polygamie, entre autres – combinée à un contexte socioéconomique difficile et à des situations familiales tendues, représentent les principales causes du phénomène des enfants en situation de rue. En effet, les politiques néolibérales imposées dans les années 80 ont appauvri tant l'État que la population poussée à l'exode rural, et un effritement des structures familiales traditionnelles a contribué à la paupérisation des familles. Plusieurs d'entre elles placent donc leurs fils dans un *daara*, une école coranique, leur permettant ainsi de répondre à certaines exigences religieuses tout en allégeant le poids économique que certains enfants représentent pour des familles dans le besoin. Or, dans plusieurs de ces écoles, qui fonctionnent à l'image d'un pensionnat, les enfants doivent eux-mêmes trouver à manger et se retrouvent dans les rues de Dakar à mendier pour du riz et d'autres aliments, mais aussi pour une certaine somme d'argent qu'ils devront remettre à leur marabout, leur leader spirituel et enseignant, sans quoi ils risquent la bastonnade et la maltraitance. Plusieurs enfants préfèrent alors la rue à la vie au *daara*. À d'autres occasions, ce sont les conflits familiaux, notamment au sein de familles polygames, qui engendrent une fuite vers la rue, tandis que la ville attire par sa promesse de richesse et de succès.

Tout comme divers éléments et événements poussent et attirent les enfants vers la rue, on peut estimer que certains facteurs favorisent ou engendrent la sortie de rue et un retour à la vie dite normale, tel que discuté au chapitre 5. Ces facteurs sont directement liés à l'âpreté de la vie dans la rue, par exemple la violence continue, tout comme d'autres appellent les jeunes à se projeter dans l'avenir et à espérer un sort différent de la rue, tel que l'espoir de fonder une famille ou la rencontre avec des intervenants en qui ils peuvent avoir confiance.

Si quelques enfants parviennent parfois à rompre avec la rue par eux-mêmes, une importante majorité d'entre eux ont besoin du soutien d'organisations dédiées à les appuyer. Depuis sa création en 2004, le Samusocial Sénégal a recensé et soutenu plus

de 4000 enfants et adolescents en situation de rue dans la région de Dakar. Au fil des ans, l'organisme a peaufiné ses connaissances sur le phénomène et a adapté et diversifié ses actions – en rue et en centre d'hébergement – de manière à réellement répondre aux besoins des jeunes, à s'ancre dans leur réalité. Ce faisant, son taux de réussite des retours en famille ou de placement en institution d'accueil à long terme est passé de 24% en 2004 à 91% en 2011 (Samusocial Sénégal 2012 :12). C'est par son approche holistique, qui englobe aussi bien l'enfant que le milieu de vie, que le Samusocial remporte tant de succès. En effet, tel que présenté au chapitre 6, sortir un enfant de la rue n'est pas sortir la rue de l'enfant, et chaque jeune accueilli par le Samusocial passe par un processus composé de va-et-vient physiques et psychologiques entre la rue et la non-rue, processus qui lui permet lentement de se reconstruire, de se resocialiser et de réapprendre à fonctionner hors de la rue.

L'analyse du processus de sortie de rue des enfants itinérants de la région de Dakar met en lumière l'importance de bien saisir le contexte spécifique dans lequel s'inscrivent les actions du Samusocial Sénégal. La prise en charge des enfants tient non seulement compte de leur histoire personnelle, mais aussi d'éléments sociaux, culturels, religieux et politiques propres au Sénégal et qui jouent un rôle important dans le phénomène des enfants en situation de rue. Car plus qu'un problème économique ou familial, la mendicité infantile des jeunes garçons sénégalais s'inscrit dans une longue tradition qui fait en sorte que c'est maintenant la société qui semble avoir besoin de ces enfants, plutôt que l'inverse.

**Chapitre 2.**

# **Environnement de recherche et méthodologie**

## **2.1 Échéancier**

Mon projet de recherche s'est élaboré en trois temps : une revue de la littérature sur les thèmes de l'enfance et des enfants de la rue a d'abord permis de développer un thème de recherche et d'élaborer des questions plus précises ; ensuite, après la présentation et l'approbation du projet de recherche au comité composé de mon directeur de thèse et de deux professeurs du département de sociologie et d'anthropologie, un séjour de deux mois au Sénégal a été réalisé entre mai et juillet 2011 pour procéder à la collecte de données; enfin, l'analyse de ces données et la rédaction de la présente thèse ont suivi jusqu'à l'été 2012.

## **2.2 Approbation éthique<sup>1</sup>**

Avant d'entamer la recherche sur le terrain, j'ai soumis mon projet au Comité d'éthique de la recherche en sciences sociales et humanités du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'Université d'Ottawa. Anticipant certains délais et questionnements dans le processus d'approbation, notamment parce que mon projet se déroulait avec des enfants dont le consentement des parents serait impossible à obtenir, j'avais, préalablement au dépôt de mon dossier, rencontré une responsable de l'éthique en recherche pour réviser ma demande et m'assurer de répondre le plus adéquatement et succinctement possible aux différentes sections du formulaire. Je fus surprise – mais oh combien soulagée – de rapidement recevoir l'approbation du comité, ce qui me permit de débiter ma collecte de données dans les délais prévus.

## **2.3 Entente de collaboration avec le Samusocial Sénégal**

Je m'envolai donc pour Dakar le 18 mai 2011. Le lundi 23 mai, je passai ma première journée au sein du Samusocial Sénégal. Même à mon arrivée, je connaissais peu l'organisation avec laquelle je m'apprêtais à passer les sept semaines suivantes (jusqu'au 15 juillet 2011), mis à part ce qui était mentionné sur son site web<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir Annexe 1.

<sup>2</sup> [www.samusociauxsenegal.com](http://www.samusociauxsenegal.com)

En effet, afin de faciliter l'accès aux participants et d'établir un lien de confiance avec eux dans un si court laps de temps, seule l'intégration à titre de bénévole, de stagiaire ou de chercheuse dans un organisme oeuvrant déjà dans ce milieu semblait appropriée : je m'imaginai difficilement parcourir les rues de la ville en solitaire, que ce soit de jour ou de nuit, en demandant aux gens où je pouvais trouver des jeunes sans-abri ; je n'arrivais pas à concevoir comment j'arriverais à approcher ces enfants et ces adolescents, à leur expliquer le sérieux de mon projet, et à obtenir des informations pertinentes, le tout en quelques semaines. Je devais donc trouver une organisation qui serait intéressée par ma recherche – et qui, idéalement, pourrait éventuellement en bénéficier – et accepterait de m'accueillir.

En janvier 2011, j'avais communiqué par courriel avec quelques organismes d'aide aux enfants des rues de la région de Dakar – sélectionnées de façon plutôt arbitraire en parcourant le web – et seule Isabelle de Guillebon, directrice du Samusocial Sénégal, m'avait répondu et démontré un intérêt pour le projet de recherche que je lui avais présenté. À la suite d'un échange de courriel, nous nous sommes entendues sur les termes et conditions de mon séjour<sup>3</sup>, sur l'utilisation éventuelle de ma thèse par le Samusocial Sénégal, ainsi que sur le respect du code déontologique<sup>4</sup> de l'organisation, que je m'engageai évidemment à respecter<sup>5</sup>.

## **2.4 Le Samusocial Sénégal**

Inspiré du Samusocial de Paris et membre du réseau du Samusocial International (Service Ambulatoire d'Urgence SOCIALe), organismes fondés par le

---

<sup>3</sup> Au départ, je devais me rendre au Samusocial les mardi, mercredi et jeudi, et participer aux activités du Centre, tant avec les enfants qu'avec les employés. Rapidement, nous avons convenu qu'il serait intéressant pour moi de participer à la réunion de l'équipe mobile d'aide (EMA), qui a lieu les lundi après-midi, ainsi qu'aux séances de thérapie de groupe (avec l'accord des enfants), dans la matinée du vendredi. De même, je fus invitée à prendre part à plusieurs maraudes de jour et de nuit afin de visiter le plus de territoires de vie possible.

<sup>4</sup> Voir Annexe 2.

<sup>5</sup> Entre autres, des pseudonymes ont été choisis pour préserver l'anonymat des enfants. De plus, leurs sites d'habitation ne sont pas explicitement nommés par mesure de sécurité. Enfin, sauf indication contraire, les photos incluses dans le présent document sont la propriété du Samusocial (ou leur utilisation a été approuvée par l'organisation) et aucun enfant y figurant ne peut être clairement identifié.

Dr. Xavier Emmanuelli dans le but de venir en aide aux personnes victimes d'exclusion sociale en milieu urbain, le Samusocial Sénégal fut créé en mai 2003 et débuta ses actions de rue en novembre de la même année avec quatre employés (Samusocial Sénégal 2004a:1). L'organisation compte aujourd'hui une vingtaine de salariés à temps plein et à temps partiel. En allant à la rencontre des enfants en situation de rue dans la région de Dakar, le Samusocial Sénégal, «premier maillon d'une chaîne qui va de l'urgence à l'insertion» (Samusocial Sénégal 2004b : 3), a pour mission d'offrir aux enfants en danger dans la rue un dispositif de prise en charge conforme à leurs droits fondamentaux (Samusocial Sénégal 2011f : 2). Qu'ils soient blessés ou souffrent d'une maladie requérant un traitement et un suivi médical, victimes de maltraitance par leurs pairs ou leur tuteurs, en voie de marginalisation et d'isolement par le groupe, épuisés par la vie de rue, ou prêts à tenter une sortie de rue (Samusocial Sénégal 2011d), les jeunes protégés du Samusocial sont perçus comme des victimes – et non comme des délinquants purs et durs – de la structure sociale déficiente, en mutation. Si, au départ, j'avais le sentiment que l'utilisation du mot victime dépouillait l'enfant de sa capacité d'action et présentait une vision très misérabiliste de sa situation, force est de constater que les jeunes sont rarement les seuls responsables de ce qui leur arrive. La rue est un choix qui n'en est pas un ; accablés de différents maux – violences et souffrances tant physiques que psychologiques, à la maison, au *daara* ou dans la rue – les enfants se rabattent sur le milieu où ils croient être en mesure d'exercer le plus de contrôle sur leur vie, la rue. Comme l'a indiqué un intervenant au cours d'un entretien, «victimiser, c'est retourner en arrière, c'est aller voir ce qui a poussé l'enfant à la rue».

Ainsi, la société sénégalaise moderne et urbaine semble éprouver des difficultés certaines à offrir un cadre de vie satisfaisant pour plusieurs enfants et leurs familles, et à gérer la détresse physique, psychologique et économique que l'effritement des structures religieuses, domestiques, politiques et socioéconomiques génère<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Le chapitre 4 apportera davantage de précisions à ce sujet.

«Privés de protection et d'affection, sans soutien familial, les enfants de la rue sont exclus des structures sanitaires, sociales et éducatives de droit commun et sont trop faibles ou trop désocialisés pour se rendre d'eux-mêmes vers les structures d'aide existantes. Leur état, tant au niveau physique que psychologique, se détériore donc rapidement, d'autant qu'ils sont confrontés à des conditions de vie très dures. Ils n'ont pas d'autre choix que de développer une stratégie de survie dans la rue en se forgeant de nouveaux repères, par le biais notamment de l'appartenance à un groupe d'enfants et d'une identification à un territoire dans la rue. Ces traits caractéristiques de la population des enfants de la rue permettent de comprendre le comportement de ces enfants, qui préfèrent rester dans la rue où ils ont leurs repères et se sentent en sécurité, plutôt que demander de l'aide.» (Samusocial Sénégal 2011c : 3)

#### **2.4.1 Axes d'intervention opérationnels**

Le Samusocial Sénégal agit selon trois principaux axes d'intervention<sup>7</sup> : les maraudes, le CHUSIP ainsi que les orientations et/ou retours en famille.

Les deux équipes mobiles d'aide (EMA), sillonnent les rues de Dakar et sa banlieue à bord d'une camionnette-ambulance afin de repérer les enfants en danger et rendent visite aux jeunes sur leurs territoires de vie du lundi au vendredi, en après-midi (entre 15h et 18h) et en soirée (dès 20h30). Appelées maraudes, ces tournées urbaines permettent à chaque équipe composée d'un travailleur social, d'un chauffeur-animateur et d'un médecin, de rencontrer les nouveaux venus dans la rue et d'effectuer un suivi avec ceux déjà recensés par l'organisme. Par ailleurs, le médecin offre des soins médicaux à ceux qui en ont besoin, tandis que le travailleur social et le chauffeur-animateur animent des discussions dont le sujet varie d'un endroit et d'un moment à l'autre, selon l'intérêt des enfants. Le travailleur social rencontre parfois certains enfants individuellement, à leur demande ou sur son invitation. Les maraudes réalisées

---

<sup>7</sup> Tirés du *Guide pratique & Manuel de procédures* (Samusocial Sénégal 2011e). Les axes d'intervention opérationnels du Samusocial sont au cœur du processus de sortie de rue des enfants et seront décrits et analysés plus en profondeur dans le chapitre 6.

par les EMA constituent le coeur du travail de rue du Samusocial Sénégal, et souvent la première étape d'un projet de sortie de rue.

Le Centre d'accueil et d'hébergement avec soins infirmiers et psychologiques (CHUSIP) (ci-après, le Centre) du Samusocial est l'instance qui accueille temporairement, à court et à moyen terme, les enfants devant être mis à l'abri en raison de leur état de santé physique ou psychologique, ou ayant émis le souhait de sortir de la rue. Au Centre, les enfants ont la possibilité de prendre une pause de la rue, de se ressourcer avant d'y retourner. Ils y trouvent nourriture, vêtements et sécurité, qui font cruellement défaut dans la rue. D'autres y sont orientés pour bénéficier des soins du personnel médical professionnel, qui assure une présence continue au Centre, 24h sur 24, 7 jours sur 7. Tous les enfants, ceux en ressourcement temporaire et ceux en processus de sortie de rue, ont aussi accès à un appui psychosocial offert par le psychologue clinicien et l'équipe de travailleurs sociaux. De nombreuses activités éducatives, sportives et artistiques sont organisées quotidiennement par les gardiens-animateurs et contribuent à la reconstruction psychique et physique des jeunes.

Comme le Samusocial est une structure d'urgence qui vise la mise à l'abri de l'enfant en danger, le Centre n'offre qu'un hébergement temporaire et constitue un lieu de passage entre la rue et la famille ou une autre institution. En effet, si une évaluation de la famille immédiate (père, mère, frères et soeurs) démontre que cet environnement n'est pas le lieu le plus adéquat pour le développement de l'enfant, l'équipe mobile d'orientation (EMO), formée d'un chauffeur-animateur et d'un travailleur social, entreprend alors des rencontres avec des membres de la famille élargie, un oncle, une grand-mère ou un cousin par exemple, pour trouver un endroit où tant l'enfant que l'adulte en charge pourront vivre une relation harmonieuse. Pour diverses raisons qui varient selon l'enfant et la famille, une réinsertion dans la famille immédiate ou élargie n'est pas toujours envisageable, et certaines organisations partenaires du Samusocial Sénégal accueillent les jeunes à long terme et leur offrent un cadre de vie stable et sûr

où ils peuvent entreprendre ou poursuivre leur éducation, ou débiter une formation professionnelle en mécanique auto, couture, soudure, etc.

#### **2.4.2 Axes transversaux**

En plus de son action directe avec les enfants en situation de rue, le Samusocial Sénégal s'investit dans diverses activités transversales reliées au phénomène de l'enfance à la rue, tant au niveau du développement professionnel que de la mise en réseau des intervenants et de la recherche.

La formation continue de tous les membres du personnel du Samusocial Sénégal est prioritaire pour l'organisation afin d'assurer l'harmonisation des principes d'intervention et une vision cohérente des services offerts. Tout au long de l'année, les employés bénéficient de sessions de formation théoriques et pratiques auxquelles les organisations partenaires du Samusocial sont régulièrement invitées.

En effet, le Samusocial Sénégal ne tend pas à se substituer aux instances déjà en place et qui proposent des services aux jeunes en situation de rue. Il offre plutôt un service complémentaire de première ligne. L'organisation travaille donc en partenariat avec des bailleurs de fonds (UNICEF Sénégal, par exemple), les autorités publiques et judiciaires (Ministères de la Famille, de la Santé et de la Prévention médicale, de la Justice), les services médicaux et sociaux, d'autres organismes d'aide aux enfants en situation de rue (SPER, La Liane, Perspective Sénégal, Empire des enfants, Village Pilote, etc.), etc. La création de ces liens se fait petit à petit, au fil des besoins et des interventions.

Le Samusocial Sénégal est une source importante de renseignements sociodémographiques à propos des enfants en situation de rue au Sénégal, et plus particulièrement à Dakar. Les quatre bases de données (base Enfants, base Prise en charge (PEC), base Maraudes, base Centre) sont alimentées par les données recueillies

lors des maraudes, pendant des entretiens individuels au Centre, au cours des activités quotidiennes, après un soin au cabinet médical, etc. Chacune des fiches de renseignement, décrites plus loin dans ce chapitre, est incluse dans le dossier personnel de chaque enfant après avoir été compilée dans l'une ou l'autre des bases de données. L'organisme utilise ces informations pour ses actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès du gouvernement et des bailleurs de fonds, et soutient ou initie différentes recherches, par exemple la présente thèse de maîtrise, ou le livre *Nàndité : Enquête sur les enfants des rues à Dakar* (Dramé 2010).

## 2.5 Méthodologie

Mon projet de recherche s'est articulé autour d'une méthodologie qui se voulait la plus participative possible, tant avec les enfants qu'avec mes collègues, et également pour moi-même. Plutôt que de simplement colliger des informations, des idées, des concepts et des théories créés et utilisés par d'autres chercheurs par le biais d'une revue de la littérature – bien que leurs œuvres m'aient inspirée – j'ai préféré aller moi-même à la rencontre des enfants en situation de rue et des intervenants qui les côtoient quotidiennement.

À la suite des travaux de Christensen et James (2000), Alderson (2000) et Christensen et Prout (2002), qui ont développé une typologie consistant en quatre approches de la recherche avec les enfants<sup>8</sup>, je considère les enfants comme des acteurs sociaux, reconnaissant leur rôle de participants au processus de recherche, comme ils participent à la vie sociale (Christensen et Prout 2002 :481). Par cette approche, les chercheurs tentent de favoriser la participation des enfants à la recherche afin qu'ils soient eux aussi informés, écoutés et consultés sur des sujets qui les concernent. Une

---

<sup>8</sup>La première approche voit les enfants comme un *objet* de recherche, assumant leur dépendance aux adultes et leur refusant toute capacité d'action. La seconde approche considère les enfants comme des *sujets* de recherche, reconnaissant que chaque enfant est une personne en soi, de surcroît dotée de subjectivité et d'opinion. Dans la troisième approche, aucune distinction entre enfant et adulte n'est prise pour acquise, et les enfants sont considérés comme des êtres autonomes, des *acteurs sociaux*. Enfin, la quatrième et plus récente approche promeut l'implication des enfants tout au long du processus de recherche, les considérant comme des *co-chercheurs* (Christensen et Prout 2002 :480-481).

telle perspective permet entre autres de répondre adéquatement à certains problèmes éthiques qui pourraient survenir lorsque des enfants sont au centre d'une recherche puisqu'elle implique une méthodologie participative qui tend à atténuer la relation d'autorité entre le chercheur et le participant.

Privilégiant une approche inductive, un terrain ethnographique de deux mois, dont sept semaines passées au Samusocial, m'a permis d'adapter mon projet de recherche initial, devenu obsolète après la lecture de *Nàndité* (2010), de Fatou Dramé. Cette enquête sur les enfants en situation de rue à Dakar est le fruit de dix-huit mois de recherche au sein du Samusocial. Elle propose une description et une analyse détaillées de la vie quotidienne des enfants, de leur arrivée à la rue à leurs lieux de vie en passant par les difficultés de la vie de rue. Ne connaissant pas l'existence de cet ouvrage jusqu'à mon arrivée au Samusocial, je l'ai lu rapidement, avec beaucoup d'intérêt, pour réaliser qu'il répondait aux thèmes et aux questions que je souhaitais explorer dans ma propre thèse. Mince consolation, les hypothèses que j'avais formulées étaient confirmées, et je sentais que j'avais une bonne idée générale de la façon dont les enfants survivent dans la rue.

Mon projet initial, centré sur les diverses identités mises de l'avant par les enfants selon le besoin et la situation, prévoyait des activités de photographie au cours desquelles j'aurais remis aux enfants une caméra à usage unique en leur demandant de prendre en photo les lieux où ils habitent, leurs endroits favoris dans la ville, etc. De nombreux auteurs ont établi que les enfants s'expriment plus facilement par des médiums autres que la parole (O'Kane 2000 :139). D'ailleurs, des expériences de recherche avec des enfants en situation de rue ont démontré que des activités comme le jeu, le dessin, les histoires, etc., sont souvent beaucoup plus efficaces que les méthodes traditionnelles ou «adultes» pour illustrer la complexité des expériences vécues par les enfants (Nieuwenhuys 1996 : 54-55), notamment lorsque les enfants sont très jeunes ou analphabètes (Alderson 2000 :251). De même, une telle méthodologie

permet d'amoinrir le déséquilibre de pouvoir entre le chercheur et les participants à l'étude en offrant aux enfants la possibilité d'exprimer librement leurs opinions, de laisser aller leur imagination et d'interpréter leurs expériences selon leurs propres termes (O'Kane 200:140). Une telle implication active des enfants dans le processus de recherche a souvent pour effet d'augmenter leur estime personnelle ainsi que leur confiance en eux et envers le chercheur.

Si ce type d'activité semble idéal en théorie ou même en pratique, dans un contexte occidental où les enfants vivent et interagissent dans un espace sécuritaire, l'école par exemple, il en va autrement pour les jeunes en situation de rue au Sénégal. La recherche de Young et Barrett (2001a ; 2001b), qui utilisaient efficacement la photographie avec des jeunes itinérants de Kampala, Ouganda, me donnait bon espoir de réussir à convaincre le Samusocial de me laisser remettre une dizaine de caméras aux enfants. En effet, lors de nos communications par courriel, la directrice de l'organisation, Isabelle, m'avait indiqué que ce ne serait pas possible d'effectuer cette activité, pour des raisons de confidentialité et de sécurité. Naïve et inconsciente de ce que cela représentait en pratique, j'avais tout de même apporté avec moi dix caméras jetables que j'espérais utiliser, toujours dans l'optique de faire 'parler' les enfants via l'objectif de la caméra, de les inclure dans le processus de recherche.

Or, après ma première maraude, réalisée quelques jours après mon arrivée, j'ai compris que mes activités de photographie n'auraient aucun sens pour les enfants, et que plutôt que de les mettre en confiance et de leur offrir un moment de détente ludique, mes caméras à usage unique les mettraient en danger. Au cours de cette maraude de nuit, deux garçons sont venus à l'ambulance, où j'aidais le Docteur Fall en remplissant les fiches médicales : les deux s'étaient battus (mais pas l'un contre l'autre) pour des raisons qui ne m'apparaissaient pas devoir mener à la violence, mais les marques étaient bel et bien là ; l'un d'eux avait une profonde entaille sur l'avant-bras droit, là où le couteau de son opposant s'était posé ; l'autre avait de multiples coupures

sur le thorax, près du cœur. À voir les cicatrices qui zigzaguaient sur son abdomen et son torse, il devait avoir frôlé la mort à quelques reprises. Bref, en sachant que l'un s'était battu pour une histoire de bonbons et l'autre parce qu'il avait apparemment oublié de rembourser une certaine somme d'argent à un ami, j'ai réalisé que les caméras jetables pourraient elles aussi devenir source de jalousie, de conflits, et il m'était inconcevable d'être à l'origine d'une telle violence.

De même, je me voyais difficilement arriver sur les lieux de vie des enfants ou même me promener au Centre avec une enregistreuse ou mon calepin de notes, car il m'aurait alors été difficile d'établir un contact avec les enfants, d'autant plus que la barrière de la langue limitait déjà nos échanges. En maraude, je notais donc des mots-clés dans un petit carnet qui tenait dans la paume de ma main, mais je prenais des notes détaillées, à la main dans un grand cahier ou sur mon ordinateur portable, à mon retour au Centre ou, dans le cas d'une maraude de nuit, le lendemain matin. Au cours des journées passées au Centre, j'avais la possibilité de régulièrement noter mes observations, par exemple pendant la période de jeux libres avant le repas du midi, ou pendant la sieste des garçons en après-midi.

Ainsi, malgré ces quelques adaptations nécessaires en raison du changement de l'angle de ma recherche pour l'orienter vers le processus de sortie de rue plutôt que sur les négociations identitaires des enfants en situation de rue, j'ai quelque peu modifié la méthodologie que j'avais prévu de mettre en place avant mon arrivée. Mes données proviennent donc de près de deux mois d'observation participante, d'entrevues réalisées avec les enfants et les employés du Samusocial, ainsi que de la lecture et de l'analyse des dossiers des jeunes.

### **2.5.1 Observation participante**

Ma thèse repose en grande partie sur les observations que j'ai pu faire en étant intégrée à l'équipe du Samusocial Sénégal. J'ai participé à la vie quotidienne du Centre

en accompagnant les enfants et les employés dans leurs activités, et le plus souvent possible, en y prenant part moi aussi.

Entre autres, j'ai aidé Maï, une bénévole française, à animer l'atelier d'alphabétisation du mardi matin, et les gardiens-animateurs lors des activités de bricolage ou de dessin, ce qui m'a permis d'observer les œuvres des enfants, tel que prévu dans ma méthodologie initiale. J'ai régulièrement accompagné les enfants lors de la promenade matinale, dans le quartier de Ouakam, de même qu'à leurs parties de foot (soccer) en fin d'après-midi – quoique je n'ai pas joué. Par contre, j'ai passé d'innombrables heures à me mesurer aux garçons à travers le jeu de dames et les jeux de cartes, pendant les périodes d'activité libres. Je les ai observés jouer au babyfoot (soccer sur table), et j'ai même tenté ma chance, mais après quelques essais qui n'ont pas convaincu les garçons, je me suis contentée de les regarder et de les encourager. De même, j'ai partagé mes repas avec les enfants et les employés dans la grande salle commune, d'où j'ai pu discrètement regarder les enfants et observer leur rapport à la nourriture.

J'ai aussi eu l'opportunité de participer à des événements hors du quotidien, par exemple lors d'une journée où les enfants ont été invités à rendre visite aux élèves de l'*International School of Dakar*. Deux camionnettes de l'ISD sont venues nous chercher au Centre, et une fois à l'école, nous avons pu regarder un film, tisser des bracelets et jouer au *kickball*, des activités beaucoup plus américaines que sénégalaises. Ce fut une expérience enrichissante pour les enfants comme pour moi, puisque j'eus la chance d'observer les comportements et attitudes des jeunes du Centre dans un contexte différent, qu'ils ne connaissaient pas : malgré leur méconnaissance de la langue et des règles du jeu, ils firent preuve d'une grande capacité d'adaptation et participèrent très bien aux activités. Enfin, un soir où la maraude de nuit n'a pu être effectuée en raison des manifestations politiques, et où il nous était impossible de sortir du quartier pour rentrer à la maison à cause des barrages créés par la population, j'ai aussi eu la chance

d'assister et de participer à la fête donnée en l'honneur de la récente circoncision d'un des adolescents du Centre, moment de détente et de plaisir pour tous les enfants.

De plus, en lien avec ma thèse, j'ai pu accompagner la travailleuse sociale et le chauffeur de l'EMO lors d'une journée pendant laquelle nous avons cherché à retrouver la famille d'un garçon, et effectué une première médiation familiale pour l'une des jeunes filles hébergées au Centre. De même, à la fin juin j'ai pris part à une mission de suivi, de médiation et de retour en famille pour deux garçons originaires de la région de Kaolack, au centre du pays<sup>9</sup>. Ce fut un périple mémorable, notamment en raison d'une panne du véhicule, mais surtout parce que j'ai eu la chance d'être témoin d'émouvantes retrouvailles et de rencontrer des garçons qui sont toujours en famille grâce à l'appui du Samusocial, après avoir passé des mois, voire des années dans la rue.

De surcroît, j'ai été invitée à prendre part aux réunions hebdomadaires des équipes mobiles, chaque lundi après-midi, et de coordination du Centre, les mercredis en fin de journée. Lors de ces rencontres, j'ai pu voir l'autre côté de la médaille, celui de la préparation à la prise en charge des enfants, qu'ils soient toujours dans la rue ou hébergés au Centre. Ces réunions sont l'occasion de discuter des changements à apporter à la prise en charge d'un jeune, ou de commenter les bons ou les mauvais coups d'un enfant au cours de la semaine. Il était intéressant de constater à quel point mes questions ou mes commentaires étaient parfois en important décalage avec la réalité sénégalaise : je pense entre autres à ma réaction en apprenant qu'une jeune fille de 23 ans était toujours sous la tutelle de son père – bien qu'elle soit majeure depuis l'âge de 18 ans – et qu'elle le restera tant et aussi longtemps qu'elle ne sera pas mariée. Grâce à l'ouverture d'esprit et à la patience de mes collègues du Samusocial, les réunions d'équipe, menées en français, se sont avérées être une importante source d'inspiration et d'information.

---

<sup>9</sup> Voir Annexe 1.

Quelques-uns des moments forts de mon séjour au Samusocial sont survenus pendant les sessions de thérapie de groupe organisées par le psychologue Ngor chaque vendredi matin. Avant ma première participation à la thérapie de groupe, Ngor avait demandé aux garçons s'ils acceptaient que j'y assiste ; les semaines suivantes, ce sont eux qui venaient me chercher pour que je m'asseye dans le petit local d'écoute. Cette rencontre hebdomadaire était toujours riche en observations, et surtout en questionnements. Grâce aux discussions que j'ai eues avec Ngor à la suite de chaque session, j'ai pu mieux comprendre certains enfants, mais aussi des dynamiques de groupe qui m'échappaient jusque-là.

Dans le cadre des sessions de thérapie de groupe, j'ai été agréablement surprise de constater que chaque premier vendredi du mois était consacré à la thérapie par le dessin. J'ai donc pu assister à deux de ces séances, en juin et en juillet. En juin, Ngor leur a demandé de dessiner un moment de leur histoire personnelle, et en juillet, le thème de l'œuvre était libre. Après avoir eu une vingtaine de minutes pour créer, les enfants étaient libres de présenter leur dessin au reste du groupe et d'expliquer ce qu'il représente. Au niveau méthodologique, lorsque l'enfant explique lui-même pourquoi il a dessiné tel ou tel événement, il partage avec le chercheur – et dans ce cas-ci, avec le reste du groupe – les informations avec lesquelles il se sent à l'aise, et l'attention est centrée sur le dessin plutôt que directement sur l'enfant. De plus, Young et Barrett (2001a ; 2001b), dans leur recherche avec les jeunes de la rue à Kampala (Ouganda), ont constaté que ce genre d'activités participatives tend à renforcer l'estime personnelle des jeunes qui y prennent part, notamment en développant leur créativité, mais j'ajouterais aussi en leur donnant le contrôle sur des pans de leur histoire où ils ont l'impression de ne pas avoir eu d'emprise. De même, dans le cadre des activités organisées par les gardiens-animateurs, les enfants ont souvent dessiné, la plupart du temps sur un thème de leur choix, ce qui m'a permis d'observer et d'analyser leurs œuvres sans imposer une activité spéciale, puisqu'elle faisait déjà partie de leur quotidien.

Enfin, les maraudes ont aussi constitué une importante partie de mon travail d'observation. Pendant les deux mois qu'a duré mon séjour, j'ai accompagné les EMA dans une dizaine de maraudes au total, de jour comme de nuit. Lors de chaque sortie de l'ambulance, nous avons visité deux ou trois sites, en plus d'effectuer des maraudes simples, c'est-à-dire de parcourir les rues à la recherche de nouveaux sites de vie ou d'enfants en situation de rue inconnus du Samusocial. Des problèmes mécaniques avec l'ambulance, des visiteurs et donateurs voulant aller en maraude et les manifestations qui ont enflammé le pays à la fin juin 2011 ont limité ma participation aux maraudes, mais j'ai tout de même pu visiter chaque site au moins une fois, ce qui m'a démontré la diversité de leurs localisations, mais aussi de leurs types d'organisation interne et les activités pratiquées à chacun des endroits. Probablement parce que les jeunes ont confiance en l'équipe du Samusocial et parce que plusieurs stagiaires et visiteurs accompagnent régulièrement l'équipe en maraude, j'ai toujours senti que j'étais la bienvenue sur les lieux de vie des jeunes, bien que je suscitasse la curiosité : difficile de passer inaperçue pour une grande femme blanche qui pose tout un tas de questions<sup>10</sup>.

### 2.5.2 Entrevues

En plus des observations que j'ai effectuées en participant aux activités quotidiennes des enfants et des employés du Samusocial, j'ai réalisé plusieurs entrevues formelles et informelles au cours de mon séjour. Que ce soit en maraude, au Centre pendant une activité, ou après le travail, autour d'une bière avec mes collègues, d'innombrables questions ont trouvé réponse. Toute l'équipe du Samusocial a été d'une patience inouïe et s'est dévouée corps et âme pour le bon déroulement de ma recherche, tout comme je me suis adaptée à leur réalité.

---

<sup>10</sup> J'appréhendais ma première maraude, mais mes craintes se sont vite dissipées, surtout grâce à la présence de Jean-Charles, travailleur social, et d'Ibrahima, chauffeur, deux armoires à glace qui m'ont bien *briefée* avant la première maraude. Je pensais que les jeunes se méfieraient de moi et m'éviteraient, mais ce fut tout le contraire. À certains moments, j'étais une véritable attraction, ce qui rendit mes observations difficiles : il était évident que je créais une distraction et que je perturbais le quotidien des jeunes. Toutefois, lors de mes visites subséquentes à ces mêmes endroits, j'avais déjà perdu un peu de cette aura de nouveauté. Fait intéressant à noter, il semblerait que cet accueil chaleureux dont j'ai été l'objet soit particulier au pays, à l'image de la légendaire *teranga*, l'hospitalité sénégalaise. En effet, des membres de l'équipe du Samusocial Burkina Faso sont venus au Sénégal pour une mission d'observation et d'échange, et ils racontaient à quel point il est difficile pour eux d'emmener un visiteur lors des maraudes, et que l'accueil est on ne peut plus hostile lorsque cette personne est Blanche.

Avec les enfants, j'ai réalisé deux entrevues de groupe. Un matin où nous n'avions pas d'électricité et ne pouvions donc pas faire les photocopies nécessaires pour l'activité de bricolage, j'ai demandé à Benoît, le gardien-animateur en fonction, si nous pouvions avoir une discussion avec les enfants. Pendant près de 90 minutes, assis en cercle dans la salle de jeux, j'ai alors posé aux garçons plusieurs questions qui me trottaient dans la tête depuis un bon moment, tandis que Benoît et Codou, une des travailleuses sociales, traduisaient les interventions. Les enfants ont eux aussi eu l'occasion de me poser des questions, auxquelles j'ai répondu avec plaisir.

La seconde entrevue de groupe était elle aussi improvisée. Un vendredi matin, pendant qu'un groupe de garçons participait à la séance de thérapie, l'autre moitié du groupe était plutôt amorphe, probablement à cause de l'incroyable humidité et de l'impressionnante chaleur qui sévissaient ce jour-là. Les garçons ne voulaient pas jouer aux dames, lire ou bricoler, et comme c'était ma dernière journée au Centre, j'en ai profité pour leur poser une seule question, qui mena à une discussion de près de deux heures : en leur rappelant la raison de ma présence au Centre, je leur ai demandé ce que, à leur avis, je devais absolument écrire dans mon livre – beaucoup plus simple à expliquer que le concept de la «thèse». Au fil de leurs réponses, parfois très surprenantes, j'ai continué à poser des questions, et une discussion très animée s'en est suivie pendant presque deux heures, toujours grâce à l'aide de Thierno, gardien-animateur, et d'Apollinaire, un des chauffeurs, pour la traduction. Ce moment illustre bien l'importance d'accorder la parole aux enfants, de leur faire prendre part au processus de recherche, puisque de nombreux éléments présentés dans ce projet sont issus de cette seule et unique question et de la discussion qui en suivit.

Les maraudes ont aussi été l'occasion d'avoir des conversations informelles avec les jeunes toujours en situation de rue. Parfois, c'est le travailleur social qui a démarré la conversation, tandis qu'à d'autres moments, on m'a demandé de choisir un thème pour

la causerie. Nous avons donc parlé tant de la vie de rue que de la sortie de rue, en passant par l'hygiène corporelle, la sexualité et les relations amoureuses. Les plus vieux, adolescents ou jeunes adultes, m'ont souvent demandé d'où je venais et comment faire pour immigrer au Canada.

Des entrevues beaucoup plus structurées ont aussi eu lieu, principalement dans les trois dernières semaines de mon séjour, une fois la confiance établie tant avec les enfants qu'avec les employés. Après la première discussion de groupe avec les enfants, j'avais offert à tous la possibilité de me rencontrer individuellement pour me raconter leur histoire personnelle et, s'ils le désiraient, de répondre à une dizaine de questions. Trois garçons – ceux avec lesquels j'avais établi les meilleures relations et qui séjournèrent au Centre depuis mon arrivée – se sont portés volontaires, mais suite à des contraintes de temps et à la disponibilité d'un(e) travailleur(se) social(e) pour superviser l'entretien et faire la traduction, seulement deux entrevues complètes ont été réalisées<sup>11</sup>.

Six employés très expérimentés ont répondu à mes questions spécifiques<sup>12</sup> au cours d'entretiens qui ont duré entre trente minutes et trois heures. Ces entrevues semi-dirigées ont été l'occasion pour moi de mieux comprendre le travail du Samusocial, mais aussi de valider certaines observations ou d'obtenir plus de détails sur divers aspects de ma recherche. Ce fut aussi une opportunité pour mes collègues de m'interroger, alors que j'avais passé les derniers mois à les bombarder de questions.

Lors des entrevues informelles, en groupe avec les enfants, j'ai laissé de côté mon carnet de note et je me suis concentrée sur leurs commentaires. Tout de suite après ces entretiens, j'ai transcrit ces éléments dans mon cahier de notes, et j'ai validé le contenu avec les employés qui m'ont aidée en traduisant les propos des enfants, histoire de m'assurer que j'avais noté tous les éléments de la conversation. Par contre,

---

<sup>11</sup> Voir le questionnaire à l'Annexe 3.

<sup>12</sup> Voir le questionnaire à l'Annexe 4.

lors des entrevues individuelles, que ce soit avec les enfants ou les employés, j'ai noté les réponses des interviewés pendant qu'ils parlaient, en spécifiant – surtout aux enfants – que c'était seulement pour me rappeler ce qu'ils disaient, et en mentionnant que leurs propos seraient présentés de façon anonyme dans ma thèse.

### **2.5.3 Analyse de données**

Une grande partie de mon temps au Samusocial, surtout au retour de la mission de suivi et de retour en famille, a été consacrée à la lecture et à l'analyse des dossiers des enfants, tous rédigés en français. Comme un peu plus de 4000 enfants sont répertoriés dans les bases de données du Samusocial, je me suis concentrée sur ceux des enfants hébergés au Centre (en moyenne vingt-cinq par semaine), les quelques dossiers de jeunes filles, ainsi que ceux qui m'ont été recommandés par mes collègues, soit parce que le jeune en question a un parcours intéressant, soit parce qu'il illustre bien la complexité de la sortie de rue, soit parce que le jeune est toujours en rue. Certains de ces dossiers remontaient aux tout débuts du Samusocial, en 2003-2004, et étaient toujours mis à jour puisque les jeunes adultes de rue bénéficiaient encore des soins médicaux offerts lors des maraudes. À l'opposé, plusieurs étaient des cas récents, étant arrivés dans la rue au cours des dernières semaines ou des derniers mois.

Chaque dossier individuel est constitué d'une fiche récapitulative – incluant une photo de l'enfant – sur laquelle sont consignées des informations de base telles que son nom, son lieu d'origine et son âge approximatif, ainsi que toutes ses allées et venues en lien avec le Samusocial, par exemple les dates de son premier contact avec l'organisme, de son entrée au CHUSIP, de sa fugue ou de son orientation en famille, etc. Un sous-dossier *Tribunal* contient les documents octroyant la garde légale temporaire de l'enfant au Samusocial. Un autre, le *Médical*, comprend les fiches médicales sur lesquelles tous les traitements administrés sont indiqués. Le dossier *Psychologue*, comme son nom l'indique, contient les observations du psychologue réalisées pendant les rencontres individuelles ou lors de la thérapie de groupe. Ce dernier dossier, avec le *Social* et le

*Suivi et synthèse*, sont ceux qui m'ont été les plus utiles. Dans la chemise *Social* on retrouve une transcription des entretiens réalisés par les travailleurs sociaux avec les enfants, entre autres lors d'une de leurs premières rencontres avec le Samusocial, en rue ou au Centre, et au cours de leur séjour au CHUSIP, le cas échéant. Le dossier *Suivi et synthèse* compile les remarques, les conduites à tenir ainsi que le type de prise en charge proposés par l'équipe lors de la réunion hebdomadaire du CHUSIP, au cours de laquelle on évalue les progrès ou régressions de chaque enfant hébergé. Parcourir les dossiers des enfants, surtout ceux qui entretiennent une relation étroite avec le Samusocial depuis un certain laps de temps, est une source incroyable d'information et permet de voir l'évolution et le parcours de chaque enfant, que ce soit vers la sortie de rue ou, au contraire, vers une vie de plus en plus ancrée dans la rue. Dix de ces dossiers, choisis parce que j'ai pu côtoyer les enfants ou rencontrer ceux dont il était question, ont été transcrits ou photocopiés<sup>13</sup> pour constituer des études de cas à utiliser dans le cadre de cette recherche.

De plus, le Samusocial Sénégal produit depuis peu des études de cas qu'il partage avec le Samusocial International pour des fins d'études et de formation. L'adjointe administrative, Marie-Pier, m'a fait parvenir par courriel une copie de trois de ces documents qui résument l'histoire des enfants ainsi que la prise en charge effectuée par le Samusocial Sénégal. De même, avec l'autorisation de la direction, j'ai pu copier la base de données *Enfants* (en format Excel) à la fin de mon séjour, ce qui me permettra d'établir dans un prochain chapitre certaines statistiques<sup>14</sup> quant aux catégories d'enfants en situation de rue au Sénégal. Enfin, le journal trimestriel *Maraudes*, disponible en ligne sur le site internet du Samusocial Sénégal et envoyé aux

---

<sup>13</sup> Seulement les informations de base (nom, âge approximatif, origine ethnique et lieu de provenance) ainsi que les sous-dossiers *Social*, *Psychologue* et *Suivi et synthèse* ont été transcrits, le Tribunal étant un document similaire pour chaque enfant, et le médical n'étant pas central à ma recherche.

<sup>14</sup> Toutefois, ces données sont utilisées à titre indicatif seulement, étant donné la difficulté de déterminer avec exactitude l'âge d'un enfant, par exemple. De même, certains enfants se présentant sous diverses identités, il est possible que certains garçons soient comptabilisés plus d'une fois. Par contre, lorsque ceci est découvert, les dossiers erronés sont enlevés de la base pour n'en conserver qu'un seul, avec les informations véridiques. Enfin, la base de données contient les informations données par le jeune lors de sa première rencontre avec le Samusocial Sénégal, ce qui fait en sorte que la base est parfois incomplète, si l'enfant ne donne pas ou ne connaît pas les réponses aux questions posées.

collaborateurs et donateurs de l'organisme, s'est révélé être une intéressante source d'information, puisque chacun des 33 numéros publiés jusqu'à maintenant présente brièvement un aspect du travail effectué auprès des enfants ainsi que diverses statistiques sur l'hébergement, les soins médicaux administrés, le taux de réussite des orientations familiales ou professionnelles, etc.

## **2.6 Limites**

Bien que j'aie essayé de mettre en place une méthodologie la plus efficace possible pour que ma recherche soit valide et apporte de nouveaux éléments de réflexion, il n'en demeure pas moins que de nombreux facteurs restreignent la portée de mes résultats.

La limite la plus importante est sans contredit la langue. Si le français est la langue officielle du Sénégal, dans la vie de tous les jours, à Dakar et encore plus dans les régions rurales, la grande majorité des gens parlent *wolof*. J'avais bon espoir d'apprendre les rudiments de la langue avant mon séjour, mais malheureusement, le livre-CD d'apprentissage que j'avais commandé en décembre 2010 ne m'a été livré qu'à la fin mars 2011, très peu de temps avant mon départ. Grâce à mes précédents séjours au Sénégal, en 2007 et 2009, j'avais appris quelques mots courants et je pouvais saluer mes interlocuteurs, me présenter, et négocier le prix de mon taxi ou de mon achat au marché. Par contre, cela ne me permettait pas de converser avec les enfants, et j'ai souvent dû demander aux travailleurs sociaux ou aux gardiens-animateurs de traduire les propos des enfants –quoiqu'ils le faisaient habituellement sans que j'aie même besoin de le réclamer. Ma compréhension orale s'est grandement améliorée au fil des jours, et comme en ville les gens interjettent des mots en français par ci par là dans leurs discussions en wolof, j'étais finalement capable de comprendre le sens général des conversations auxquelles j'assistais. Avec les enfants, nous parlions en mots simples, et

surtout en mimant ou en utilisant des expressions faciales qui voulaient dire beaucoup en si peu de mots.

Même si nous avons peu ou pas de discussions soutenues sans la présence de quelqu'un pour traduire, je me suis demandé si les enfants me disaient la vérité lorsqu'ils répondaient à mes questions. Intelligents et allumés, ils en ont vu passer d'autres avant moi, et ils savent ce que les *toubab*, les Blancs, aiment entendre. Et même sans la barrière de la couleur de la peau, les enfants en situation de rue jouent avec la vérité comme d'un bouclier, comme arme de défense : comme me l'ont mentionné à plusieurs reprises les intervenants du Samusocial, mensonges et fabulation sont des caractéristiques importantes de la suradaptation paradoxale, propre aux enfants établis dans la rue depuis longtemps et qui ont énormément de difficulté à reprendre un rythme et un style de vie «normal», en symbiose avec la société sénégalaise. En lisant les dossiers des enfants et en discutant avec les intervenants, j'ai compris qu'il n'est pas rare qu'un garçon s'invente une nouvelle histoire de vie lorsqu'il rencontre des adultes de l'extérieur, qui ne font pas partie de son groupe de rue. Un jour il s'appelle Abdourahmane et s'est échappé d'une école coranique à Kolda ; le lendemain son nom est Babacar et il est originaire de Saint-Louis, d'où il a fui une belle-mère violente. La réalité se trouve possiblement quelque part entre les deux, mais seul le temps nous le dira<sup>15</sup>. Comme les histoires des enfants sont habituellement crédibles et que je ne peux juger quelle est leur part de vérité, j'ai pris le parti de les croire sur parole quand il m'était impossible de vérifier avec d'autres sources, par exemple la transcription de leurs entretiens sociaux incluse dans leur dossier, ou avec la personne qui faisait la traduction.

D'ailleurs, avoir à m'appuyer sur une personne intermédiaire pour traduire les entrevues avec les enfants ou leurs conversations pendant les activités constitue une

---

<sup>15</sup> Plusieurs garçons se dotent aussi de surnoms évocateurs, comme Zidane, Bombardier, Tyson... Joueurs de *foot* ou lutteurs sénégalais, ces personnages sont des idoles des jeunes, qu'ils vivent dans la rue ou pas. Les garçons rêvent de faire carrière dans le monde du soccer ou de devenir un grand lutteur, pour jouir de la renommée qui en découle, mais aussi faire de l'argent et pouvoir subvenir aux besoins de leur famille et ne manquer de rien.

lacune significative de ma recherche. Pleins de bonne volonté, mes amis et collègues n'étaient toutefois pas des traducteurs ou des interprètes, et ils résumaient habituellement l'essentiel du discours d'un enfant. De même, cela laissait place à une certaine dose d'interprétation de leur part, et plutôt que de fonder mon analyse directement sur les mots des enfants, j'utilise les mots des enfants tels que perçus par des adultes dans un cadre professionnel. De plus, avoir eu recours à une tierce personne pour mener mes entretiens peut avoir été intimidant pour les garçons, qui se retrouvaient face à deux adultes qui buvaient littéralement leurs paroles. Même si les enfants n'ont traditionnellement pas le droit de regarder dans les yeux un adulte qui les questionne (ce que j'ai appris après mes entrevues), il n'en demeure pas moins que le langage non-verbal de mes informateurs illustre leur gêne et leur inconfort dans une telle situation.

Leur embarras provenait peut-être de la situation en elle-même, du fait d'être questionné par une adulte étrangère. Peut-être était-ce aussi dû à la façon dont j'avais formulé mes questions, que j'avais pourtant essayé d'adapter pour des enfants et des adolescents, mais qui avaient peut-être une saveur trop canadienne. En effet, j'ai eu l'impression qu'ils ne répondaient pas vraiment aux questions, bien que leurs réponses soient riches en informations diverses. Avoir eu plus de temps devant moi, j'aurais peut-être mieux saisi ces différences culturelles. Malheureusement, mon budget et certaines contraintes de temps ne me permettaient pas de demeurer plus de deux mois, et le Samusocial devait aussi accueillir d'autres stagiaires au cours de l'été. Toutefois, mes semaines de recherche ont été bien remplies, puisque j'étais au Samusocial du lundi au vendredi, de 9h du matin parfois jusqu'à 18h, en moyenne, mais parfois jusqu'à minuit, lors des maraudes de nuit. Cet horaire fait par contre en sorte que j'ai rarement passé un weekend ou une soirée en compagnie des enfants, alors qu'ils font des activités différentes comme de la poterie, regarder un match de lutte, ou aller à la plage<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Par un heureux hasard, lors de mon dernier samedi à Dakar, je suis allée à la plage, comme je le faisais à chaque fin de semaine, et quelques minutes après mon arrivée, le groupe d'enfants, accompagné de Jean-Charles et de Malick, a

Certaines contraintes physiques ont aussi alimenté mon séjour et mon programme de recherche. Dans les premières semaines, j’habitais la banlieue de Thiaroye, dans une famille polygame où deux des quatre co-épouses cohabitaient avec leurs huit enfants, dont deux nouveaux-nés. Plusieurs autres personnes allaient et venaient aussi à leur guise, dont une enseignante de l’école dirigée par le père de famille, et le frère de ce dernier. Évidemment, cela fait beaucoup de monde dans la maisonnée, et les habitudes de vie, par exemple l’heure des repas ou du coucher, ne sont pas les mêmes qu’au Canada. Habitée d’habiter seule ou avec une autre personne et de construire mon horaire selon mes envies, il ne fut pas facile de m’adapter à tant de brouhaha. Tout comme il ne fut pas évident d’apprendre à utiliser des toilettes turques ou de me doucher à l’aide d’un seau! Toutefois, c’est le temps de transport dans une chaleur torride qui eut raison de moi, et qui m’attira la sympathie de mes collègues du Samusocial : pour me rendre au Centre tous les matins, je devais parcourir un peu plus de deux heures dans un autobus bondé – quand je parvenais à y monter – et faire le même trajet en sens inverse pour rentrer à la maison le soir. Avec plus de quatre heures passées dans les transports en commun quotidiennement, j’étais exténuée, et au cours de mes deux premières semaines au Samusocial, j’avais de la difficulté à garder l’œil ouvert. Grâce à Antoine, coordonnateur du Centre, j’ai obtenu une chambre dans une charmante famille habitant à Nord Foire, à seulement une vingtaine de minutes du Samusocial en car rapide – système de mini-bus non officiels, mais beaucoup plus efficaces et abordables que les autobus de la ville. Cet endroit plus calme et mieux situé m’a permis de pleinement tirer profit des semaines subséquentes.

Enfin, ma recherche sur le terrain ayant été limitée dans le temps, j’ai dû concentrer mes observations sur des acteurs sociaux et informateurs disponibles et facilement accessibles. Bien que le Samusocial vienne en aide à de jeunes *taalibe*, à des enfants accompagnés, à des jeunes filles et à de jeunes travailleurs, les *taalibe* fugueurs et les jeunes *faxman* forment la majorité des enfants en situation de rue au Sénégal, et

---

débarqué sur le sable et s’est jeté à l’eau. J’ai donc pu profiter de cette journée en leur compagnie... et continuer mes observations !

la majorité de ceux ayant besoin d'appui. Ces deux groupes se mélangent et vivent ensemble, les *taalibe* fugueurs devenant habituellement des *faxman*, comme nous le verrons au chapitre suivant. Ainsi, mon analyse concerne principalement – sauf où cela serait autrement spécifié – ces jeunes exclus et marginalisés, perçus comme les enfants de la rue au sens traditionnel du terme.

## **2.7 Justification de la recherche**

Malgré ces contraintes qui en limitent quelque peu les résultats, j'estime que ma recherche représente un outil intéressant tant pour l'intervention que pour le milieu académique. Peu de recherches scientifiques au sujet des enfants en situation de rue se sont penchées sur la sortie de rue, préférant décrire le mode de vie et les difficultés de ces jeunes. De même, mis à part *Nàndité* (Dramé 2010), publié par le Samusocial, et quelques rapports officiels d'agences internationales comme UNICEF (2009) et Human Rights Watch (2010), le phénomène des enfants de la rue au Sénégal n'apparaît pas, ou si peu, dans la littérature. En dépassant le stade de la vie de rue pour comprendre comment s'effectue la sortie de rue, et en démontrant l'importance jouée par une culture religieuse propre au Sénégal dans l'acceptation des milliers d'enfants qui vivent de et dans la rue, j'aborde des angles nouveaux qui permettent de démontrer que ce ne sont pas les jeunes en situation de rue qui sont à blâmer, mais plutôt tout un imaginaire social qui est à reconstruire pour que les enfants mendiants – *taalibe* fugueurs, *taalibe*, *faxman*, jeunes filles, enfants accompagnés et jeunes travailleurs – ne soient plus invisibles, et surtout, ne remplissent plus une fonction sociale. En effet, tel que nous le verrons au chapitre 4, l'imbrication des sphères religieuse et culturelle crée une façon particulière de vivre l'Islam qui contribue au développement et à la perpétuation du phénomène des enfants en situation de rue au Sénégal.

**Chapitre 3.**

**À propos des enfants  
en situation de rue**

Selon la source consultée, les estimations mondiales du nombre d'enfants en situation de rue varient entre 30 et 170 millions (Hatloy et Huser 2005 :13). Selon Save the Children Canada, ce nombre risque d'exploser au cours des prochaines années, atteignant près de 800 millions d'enfants d'ici 2020 (McAdam et al. 2005 :74). Certains chercheurs jugent toutefois que ces nombres ne représentent pas la réalité, étant surestimés par les agences et organisations non gouvernementales qui misent sur ces figures effarantes pour assurer leur collecte de fonds (Thomas de Benitez 2011 : 3-6). Par contre, la plupart s'entendent sur les causes du phénomène, qui vont de l'implantation de politiques néolibérales et d'ajustements structurels à une forte urbanisation, des structures familiales changeantes à l'épidémie du VIH-sida, des conflits régionaux aux guerres civiles, etc. Plus de 90% de ces jeunes vivent dans des pays en développement où 50% de la population a moins de 15 ans (McAdam et al. 2005 :74). Au Sénégal, UNICEF estime qu'entre 90 000 et 100 000 enfants vivent dans la rue et survivent quotidiennement grâce à la mendicité (Perry 2004 : 62).

Ces chiffres représentent au mieux des estimations, puisqu'il est extrêmement difficile d'établir le nombre exact d'enfants en situation de rue, étant donné leur grande mobilité – l'une des causes de leur caractère anonyme – et la diversité des définitions utilisées pour décrire ces jeunes (McAdam et al. 2005: 74; Harris et al. 2011:724). Expression parapluie, le terme *enfant de la rue* englobe une grande diversité d'expériences vécues par les enfants – habituellement définis comme des individus de moins de 18 ans – qui entretiennent une relation particulière avec la rue, qu'ils y vivent ou y travaillent, seuls ou au sein de leur famille. Aussi appelés enfants *des* rues, enfants *de* la rue ou enfants *dans* la rue (voir Ennew 2000; Van der Ploeg et Scholte 1997; Lallart 2004), ces jeunes voient leur réalité complètement subjuguée au seul rapport qu'ils entretiennent avec la rue, ce qui ne permet pas «de rendre justice à l'ensemble de leurs agirs et représentations» (Girard 2009 :46). En effet, certains d'entre eux travaillent dans la rue comme vendeurs ou cireurs de chaussures dans le but d'apporter une contribution financière à leur famille, et ils retournent à la maison chaque soir. D'autres

sont nés dans la rue et y habitent avec leurs parents et leurs frères et sœurs. Enfin, certains correspondent à l'image plus traditionnelle que l'on se fait des enfants de la rue : réunis en petits groupes marginalisés et autonomes pour lesquels la rue tient lieu de domicile et de cellule affective, ils ont été expulsés ou se sont enfuis de leur famille; ils occupent des terrains vagues, des dépotoirs et des bâtiments désaffectés ou en construction, et vivent sans la supervision et la protection d'adultes responsables (Ennew 2000 :14). D'une manière ou d'une autre, la rue n'est pas leur seul point de repère, n'étant ni leur lieu d'origine ni une finalité en soi.

Or, ces différentes terminologies sont inspirées d'une vision très occidentale de ce qu'est ou plutôt devrait être un enfant : elles tentent de mettre de l'avant la notion de «l'enfant mondial» (Girard 2009 :44) qui prévaut dans les pays industrialisés. En effet, par l'adoption, en 1989, de la Convention relative aux droits de l'enfant, les Nations Unies offrirent une définition universelle de l'enfant dont ne ressortait en fait qu'une conception occidentale et «romantique» de celui-ci comme être innocent, vulnérable et dépendant vis-à-vis de ses parents/tuteurs, un être dont le développement optimal serait mieux garanti au sein de la cellule familiale (Howell 2003 :206) :

«[I]nherent in much of the literature on risk and resilience is a view of childhood that is informed by the context of white middle-class family life, not necessarily by the very different realities that shape the lives of children in other parts of the world. The underlying assumption is that children in the minority world have grown up the 'right way' and that children everywhere should be raised in the same manner – that is, in the nuclear family, with two parents, without social or economic responsibility, and so on. The implication of this assumption is that this context is the benchmark against which 'healthy' childhood is measured. However, ethnographic evidence from diverse cultures suggests that there is no single, uniform approach to child rearing. Multiple developmental pathways exist throughout the world» (Boyden et Mann 2005:10).

Le choix terminologique et typologique du terme *enfants en situation de rue* semble donc plus approprié pour illustrer la diversité et la complexité des rapports que les enfants entretiennent avec la rue (Girard 2009 :46). De plus, l'utilisation de l'expression *enfants en situation de rue* permet de ne pas considérer l'enfant comme l'unique source du ou des problèmes qui l'ont mené à la rue, tout en exprimant le caractère temporaire de cet état. Il s'agit de ne pas considérer la vie de rue comme une pathologie, ce qui rejeterait toute responsabilité sur l'enfant vu comme malade, problématique, et donc à traiter, à sauver. D'autre part, *en situation de rue* est aussi un rappel que le rapport à la rue est différent en Occident que dans plusieurs autres endroits du monde. Ici, la rue est un lieu de transit, un espace neutre et inhabitable, notamment en raison du climat rigoureux : seuls les plus démunis vivent dans la rue. Or, il en va autrement dans plusieurs pays, la rue étant une extension de la maison – souvent très ou trop petite – et un lieu d'échange, de rencontre. Elle n'est donc pas porteuse de la même connotation négative qu'en Occident.

L'étude du phénomène des enfants en situation de rue met donc en lumière l'inadéquation de la conception occidentale de l'enfant mondial – dépendant et vulnérable– avec la réalité des enfants qui vivent différemment et qui font preuve d'une débrouillardise et d'une autonomie particulières.

«[...] childhood is a diverse, shifting category shaped by cultural and social context. Thus, although it may be true that all children have certain basic needs and vulnerabilities in a very general sense, differentiation between societies in definitions of childhood and understandings of and approaches to child development produce very real differences in terms of children's experiences, attitudes, and behavior» (Boyden et Mann 2005:12).

À l'identité légale<sup>17</sup> et biologique de l'enfant s'oppose donc son identité sociale, celle qu'il met de l'avant dans son quotidien. Or, comme l'indique Bourdieu (1980 :144), l'âge social et l'âge biologique entretiennent des rapports complexes fondés sur une

---

<sup>17</sup> Au Sénégal, l'âge de la majorité est fixé à 18 ans.

lutte de pouvoir entre jeunes et vieux : [...] l'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable; et [...] le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente (Bourdieu 1980 :145).

Samantha Punch (2004 :94) abonde dans le même sens lorsqu'elle affirme que les dynamiques relationnelles entre adultes et enfants reposent sur des relations de pouvoir asymétriques entre les générations, au bénéfice des plus âgés. Elle refuse toutefois de concevoir ces relations en termes de dépendance ou d'indépendance, mais propose plutôt de les expliquer comme de multiples interdépendances négociées et renégociées à travers le temps et l'espace et devant être comprises en relation avec le contexte socioculturel spécifique dans lequel elles s'inscrivent (Punch 2004 :94). Elle ajoute d'ailleurs que la notion d'autonomie, en opposition à celle de dépendance, n'est que relative, puisque personne, adulte ou enfant, ne vit dans un vacuum social, dans un univers étanche coupé de toute relation : la façon dont chacun se meut dans le temps et l'espace et fait des choix n'est pas indépendante du milieu où il se trouve et implique directement ou indirectement d'autres personnes, qu'elles soient adultes ou enfants (Punch 2004 :95).

Ainsi, l'enfance ne peut se définir simplement comme l'universelle condition biologique d'immaturation (James 1993 :74) vécue par tous les êtres humains dans les premières années de leur existence, tout comme l'attribution d'une limite d'âge supérieure, souvent fixée entre 15 et 21 ans (Lucchini 1993 :15), ne rend pas justice à la grande diversité d'expériences vécues par les enfants. De même, elle ne peut être reléguée à une étape de vie entourée d'une aura de bonheur, d'insouciance et d'innocence sexuelle, une période sans responsabilité, avec des droits à la protection et à l'éducation, mais au cours de laquelle le droit à l'autonomie serait nié (Ennew 1986 :21 dans James 1993 :75). Comme l'indique Cassidy (2007:174), il est temps de cesser de définir négativement l'enfant, c'est-à-dire par ce qu'il n'est pas – un adulte –,

ou ce qu'il n'a pas – autonomie, sens des responsabilités – mais en reconnaissant son rôle dans la société.

Aux XIXe et XXe siècles, les penseurs occidentaux ont progressivement abandonné l'idée de l'enfant perçu comme un adulte imparfait (Lucchini 1993 :43), consacrant dès lors l'enfance en tant que stade distinct du cycle de développement humain (James et Prout 1997 :9) et l'enfant comme un être avec des droits à protéger (Lucchini 1993 :43). Or, un nouveau paradigme semble toutefois s'être imposé au cours des trente dernières années, principalement depuis l'Année internationale de l'enfant en 1979 qui a contribué, dans les années qui ont suivi, au développement exponentiel des recherches concernant l'enfance et les enfants. Ainsi, on considère désormais l'enfance comme une construction sociale dont la signification, loin d'être universelle, varie selon les composantes culturelles et structurelles spécifiques d'un milieu donné (James et Prout 1997 :8; voir aussi Boyden et Ennew 1997; Christensen et James 2000; James 1993; Lewis *et al.* 2004; Lucchini 1993).

Tout comme la définition de l'enfance, les différentes appellations faisant référence aux enfants en situation de rue sont sujettes à contestation. Pour Olivier Douville, qui travaille principalement avec les jeunes sans-abri d'Afrique de l'Ouest, «[l]'expression *enfants des rues* est souvent un raccourci qui satisfait le sens du pathétique, mais qui n'ouvre que médiocrement à la compréhension d'un phénomène complexe» (Douville 2003 :56). Tobias Hecht ajoute que les mots *enfants de la rue* ne sont jamais bien loin du mot *problème* (Hecht 1998 :97). Ainsi, les enfants vivant temporairement ou de façon permanente dans la rue sont perçus comme des délinquants que la population devrait craindre. En fait, les différents termes utilisés pour lier un enfant à la rue contribuent pour la plupart à déresponsabiliser la société et à rejeter tout le blâme sur les jeunes eux-mêmes, dans un processus de désidentification, c'est-à-dire d'exclusion sociale et d'inimitié envers certains membres de la société (Bärhe 2007 :41). En effet, les jeunes en situation de rue reçoivent le jugement moral

«given to those who violate the norms that cultures give to acceptable behavior for children. Street children do this by not living under the same roof as their parents, by working instead of going to school, and by assuming the right to enjoy the fruits of their work as they chose (such as consuming alcohol or drugs)» (McAdam et al. 2005: 78). Dans plusieurs sociétés africaines, notamment au Sénégal, de tels comportements sont perçus comme étant fondamentalement individualistes. En effet, la priorité est accordée à la communauté plutôt qu'à l'individu puisque c'est *au sein de* la communauté et *par* la communauté que chacun s'épanouit, et non de manière indépendante et totalement autonome (Zadi, 2010). En se soustrayant à leurs responsabilités sociales, les enfants en situation de rue sont considérés comme mal adaptés (McAdam et al. 2005: 71). Il est alors pris pour acquis que ces jeunes contrevenants devraient être réhabilités, peu importe les raisons qui les ont poussés à la vie de rue. Ce processus de désidentification, de différenciation, fait aussi en sorte que les jeunes en situation de rue sont souvent invisibles : «L'indifférence des passants – à pied ou en voiture – est également insupportable : les enfants sont devenus eux-mêmes les ordures dans lesquelles ils ont élu domicile ; surtout ne pas regarder, ne pas respirer. Là aussi réside le scandale : cet « amas » de plusieurs dizaines d'enfants ne choque plus personne, ne fait pas réagir... » (Samusocial Sénégal 2011a :1). Comme l'indique Fabio Dallape, la société est rarement invitée à poser un regard sur elle-même et à s'interroger, et encore moins à localiser les causes d'un problème social d'une telle ampleur. Si une telle réflexion était engagée, il serait évident que c'est la société, et non les enfants, qui doit être réhabilitée (Dallape 1996 :284).

D'autre part, les définitions conventionnelles des enfants de la rue ne tiennent pas compte de l'interprétation que les jeunes font du risque. Tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, les enfants ont des raisons de vouloir ou de devoir quitter leur famille pour vivre dans la rue. Bien que les raisons diffèrent d'une culture à l'autre et surtout d'un enfant à l'autre, il semble nécessaire de reconnaître que la vie de rue devient une façon de faire face aux difficultés rencontrées

dans d'autres milieux de vie (McAdam et al. 2005 :73-74). Ainsi, s'éloignant quelque peu d'une vision structurelle de la vie de rue et tendant davantage vers une analyse postmoderne centrée sur l'agencité et la capacité d'action des individus, de nombreux chercheurs et organisations recommandent maintenant d'utiliser les idiomes locaux pour définir adéquatement les réalités des enfants et les relations qu'ils entretiennent avec la rue, mais aussi le type d'exclusion auquel ils font face, puisque vie de rue et marginalisation sont étroitement liées. Conséquemment,

«[...] le Samusocial Sénégal a choisi de venir en aide aux enfants qui vivent de et dans la rue, le plus souvent en rupture familiale. Mais même cette notion recouvre des réalités extrêmement disparates et c'est pourquoi nous avons été contraints d'établir une typologie. Un enfant de la rue reste un enfant et il est traité par les équipes du Samusocial Sénégal sans discrimination ; mais force est de constater que, selon la catégorie à laquelle l'enfant appartient, son mode de vie, son âge, ses origines – géographique et ethnique –, les raisons de sa présence dans la rue, ne sont pas les mêmes. Et pour chaque catégorie on retrouve un certain nombre de constantes. Cela n'a en soi pas grande importance tant que l'on prend en charge les enfants dans la rue ; mais bien connaître ces catégories devient primordial quand on envisage un retour en famille» (Samusocial Sénégal 2007b :1).

L'analyse de la base de données 'Enfants' du Samusocial<sup>18</sup> illustre que parmi les 4055 enfants répertoriés par l'équipe entre Novembre 2003 et Mai 2011, 48% sont des *faxman* – chaque catégorie d'enfant en situation de rue est décrite ci-dessous – 29 % des *taalibe* et *taalibe fugueurs*, 18% des enfants accompagnés, 3% des jeunes travailleurs, 1% des jeunes filles, et 1% refusent de divulguer de l'information ou ne font pas partie d'un des groupes susmentionnés<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Le Samusocial fonctionne avec trois bases de données, ce qui permet à l'organisme d'adéquatement conserver des données relatives 1) à chaque nouvel enfant répertorié; 2) à chaque action posée ou type de soins offert à un enfant; 3) à chaque maraude (visite des sites de vie des enfants).

<sup>19</sup> Ces données peuvent inclure des individus aujourd'hui adultes, mais enfants lors de leur première rencontre avec le Samusocial. Aussi, plusieurs jeunes ne connaissent pas leur date de naissance et n'on donc qu'une vague idée de leur âge.

### **3.1 Enfants accompagnés**

Les enfants accompagnés – des bébés et jeunes enfants de moins de cinq ans, pour la plupart – se trouvent surtout au centre-ville de Dakar, sur les trottoirs des rues les plus fréquentées de la ville: près des mosquées, des zones touristiques et des endroits fréquentés par les diplomates et les expatriés, mendier peut être une activité relativement lucrative.

Bien qu'ils soient dits enfants accompagnés, ce sont plutôt eux qui accompagnent un ou des adultes, le plus souvent une femme. Suite à un divorce, à la mort de leur époux, à un exode rural infructueux, à un manque de ressources dans la capitale, ou après avoir été elles-mêmes élevées dans un tel milieu, certaines femmes et leurs enfants vivent sur le trottoir, avec comme seul toit des boîtes de carton entassées les unes contre les autres. Entre la pollution environnante et les vapeurs toxiques qui s'échappent des voitures roulant parfois à des vitesses dangereuses, les enfants attirent la sympathie des passants qui ne peuvent que s'émouvoir face à un tel état de pauvreté, et donnent quelques sous ou de la nourriture à la famille indigente. «Certaines familles, comme celle de Ousseynou, sont de véritables familles de la rue : mère, grand-mère, tante, sœurs, frères, tout le monde vit de et dans la rue. Le plus souvent le père est absent du paysage... La grand-mère de Ousseynou et Abdourakhmane (8 ans) vit de la mendicité de ses petits enfants et de la prostitution clandestine de ses filles et petites-filles...» (Samusocial Sénégal 2005a :2).

Certaines femmes sans enfants en bas âge ou habitant en région vont même jusqu'à 'emprunter' un enfant à un membre de leur famille pour aller mendier en ville. Puisque l'enfant sénégalais appartient à la communauté, contrairement à la tradition occidentale qui le lie à une famille nucléaire, l'emprunter (ou le prêter) à un voisin ou à un membre de la famille élargie relève de l'activité économique et facilite le partage des gains entre la mendicante et la famille de l'enfant. En ces temps de contraintes financières importantes, cette stratégie de survie bénéficie non seulement à plusieurs familles, mais participe aussi à un système plus large de mobilité infantile qui matérialise

l'appartenance de l'enfant au groupe et constitue un élément structurel de la formation de son identité et de la création de liens de solidarité avec et envers la communauté (Fall Dia et al. 1995).

### **3.2 Jeunes travailleurs**

Les jeunes travailleurs sont généralement des adolescents et de jeunes adultes dormant dans des carcasses de voitures ou de camions abandonnés, dans les stations d'autobus, sous les étals des marchés ou dans la rue, mais qui passent la journée à occuper une multitude de petits boulots : pour eux, le cirage de chaussures, le lavage de voitures, la vente de sachets d'eau ou d'items divers, le ramassage et le recyclage de fer ou de plastique, ne représentent que la première étape vers leur rêve de succès social et financier. Ils ont foi en l'avenir, mais leur rythme et leur style de vie font en sorte qu'ils vivent à la marge de la société, sur une mince ligne où ils sont à risque de sombrer dans la délinquance (Dramé 2010 :18), plus lucrative que les emplois traditionnels.

### **3.3 Jeunes filles**

Représentant seulement 1% des enfants rencontrés par le Samusocial, les jeunes filles sont très peu présentes dans le monde des jeunes en situation de rue<sup>20</sup>. Leur petit nombre peut s'expliquer par certains facteurs culturels liés à l'éducation et à la perception du rôle des femmes dans la société. Traditionnellement, les jeunes filles doivent apprendre les rudiments du Coran afin d'être capables de prier par elles-mêmes si aucun homme n'est présent pour diriger la prière. Dans le cas d'une présence masculine, les femmes s'effacent derrière l'homme, suivant ses instructions. Ce peu de considération pour l'éducation religieuse des femmes est un indicateur de leur position sociale : les femmes sont perçues comme des mineures sociales dépendantes de leur père jusqu'à leur mariage, moment où elles deviennent alors dépendantes et subordonnées à leur mari.

---

<sup>20</sup> Exception faite des jeunes prostituées, qui se font discrètes et utilisent peu les services des ONG venant en aide aux jeunes en situation de rue, puisqu'elles passent souvent la nuit dans des chambres d'hôtels.

À l'opposé, les garçons doivent connaître le Coran par cœur, d'un couvert à l'autre. Les attentes sont très différentes envers eux, et tandis qu'ils sont placés à l'école coranique, le *daara*, pour y apprendre le Coran, les filles sont souvent envoyées chez un oncle ou une tante pour y travailler comme aide domestique, ce qui contribue à la mobilité des enfants et au resserrement des liens de solidarité et d'appartenance envers la communauté. Les chances qu'elles se retrouvent à la rue sont moindres que pour les garçons, car elles n'étudient pas au *daara*. De même, comme les risques d'agression et d'abus sexuels sont très élevés pour elles, les jeunes filles oseraient moins s'aventurer dans les rues. Lorsqu'elles quittent la maison, c'est souvent parce que les problèmes qu'elles y vivent se sont intensifiés (McAdam et al. 2005: 81) et qu'elles sont incapables d'envisager y rester, mais ne parviennent pas à trouver une autre option.

Il arrive donc que certaines jeunes filles deviennent des jeunes filles en situation de rue. Au cours des dix-huit mois d'enquête au sein du Samusocial en 2008-2009 qui ont mené à la publication de l'ouvrage *Nàndité* (2010), la sociologue Fatou Dramé n'a rencontré que deux filles, toutes deux référées au centre d'hébergement du Samusocial pour raisons médicales (Dramé 2010 :18). Pendant mon propre terrain ethnographique de deux mois, trois jeunes femmes sont passées par le Centre, s'y trouvant à un certain moment simultanément. Toutes trois étaient âgées de plus de 18 ans, mais en raison des situations particulières dans lesquelles elles se trouvaient, l'équipe du Samusocial a choisi de les héberger malgré leur âge<sup>21</sup>. L'une d'elle avait un petit garçon de cinq mois – né dans la rue- et devait subir un traitement contre la tuberculose. Une autre jeune femme, âgée de 23 ans, avait été référée au Samusocial par des amis inquiets pour sa sécurité au sein de sa famille : elle était régulièrement et sévèrement victime d'abus physiques et psychologiques par son père et sa seconde femme. La troisième jeune fille, probablement âgée de 19 ans, vit sporadiquement dans la rue depuis 2008, alternant

---

<sup>21</sup> Encore une fois, l'âge ici est approximatif. Toutefois, plus important encore que l'âge des jeunes femmes est le fait que le Samusocial, malgré sa mission de soutenir les *enfants* dans le besoin, ait choisi d'offrir du soutien médical et psychosocial aux jeunes de la rue bien qu'ils soient (ou aient l'air) majeurs. Cette décision a été prise naturellement lorsque les jeunes que l'organisme soutenait depuis sa création en 2004 sont devenus de jeunes adultes vivant toujours dans la rue et nécessitant toujours un accès à des soins médicaux. Toutefois, sauf en cas d'extrême urgence, seuls les enfants de moins de 18 ans sont admis en hébergement de nuit.

entre la rue, sa famille et les multiples centres d'accueil pour jeunes en situation de rue dans la région de Dakar. Habillée comme un garçon – elle portait un jeans délavé, un polo rayé bleu et blanc beaucoup trop grand (mais qui lui permettait de camoufler sa poitrine), une longue chaîne métallique autour du cou, une cigarette à la main et ses cheveux non tressés cachés sous un sombre bonnet de laine – elle se fondait dans le groupe et pouvait facilement passer pour un garçon. Elle s'est même présentée à l'équipe du Samusocial comme Youssou, un nom typiquement masculin. Contrairement à la plupart des filles de la rue, elle ne vivait pas de mendicité ou de prostitution, mais s'était intégrée à un groupe de garçons et participait à leurs activités quotidiennes, volant et occupant de petits boulots pour assurer sa pitance.

### **3.4 *Taalibe* et *taalibe* fugueurs**

Près du tiers des enfants accueillis ou appuyés par le Samusocial sont des jeunes *taalibe*. Au Sénégal comme dans quelques autres pays d'Afrique de l'Ouest, ce terme est devenu synonyme d'enfant de la rue. D'origine arabe, le mot *taalibe* se traduit comme 'disciple', mais fait aussi référence aux élèves des écoles coraniques, les *daara*. Au *daara*, les jeunes garçons apprennent le Coran sous la tutelle d'un professeur et maître spirituel, connu sous le nom de marabout (Coulon 1981 :9). Environ 94% de la population sénégalaise pratique l'islam (CIA 2012), et pour être un bon musulman, la connaissance parfaite du Saint Coran est nécessaire et l'étude du livre sacré doit débiter le plus tôt possible. Les parents placent donc leurs jeunes fils dans une école coranique, parfois dès l'âge de 3 ou 4 ans. C'est le jeune élève, et non ses parents, qui doit rémunérer son marabout en échange de son apprentissage :

Conformément à la tradition, le talibé, l'élève de l'école coranique, doit rendre service à son maître, en travaillant. Il demande sa nourriture chez les voisins, qu'il remercie en récitant des versets du Coran appris par cœur. Ceci a pour objectif d'inculquer le courage et l'esprit de débrouillardise à l'enfant pour qu'il puisse affronter plus tard les obstacles de la vie (Lallart 2004 :63).

Mendier pour sa nourriture et une somme d'argent à remettre quotidiennement au marabout permet aussi à l'enfant d'apprendre l'humilité, autre valeur cardinale de la société sénégalaise. Par le *daara*, l'enfant perd le *djom*, sa personnalité, qui doit laisser toute la place à son identité d'étudiant du livre sacré : tous vêtus d'habits amples, troués ou déchirés, et le plus souvent très sales et pieds nus, les enfants parcourent les rues de Dakar avec une grande boîte de conserve à la main, tendant la main aux passants et se faufilant entre les voitures arrêtées aux intersections des grandes artères de la ville. Le soir venu, ils rentrent au *daara* où ils étudient le Coran jusqu'à ce que la nuit tombe, puis ils s'entassent les uns contre les autres et tentent de dormir, souvent à même le sol et sans couverture. Lorsqu'ils ne parviennent pas à mémoriser les versets ou qu'ils ne rapportent pas un montant d'argent suffisant aux yeux du marabout, les garçons sont souvent battus ou maltraités. Certains d'entre eux ne peuvent endurer un tel traitement et s'enfuient, tentant de rentrer à la maison, tandis que d'autres préfèrent se réfugier dans la rue. Ils sont alors considérés comme des *taalibe* fugueurs. Pour le Samusocial, des jeunes *taalibe* fugueurs ayant passé plus d'un mois dans les rues entrent ensuite dans la catégorie des jeunes *faxman*.

### **3.5 Faxman**

Tiré du verbe *fax*, qui signifie couper, briser, ce mot wolof est habituellement utilisé dans le jargon botanique, faisant référence aux branches cassées d'un arbre. Dans le contexte urbain contemporain, le surnom *faxman* décrit un jeune homme d'environ 16 ans qui fait partie d'une bande de jeunes constituée en moyenne de trente à soixante membres vivant en marge de la société, dans des dépotoirs et sous les ponts, et dont la place au sein du groupe est régie par un régime hiérarchique très structuré (UCW 2007 :27).

Représentant environ 10% des enfants en situation de rue de la région de Dakar (UCW 2007 :2), les jeunes *faxman* vivent sans supervision parentale ou maraboutique. Ils sont considérés comme des enfants en rupture, étant coupés des réseaux

communautaires et familiaux traditionnels. La rue est donc leur principal et parfois seul milieu de vie, ces jeunes ayant été poussés ou attirés par la rue pour des raisons qui varient de l'un à l'autre.

Contrairement à ce que certaines sources mentionnent (UCW 2007), les jeunes *faxman* – du moins, ceux que j'ai rencontrés – ne revendiquent pas un tel surnom. En fait, l'étymologie d'une telle appellation représente l'intense marginalisation dont ils sont victimes, mais qu'ils contribuent aussi à entretenir : comme une branche n'a du sens que lorsqu'elle est attachée à un arbre, son environnement naturel, la place d'un enfant serait au sein de sa famille, et les jeunes *faxman* sont vus comme de dangereux délinquants qui ont délibérément choisi de s'exiler pour vivre une vie de débauche dans les rues. Bien qu'une minorité de jeunes soient effectivement dépendants vis-à-vis de diverses substances (marijuana, alcool, solvant à peinture, etc.) et commettent des actes de violence gratuits, il semblerait que cette image de vauriens et de criminels, tout comme le choix de squatter des endroits répugnants comme un dépotoir, soient mis de l'avant pour créer une barrière à la fois physique – le dépotoir dégage une odeur infecte où peu de gens osent s'aventurer – et psychologique, ce qui permet aux jeunes de vivre en toute liberté, selon leurs propres règles.

La frontière entre ces différentes catégories n'est pas toujours claire. Souvent, un *taalibe* s'éloignera progressivement de son *daara* en passant de plus en plus de temps dans les rues, y faisant la rencontre de *faxman* qui l'invitent à les rejoindre. Les enfants accompagnés, lorsqu'ils grandissent, font preuve d'une grande autonomie, ayant au fil du temps appris à composer avec les aléas de la rue, leur principal milieu de vie. Certaines jeunes filles réussissent même à se faire passer pour un garçon, tandis que les jeunes travailleurs sont souvent confondus avec les *faxman*. D'une manière ou d'une autre, le rapport que chaque enfant entretient avec la rue est singulier et répond à un besoin, qu'il soit d'aventure, de sécurité ou de première nécessité.



© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal





© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal



© Samusocial Sénégal

**Chapitre 4.**

**Pourquoi y a-t-il autant  
d'enfants en situation de rue  
au Sénégal?**

Malgré leur nombre important et inquiétant, la population sénégalaise semble accepter, voire encourager, la présence des enfants mendiants. Ceci s'expliquerait notamment par l'imbrication des sphères domestique, politique, économique et religieuse qui contribuent à la complexité de la réalité quotidienne de ces jeunes et à la perpétuation du phénomène des enfants en situation de rue. En effet, un lien très étroit unit les enfants mendiants à l'islam, religion majoritaire à plus de 94% (CIA 2012) au Sénégal.

L'affiliation religieuse des enfants n'est pas systématiquement enregistrée dans la base de données du Samusocial. Cependant, une conversation avec le coordonnateur du CHUSIP a révélé que moins de 10 enfants sur les 4055 rencontrés et répertoriés par l'organisation depuis sa création étaient de confession chrétienne, ce qui ne représente que 0,002% des enfants ayant bénéficié des services du Samusocial. La grande majorité – si ce n'est la presque totalité – des enfants en situation de rue sont de religion musulmane. Ainsi, connaissant le grand nombre de *taalibe*, de *faxman*, de jeunes travailleurs, de jeunes filles et d'enfants accompagnés qui parcourent les rues du pays, on ne peut accuser les mauvaises conditions économiques, souvent citées comme premières responsables, d'être l'unique cause de la mendicité infantile. En fait, au cours d'interviews réalisées avec les enfants, la plupart ont indiqué vivre dans la rue parce qu'ils avaient fui l'école coranique et/ou le climat malsain de leur famille polygame, deux institutions sanctionnées par l'islam. De surcroît, le rôle prédominant joué par les marabouts – leaders religieux et spirituels – à tous les niveaux de la société, contribue à la création d'un contrat social au centre duquel les enfants mendiants agissent comme élément stabilisateur de la société. Pour mieux comprendre le phénomène des enfants en situation de rue au Sénégal aujourd'hui, il convient donc d'effectuer un bref survol du contexte sociohistorique dans lequel s'est implantée la religion musulmane, puis de lier ces informations aux raisons qui semblent pousser et attirer les enfants à la rue.

#### 4.1 Contexte sociohistorique

On dénote la présence de la religion musulmane sur le continent africain dès le Xe siècle (Bonte et Izard 2004 :392; Seck 2007 :26). L'islam pratiqué en Afrique est toutefois bien différent de celui que l'on retrouve par exemple au Moyen-Orient. Suite aux études de Paul Marty, administrateur colonial français, cette façon de vivre la religion fut qualifiée d'*islam noir*, en opposition à l'islam arabe. En effet, Marty considérait que l'islam subsaharien représentait une combinaison des préceptes spirituels et rituels de l'islam originel, arabe, et des religions africaines traditionnelles (Diouf et Leichtman 2009 :1). On nomme aujourd'hui ce courant islam soufi, c'est-à-dire mystique (Diop 1981 :289). En particulier, le soufisme sénégalais s'exprime par l'appartenance à l'une des principales confréries<sup>22</sup> du pays : les Tidjanes, les Mourides, les Xaadir et les Layènes.

Deux principes fondamentaux régissent le soufisme sénégalais : premièrement, le rôle central joué par le marabout (guide spirituel et maître intervenant dans tous les aspects de la vie quotidienne (Coulon 1981 :10)), auquel ses disciples, les *taalibe*, doivent allégeance et soumission; deuxièmement, les relations à la fois verticales de déférence et horizontales de solidarité qui régulent l'organisation de la société (Villalón 2007 :173). Ainsi, l'intercession du marabout dans la vie du *taalibe* est nécessaire et garante tant de la rédemption spirituelle du fidèle (Beck 2008 :71) que de son bien-être terrestre : «Il faut donc partir de ce lien personnel étroit entre le *cheikh* et son *taalibe* pour saisir l'Islam sénégalais dans sa réalité sociale et politique» (Coulon 1981 :10).

##### 4.1.1 Empire wolof

L'empire wolof précolonial, dont la naissance remonte à un peu plus de six siècles, s'est d'abord constitué aux abords du fleuve Sénégal. En plus de régner sur son propre clan, le suzerain de ce territoire était aussi chef d'un certain nombre d'autres

---

<sup>22</sup> Une confrérie est «une société d'hommes sous la responsabilité spirituelle d'un guide considéré comme un saint et qui, -par ce regroupement même, aux buts premiers d'éducation et d'encadrement religieux- constitue, par ailleurs, une force sociale – éventuellement politique- qui impose, sinon suggère, le respect de l'environnement global où elle a pris pied» (Seck 2007 :29).

régions organisées en système féodal : «the rulers of the client states had the title *laman*, and expressed their dependence on Jolof through the annual payment of tribute» (Cruise O'Brien 1971 : 16). Au fil des ans, la plupart de ces territoires devinrent de plus en plus puissants et éventuellement brisèrent les liens avec le grand empire wolof, mais reproduisirent le système clientéliste de redistribution à l'intérieur de leurs États (tout aussi hiérarchiques) nouvellement institués. En effet, l'organisation politique de l'un et l'autre de ces groupes était très similaire. Au sommet de la hiérarchie trônaient les matrilignages royaux au sein desquels un roi était choisi - bien que le pouvoir fût souvent usurpé par la force - par les membres de la noblesse pour commander les armées et imposer le paiement d'un tribut et l'exécution de travaux forcés à ses sujets (Cruise O'Brien 1971 : 17).

Fondés sur le commerce des esclaves et l'élevage à grande échelle (Cruise O'Brien 1974 :86), les différentes aristocraties wolof rivalisaient entre elles afin de toujours posséder davantage de terres et de sujets, augmentant le contrôle exercé sur ces derniers. Parallèlement, l'islam continuait de se développer, notamment grâce à l'établissement des *daara*, les écoles coraniques<sup>23</sup>, lesquelles prônaient une interdiction de l'esclavage de tout musulman : «Clerical communities drew followers in large part because of their capacity to serve as safe havens in an era dominated by slaving aristocracies» (Ware 2009 :27). En s'opposant à l'esclavage, l'école coranique créa un précédent dont les conséquences futures se révéleront considérables : favorisant l'émergence et la consolidation d'une aristocratie religieuse formée par les marabouts et se positionnant comme contre-pouvoir aux instances traditionnelles, l'école coranique devint le vecteur idéologique, social et économique de l'indépendance des paysans face à leurs chefs (Ware 2009 :26). Le mouvement populaire en faveur de l'islam prit donc racine vers la fin du XVIIe siècle et au cours du XVIIIe siècle dans des conditions particulières :

---

<sup>23</sup> L'école coranique n'est pas un unique établissement, mais plutôt une concession, un petit village où habitent le marabout et ses disciples.

«Il ne s'agit plus en effet d'un Islam venu d'en haut, mais au contraire d'un Islam de révoltés, lié à des protestations populaires contre les aristocrates en place. Il s'agit donc alors d'un Islam qui exprime et canalise un mécontentement social et politique et qui se retourne contre les autorités en place, même si celles-ci s'attachent à le récupérer à leur profit» (Coulon 1981 :6).

Conséquemment, plus le pouvoir central se faisait oppressif, plus les paysans se plaçaient sous la protection d'un guide religieux, rejoignant les communautés maraboutiques créées autour d'une école coranique. Ces communautés étaient perçues comme plus indépendantes du monarque que les villages traditionnels (Coulon 1981 :61). La population voyait en l'islam une nouvelle forme de résistance à l'oppression des chefs traditionnels. Ainsi, «l'adoption de l'islam comme idéologie de combat marque néanmoins la détérioration des bases idéologiques traditionnelles des aristocraties wolof et l'influence croissante des missionnaires de l'islam : les marabouts» (Coulon 1981 :67).

#### **4.1.2 Colonisation française**

À partir de la décennie 1850, la France tenta de systématiser son contrôle du territoire sénégalais tant par des efforts diplomatiques que par des offensives guerrières contre les armées wolof (Ware 2009 :27). Or, ces dernières ne purent rivaliser avec les militaires français qui, par leurs victoires, minèrent l'autorité et la crédibilité des chefs traditionnels. Privés de pouvoir, ces derniers virent leur légitimité se dégrader, n'étant plus, aux yeux de la population, des *samba linguer*, des hommes courageux, forts et généreux supposés les diriger et les protéger du colonisateur (Coulon 1981 :70). En 1886, la bataille de Dekhelé sonna la fin des combats, marquant la victoire des Français (Cruise O'Brien 1971 :11) et le début d'une ère de colonisation massive.

Les peuples wolof défaits réalisèrent rapidement que le «French rule could not be opposed by force, and if it were to be endured then a means of adaptation was required» (Cruise O'Brien 1971:13). Ainsi, il fallait trouver un moyen de résister, ou du

moins de s'opposer pacifiquement à la colonisation, et l'islam se présenta alors comme une religion «africaine» et un instrument de résistance culturelle (Bonte et Izard 2004 :392) :

«Contrairement à l'aristocratie wolof, les marabouts n'eurent pas à souffrir de l'humiliation de la défaite [...]. Ils furent considérés comme le symbole sinon d'une opposition manifeste aux Blancs, du moins de la résistance passive à leur égard. Ils furent les nouveaux *samba lingu* du pays. L'adhésion à l'islam et surtout l'allégeance aux marabouts se présent[èrent] donc comme une réponse des Wolof à la conquête coloniale et à l'anéantissement des structures politiques précoloniales» (Coulon 1981 :70).

En tant que nouveaux *samba lingu*, les marabouts se substituent aux aristocraties wolof rendues obsolètes. Possédant de vastes connaissances spirituelles et faisant montre de générosité, le marabout et son *daara* représentent une nouvelle forme de leadership, mais surtout un lieu sûr, un refuge pour les plus démunis qui n'hésitent pas à se placer sous la protection de ces hommes de foi ou à leur confier leurs enfants. Or, c'est cette pratique de confiage qui lie la religion musulmane au phénomène des enfants de la rue, tel que décrit plus précisément ultérieurement dans ce chapitre. Toutefois, ce n'est pas seulement cette pratique devenue coutumière qui a un impact sur les enfants, mais aussi l'ampleur du rôle politique, économique et religieux que les marabouts en sont venus à jouer dans la société sénégalaise, rôle qui leur confèrent aujourd'hui une liberté d'action et une impunité surprenantes.

En effet, le remplacement du système traditionnel wolof par une administration coloniale occasionna d'abord la fin du système esclavagiste sur lequel reposait l'économie wolof (Ware 2009 :27). Ainsi, un nombre important de gens furent déplacés, se retrouvant privés de moyens de subsistance et d'un leadership légitime opposé au colonisateur. Comme les autres confréries mais plus significativement, la confrérie

mouride<sup>24</sup> et le soutien spirituel d'Amadou Bamba<sup>25</sup> firent à l'époque office de refuge pour les plus démunis (Cruise O'Brien 1969 :503). Lorsqu'ils se joignirent au mouridisme, les esclaves affranchis «apportèrent avec eux l'habitude d'une soumission extrême, la volonté de travailler pour un maître ou de lui donner les fruits de leur labeur, ce qui laissa une marque durable sur l'organisation de la confrérie» (Cruise O'Brien 1969 :503). Cela eut effectivement un impact considérable, notamment dans la définition de l'idéologie mouride du travail comme prière, qui est indissociable de la production de l'arachide, elle-même centrale au contrat social tacite entre l'État colonial, les marabouts et les *taalibe*.

Ainsi, à sa prise de possession du territoire, l'administration française imposa à tous les ressortissants sénégalais le paiement, en argent, d'une taxe. Or, tel que mentionné précédemment, le système économique du pays reposait auparavant sur l'élevage et l'esclavage, le sol sablonneux et le climat sec du Sénégal n'étant pas propices à une agriculture extensive (Villalòn 1995 :40). Toutefois, certaines personnes pratiquaient la culture de l'arachide, pratiquement la seule plante répondant à un tel type de conditions, et «[t]he imposition of head taxes as populations came under direct colonial rule made peanut cultivation virtually compulsory, no other source being available for procuring the required cash» (Villalòn 1995 :40). Par conséquent, bien que l'arachide ait été cultivée depuis un certain temps, c'est sous le régime colonial qu'elle

---

<sup>24</sup> Les autres confréries précédemment mentionnées ont elles aussi connu l'expansion au cours de la colonisation. Toutefois, la confrérie mouride représente un intérêt particulier puisque son développement répondait non seulement à un besoin de piété, mais surtout social.

<sup>25</sup> Né vers 1853 d'une famille lettrée très proche de la noblesse wolof, Amadou Bamba reçoit une solide formation religieuse et intellectuelle qui, combinée à son charisme personnel, lui permettent de devenir un marabout très respecté. Suite à la défaite wolof de 1886, il s'installe dans le Baol, une région mal contrôlée par le régime français. Selon les légendes, l'ange Gabriel lui aurait révélé de fonder, en 1887, la ville sainte de Touba, aujourd'hui important lieu de pèlerinage. C'est en 1893 qu'il définit sa propre voie musulmane, le mouridisme, et que de plus en plus d'adeptes se placent sous sa protection. Perçu par l'administration française comme un fomenteur de troubles (sa simple présence soulève les foules), il est soupçonné de préparer un complot anti-français et d'appeler ses ouailles à la révolte. De 1895 à 1902, le régime colonial le force à l'exil au Gabon, mais à son retour, son aura de saint homme se double de celle de «martyr du colonialisme» et le nombre de disciples qui le suivent ne cesse d'augmenter. De nouveau accusé d'agitation politique, Cheikh Amadou Bamba est encore forcé à l'exil pour quatre ans, cette fois en Mauritanie. À son retour, l'administration coloniale gère ses allées et venues et celles de ses disciples, pour finalement concéder que la confrérie mouride ne cherche pas à semer la division ou renverser le pouvoir français (Coulon 1981 :72-78).

devint un élément central de l'économie sénégalaise. On assiste alors à la convergence des intérêts des marabouts et de l'empire colonial : pour l'administration européenne, l'économie de traite spécialise la société sénégalaise à la production arachidière et la soumet aux besoins de la métropole; pour les marabouts, l'implication dans l'agriculture de la cacahuète devient «un moyen de monétariser leur charisme» (Coulon 1981 :164).

En effet, dans les écoles coraniques, organisées sous forme de concessions, les *taalibe*, en échange de l'enseignement du Coran procuré par le marabout, cultivaient le mil en petites quantités, suffisamment pour répondre à leurs besoins et à ceux du *serigne* (Cruise O'Brien 1971 :166). Or, en passant à la production de l'arachide, les marabouts pouvaient augmenter leurs propres revenus et assurer un certain respect de la religion musulmane par l'État colonial. Ces avantages non négligeables ne requéraient pratiquement aucun changement à la structure de la confrérie, déjà fondée sur l'allégeance du *taalibe* envers son marabout, obéissance totale et volontaire actualisée par «des formes variées de tribut : en travail, en nature et en argent. En retour ce tribut se trouv[ait] idéologiquement justifié par l'accès des disciples aux pouvoirs charismatiques de rédemption du marabout» (Cruise O'Brien 1974 :85). Ainsi, les marabouts disposaient d'une main-d'œuvre nombreuse et non salariée dont ils pouvaient profiter, en tirant un produit commercialisable, et donc un revenu monétaire avec lesquels ils pouvaient payer les redevances nécessaires à l'État colonial (Coulon 1981 :166). D'ailleurs, en échange de leur appui implicite à la politique coloniale d'exploitation de la cacahuète, les marabouts étaient assurés d'avoir accès aux intrants nécessaires à la culture arachidière, à du financement de la métropole pour la construction de mosquées ou des pèlerinages à La Mecque, de même qu'à une reconnaissance publique de leur autorité sociale par l'État colonial (Beck 2008 :52).

C'est donc sur ces bases clientélistes que les chefs religieux mourides firent du travail de la terre une forme de prière, un dogme qui sanctionnait les prestations de travail du *taalibe* à son *serigne*. Cette doctrine s'est développée de concert avec la

culture de l'arachide et est devenue un élément constitutif de la confrérie mouride, à un point tel que l'expression «marabouts de l'arachide» devint communément utilisée (Copans, Coulon et all., 1981): «cette exaltation du travail fut une idéologie mobilisatrice au service de ceux qui tiraient profit de la culture arachidière» (Coulon 1981 :167).

Une certaine complémentarité entre le pouvoir temporel et le pouvoir religieux s'institua (Seck 2007 :27) : «The relationship between Murid marabouts and the central state has always been characterized by their inter-dependence based on the mutual benefits derived from their collaboration» (Beck 2008 :72). Or, les disciples prennent eux aussi part, quoique indirectement, à cette collaboration : c'est grâce à la confiance qu'ils placent en leur marabout, dans un espoir de rédemption, que celui-ci se trouve en possession d'un levier, d'un outil de marchandage dont la force du nombre le place en position confortable face à l'administration coloniale. Comme l'indique Christian Coulon (1981 :8), une telle façon de vivre l'islam «représente donc une culture politique populaire authentique, que bien entendu la classe politique dirigeante va tâcher d'investir afin d'en annihiler les potentialités subversives, en s'assurant la collaboration de ces véritables chefs de communautés que sont les marabouts». Ainsi, les nouveaux notables maraboutiques

«gardaient une image et véhiculaient une idéologie relativement autonomes qui faisaient d'eux, aux yeux de la population musulmane, des «protecteurs» qui limitaient l'impact de la colonisation dans la vie quotidienne des «indigènes», réinterprétaient la domination étrangère dans des termes africains et islamiques et préservaient une identité propre sur laquelle le colonisateur n'avait que peu d'emprise» (Coulon 1981 :207).

Les *serigne* étaient donc des intermédiaires garants d'un ordre politique et social (Triaud 2007 :15) qui visait en fait à s'opposer symboliquement au gouvernement en place. Or, la décolonisation et l'indépendance du pays obligèrent les marabouts à s'adapter d'abord à la présence d'un État proprement sénégalais, puis à l'introduction de la démocratie.

#### 4.1.3 Indépendance

À l'indépendance du Sénégal en 1960, le contrat social entre *taalibe*, marabout et État s'ancre dans la même logique que celle ayant prévalu à l'époque coloniale, c'est-à-dire celle d'un défaut de légitimité du gouvernement impliquant le recours de ce dernier aux intermédiaires qu'étaient toujours les confréries, celles-ci bénéficiant en contrepartie de frais de patronage et de leur reconnaissance symbolique par l'État (Cruise O'Brien 1992 :11). En effet, malgré un appareil administratif et politique impressionnant, le gouvernement à parti unique dirigé par Léopold S. Senghor était «loin d'être le pôle organisateur de la société» (Coulon 1981 :223). Entre autres, le gouvernement semblait incapable de mobiliser les masses populaires et rurales pour leur intégration dans le système économique et politique du pays, tout comme il apparaissait dans l'impossibilité de redistribuer adéquatement son budget : entre 1962 et 1972, les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire d'administration de l'État, grugèrent à elles seules presque 88% du budget total (Coulon 1981 : 222-224). De même, l'État sénégalais se faisait visible principalement dans les centres urbains, et les citoyens ruraux, plutôt que de se tourner vers une administration froide, impersonnelle et géographiquement distante, préféraient capitaliser sur les institutions et les formes d'autorités ayant fait leurs preuves, les confréries maraboutiques (Coulon 1981 :225). Ainsi, «[t]he marabouts continued to serve as administrative auxiliaries providing legitimation to the Senegalese state and Senghor's leadership, while the new president continued to protect the marabouts' economic interests and respect their religious authority» (Beck 2008 :74). Le véritable pouvoir est donc entre les mains des *serigne*, qui continuent, tout en assurant les besoins spirituels de leurs disciples, de favoriser la culture de la cacahuète à des fins commerciales et donc de pourvoir au bien-être et à la survie économique du pays, puisque à l'époque, les ressources publiques dépendent toujours de la production arachidière (Coulon 1981 :227). Il en va de même pour les *taalibe*, dont le bien-être à la fois physique et spirituel est tributaire des ressources du marabout :

«religious considerations in following the *khalif* in his support of the ruling party were reinforced by the political preferences and material interests of the *taalibe*. The disciple-clients saw their support of the UPS politicians as assuring the political prestige and access of Murid marabouts, which in turn assured the disciple-clients political protection as well as the trickle-down of resources such as peanut seed, fertilizer, wells, and other development projects» (Beck 2008:75).

Toutefois, le Sénégal connaît, au début de la décennie 1970, de graves difficultés liées à la sécheresse prolongée qui frappe la région et qui, parallèlement à la surexploitation des terres agricoles, amène le déclin de la production arachidière (Beck 2008 :77). Or, malgré une baisse de la production, l'État sénégalais réalise d'abord un certain profit sur la vente d'arachides puisque le cours mondial de ce produit a augmenté. Pourtant, cela ne se traduit pas en augmentation des recettes des paysans producteurs, et rapidement certains marabouts s'opposent à cette situation qu'ils considèrent injuste en décourageant leurs disciples de vendre leur production à l'État, leur suggérant de plutôt transiger avec le gouvernement gambien voisin ou de retourner à la pratique d'une agriculture de subsistance. Perdant alors du capital politique et étant en proie à de sérieuses difficultés financières, le gouvernement sénégalais redouble d'ardeur dans la perception des impôts et le recouvrement des dettes, s'aliénant ainsi une grande partie de la population (Coulon 1981 :284) :

«This revolt against the peanut cash crop illustrates the autonomy and influence of the Murid marabouts. By refusing to participate in the state economy, the marabouts demonstrated that they were sufficiently autonomous from the politicians in the party-state that they could abandon their historical alliance in order to maintain the allegiance of their *taalibe* when their interests clashed with those of the state» (Beck 2008:78).

De même, l'implantation de programmes d'ajustements structurels<sup>26</sup> par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au début de la décennie 1980 a

---

<sup>26</sup> Ces programmes contraignaient les États à mettre en place diverses mesures dans le but de contrer la crise économique à laquelle ils faisaient face : libéralisation de l'économie, dévaluation de la monnaie, augmentation des

mené à la fermeture de l'Office National pour la Coopération et l'Aide au Développement (ONCAD), une instance bureaucratique fortement corrompue mais qui offrait un soutien non négligeable aux agriculteurs en leur fournissant des grains, du fertilisant et d'autres formes d'aide à la production agricole. Sa dissolution, couplée à la diminution des terres arables disponibles et à une importante croissance démographique, eut un profond impact sur la production arachidière par les confréries (Beck 2008 :80-82) : la libéralisation économique força une diminution de la capacité redistributive de l'État sénégalais et, par conséquent, une réduction de l'aptitude des marabouts à garantir des bénéfices matériels à leurs *taalibe*. En retour, cela permit aux *taalibe* d'acquérir une plus grande autonomie et parfois même de s'exiler dans les centres urbains (Beck 2008 :90). En effet, le déclin de l'industrie de l'arachide appauvrit une grande partie de la population rurale du Sénégal ce qui contribua, en plus de l'explosion démographique et de la sécheresse, à un exode rural significatif, principalement vers la capitale. Rapidement, Dakar devint sur-urbanisée (*overurbanized*), ne possédant pas les ressources nécessaires (croissance économique et capacité d'offrir des services de base) pour supporter une population croissante (Bradshaw & Schafer 2000:98). Par ailleurs, une population plus nombreuse ne signifie pas un plus grand nombre d'opportunités d'emplois. Ainsi, les taux de chômage n'ont cessé d'augmenter au Sénégal, atteignant 49% en 2010 (CIA 2012). Pour un pays de 12,5 millions d'habitants où le salaire annuel moyen oscille autour de 1090\$US par an (CIA 2012) et où le coût des denrées de première nécessité (riz, blé, huile, pétrole) ne cesse d'augmenter, des tels taux ne peuvent qu'illustrer un appauvrissement généralisé et le besoin crucial de trouver de nouvelles manières de pallier à la précarité que les familles doivent affronter<sup>27</sup>.

---

exportations, politique d'austérité budgétaire, privatisation des entreprises étatiques, et augmentation des investissements étrangers n'ont que désengagé l'État et contribué à la paupérisation de la société sénégalaise.

<sup>27</sup> Par exemple, un groupe de jeunes travailleurs rencontrés avec le Samusocial sont venus à Dakar pour trouver du travail, croyant que la capitale leur offrirait de meilleures opportunités d'emploi que leur zone rurale. Inspirés par d'autres jeunes hommes qui avaient quitté le village pour y revenir quelques mois plus tard avec des espadrilles et des vêtements tout neufs ainsi que des cadeaux pour leurs familles et amis, ils ont eux aussi rêvé d'une escapade à la ville qui leur permettrait de s'enrichir et d'accroître leur statut social au sein du village. Saisissant la première opportunité qui s'offrit à eux, ces enfants et adolescents sont partis vers Dakar, le plus souvent sans avertir leurs familles respectives. Or, loin de l'eldorado qu'ils avaient imaginé, la capitale s'avéra être un milieu difficile à intégrer,

## 4.2 Islam et enfants en situation de rue

Les marabouts jouent un rôle social, politique, économique et bien sûr religieux de premier plan depuis la colonisation du Sénégal par la France au XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui. Si leur influence politique s'effrite quelque peu, leur charisme et leur autorité sociale et religieuse sont toujours significatifs, l'Islam étant un pôle organisateur de la société sénégalaise. Trois éléments de la religion musulmane sont directement liés à la problématique des enfants en situation de rue : d'abord, la pratique du confiage des enfants aux marabouts par le biais des écoles coraniques ; ensuite, la promotion de la structure familiale polygame; et enfin une façon particulière de vivre l'Islam qui nécessite la présence de bénéficiaires de la charité, notamment les enfants mendiants.

### 4.2.1 Confiage des enfants: le *daara*

Lors du dernier jour de mon séjour de recherche au Samusocial, au cours d'une discussion informelle en groupe, j'ai demandé à la quinzaine d'enfants présents ce que je devais absolument écrire dans ma thèse, ce que je ne devais pas oublier de mentionner ; ils connaissaient depuis mon arrivée les raisons de ma présence parmi eux et ce sur quoi porte ma recherche. La réponse fut immédiate: un adolescent d'environ 14 ans s'écria que je devais parler des marabouts et de leurs *daara*, pour que leurs pères, oncles ou gardiens comprennent que, selon les enfants, les écoles coraniques contemporaines et urbaines ne sont pas comme celles fréquentées par les hommes des générations précédentes. Pour lui comme pour les autres enfants, je me dois de parler des mauvais traitements qu'ils subissent, du manque de soin dont ils sont victimes, de

---

surtout au niveau du travail. Malgré le peu d'opportunités d'emploi disponibles, ils refusent toujours de rentrer à la maison les mains vides. Joignant difficilement les deux bouts, ils ont préféré joindre un groupe d'adolescents et de jeunes adultes vivant dans un dépotoir, recyclant et revendant des items en plastique, des vêtements ou des bouts de métal. Certains d'entre eux travaillent comme cireurs de chaussures ou laveurs de voitures, tandis que d'autres lavent la vaisselle ou accomplissent de petites tâches dans des restaurants en échange de nourriture. Ces petits boulots leur donnent tout juste de quoi survivre, et il leur est impossible d'épargner un sou. Lorsque questionnés sur leur mode de vie et pourquoi ils demeureraient dans la rue plutôt que de rentrer au village, tous répondirent qu'ils devaient faire de l'argent pour que leurs familles soient fières d'eux. Honteux de causer du souci à leurs proches, ils sont convaincus que la seule façon de faire amende honorable est d'effectuer un retour triomphal, avec des cadeaux et de l'argent à partager. Toutefois, au moment de notre rencontre, aucun de ces jeunes n'avait assez d'argent pour payer le coût d'un transport en autobus, dans l'éventualité où ils auraient voulu rentrer au bercail.

l'argent qu'ils doivent quêter et remettre au marabout, et du fait qu'ils n'apprennent pas vraiment le Coran bien qu'ils soient placés dans une école coranique. Pour les enfants, le problème réside dans le fait que leurs parents refusent de les écouter et de les croire lorsqu'ils racontent leur vie quotidienne au *daara*, tout comme ils préfèrent croire sur parole un marabout qui nie toute incidence d'abus physiques et psychologiques envers un de ses protégés.

Dans les années 1980, au moment où les familles commençaient à quitter les régions rurales et à s'établir dans les grandes villes dans l'espoir d'améliorer leur qualité de vie, les marabouts perdirent peu à peu leurs disciples et leur main-d'œuvre. Par conséquent, plusieurs *serigne* déménagèrent eux aussi à la ville, souhaitant y poursuivre leur enseignement du Coran et de ses valeurs. Puisque jusqu'à ce moment les marabouts n'étaient pas officiellement payés pour leurs leçons mais bénéficiaient des redevances liées à la production de l'arachide, selon leur entente avec le gouvernement, ils durent trouver une nouvelle façon, adaptée à la vie urbaine, de maintenir le système d'échange qui constituait la base du contrat tacite entre le *taalibe* et son marabout : les *taalibe* se retrouvèrent donc à parcourir les rues de la ville, mendiant pour un peu d'argent et de la nourriture en échange de prières.

Au fil des ans, croissance démographique et sur-urbanisation ont accru la demande pour des *daara* urbains, et certains hommes de mauvaise foi saisirent cette opportunité de faire de l'argent en exploitant les enfants en se proclamant marabout et en ouvrant leur propre *daara*. Puisque aucune loi ne régule les écoles coraniques – elles ne font pas partie du système éducatif officiel – il est facile pour quiconque connaît le livre sacré des musulmans et a accès à une salle (parfois allant même jusqu'à *squatter* des édifices en ruines ou en construction), de faire de l'enseignement de la religion une entreprise lucrative<sup>28</sup>. En fait, dans ces *daara* les *taalibe* passent la majorité de leur

---

<sup>28</sup> Je tiens à souligner que je n'accuse pas tous les marabouts d'exploiter les enfants, tout comme je n'accuse pas la religion musulmane d'être la source de tous les problèmes des enfants. Toutefois, je trouve important et nécessaire

temps dans les rues, devant verser quotidiennement à leur marabout une somme d'argent minimale, habituellement entre 300 et 500 FCFA (environ 1\$CAN)<sup>29</sup>.

Cette exploitation économique des enfants est un phénomène essentiellement urbain et porte atteinte à l'intégrité et à la sagesse de marabouts dignes de ce nom, qui dispensent un réel enseignement coranique aux enfants dont ils ont la charge. Les talibés des « bons » daaras ne sont évidemment pas dans la rue, mais à l'école. Mais comme ailleurs dans le monde, la ville attire toutes sortes de charlatans, y compris des marabouts qui n'en ont que le nom et qui exploitent plusieurs dizaines d'enfants à leur profit (Samusocial Sénégal 2005b :1).

Si l'enfant ne réussit pas à amasser un tel montant, il risque d'être sévèrement puni en étant privé de repas ou en étant battu, flagellé, ou enchaîné. Conséquemment, quand un garçon ne parvient pas à collecter la somme demandée, il préférera parfois passer la nuit dans la rue plutôt que rentrer au *daara* pour y être frappé. Au fil du temps, il passera de plus en plus de temps à la rue et de moins en moins à l'école coranique. Dans la rue, il rencontrera d'autres enfants *taalibe*, mais aussi des enfants *faxman*, qu'il sera tenté de joindre temporairement ou de manière permanente afin d'échapper à son marabout.

Il est important de noter que la punition physique n'est pas exclusive au *daara* moderne : «l'enfant est partout et à tout moment [...] l'objet de maltraitances et de violences ordinaires socialement et culturellement valorisées, violences, douleurs et souffrances physiques dont les vertus pédagogiques et formatrices sont prônées par le groupe et la famille» (MBodji 1997 :298). En fait, le châtement corporel est constitutif de l'éducation virile que les jeunes garçons reçoivent et qui a pour objectif de leur inculquer courage, force, endurance et humilité (Diop 1985:45). «[D]ans les pratiques éducatives et initiatiques, l'organisation de la douleur et la recherche – chez l'enfant –

---

de souligner comment la façon dont l'islam est vécu au Sénégal contribue à la perpétuation du phénomène des enfants en situation de rue.

<sup>29</sup> Un enfant souffrant d'un handicap ou d'une difformité devra normalement rapporter une somme d'argent plus importante (entre 800 et 1000 FCFA), étant donné qu'il lui sera plus facile de mendier puisqu'il suscitera davantage de pitié, comme me l'ont expliqué mes collègues du Samusocial.

d'un seuil élevé de tolérance à la souffrance étaient présentées comme ayant des fonctions maturantes, d'intégration, de développement harmonieux, d'équilibre et d'épanouissement» (MBodji 1997 :298). Ainsi, il est de mise de placer son enfant au *daara*, puisqu'il est entendu que les enfants sont mieux éduqués par des étrangers que par leurs parents. Un proverbe wolof sous-entendant qu'un parent exprime trop de compassion pour élever son enfant, *Jurut dy yërëm*, explique même que «l'étranger est sans pitié» (Diop 1985 :45).

L'éducation coranique traditionnelle, dure, est dépeinte par l'extrait suivant, tiré du roman autobiographique *L'Aventure ambiguë*, de Cheikh Hamidou Kane :

Le maître avait abandonné la cuisse; maintenant il tenait l'oreille de Samba Diallo. Ses ongles s'étaient rejoints à travers le cartilage du lobe qu'ils avaient traversé. Le garçonnet, bien qu'il eut fréquemment subi ce châtiment, ne put s'empêcher de pousser un léger gémissement.

-Répète ! ... Encore ! ... Encore ! ...

Les ongles du maître s'étaient déplacés et avaient poinçonné le cartilage en un autre endroit. L'oreille, déjà blanche de cicatrices à peine guéries, saignait de nouveau. La gorge nouée, les lèvres sèches, Samba Diallo tremblait de tout son corps et s'ingéniait à répéter correctement son verset, à refréner les râles que la douleur lui arrachait.

-Sois précis en répétant la Parole de ton Seigneur... Il t'a fait grâce de descendre Son Verbe jusqu'à toi. Ces paroles, le Maître du Monde les a véritablement prononcées. Et toi, misérable moisissure de la terre, quand tu as l'honneur de les répéter après lui, tu te négliges au point de les profaner. Tu mérites qu'on te coupe mille fois la langue... (Kane 1961 :13-14).

Malgré sa dureté et son austérité, l'éducation coranique sénégalaise, par le biais du *daara*, est bien perçue en Afrique de l'Ouest. De nombreuses familles du Mali, de la Gambie, de Guinée-Conakry et de Guinée-Bissau n'hésitent pas à envoyer leur fils dans des *daara* au Sénégal pour qu'ils y reçoivent une éducation musulmane de haut niveau : en effet, les écoles coraniques sénégalaises sont considérées comme des institutions

prestigieuses, un peu comme le sont les universités 'Ivy League' aux États-Unis<sup>30</sup>. Ceci illustre le fossé entre la conception occidentale de ce qui est bon ou pas pour un enfant : «there is a case to be made that adversity is as much a matter of perception as of situational fact, and many societies deliberately create painful and even potentially dangerous situations for children – such as in some rites of passage or forms of apprenticeship – to promote their development by teaching them to embrace discomfort as opportunity rather than turning it into adversity» (Boyden et Mann 2005:10).

Au cours d'une séance de thérapie de groupe, les enfants hébergés par le Samusocial eurent à dessiner un événement significatif de leur vie dans la rue et à présenter, s'ils le désiraient, leur croquis au groupe. Fondant en larmes, Amadou, un jeune garçon de 13 ans prit la parole et expliqua ce qu'il avait représenté et pourquoi. Son dessin<sup>31</sup>, tracé au crayon de plomb puis rapidement colorié au feutre brun, se lisait de droite à gauche, comme dans la langue arabe. Le jeune homme expliqua comment il s'était enfui du *daara* parce qu'il n'arrivait plus à supporter les coups du marabout et de ses assistants. Se réfugiant chez ses parents, il y trouva un père tellement furieux que son fils ait quitté l'école coranique qu'il l'enferma dans une chambre, malgré les protestations et les tentatives d'explication du jeune garçon. Le lendemain, le garçon fut ramené – de force – au *daara*. Avant de quitter les lieux, le père remit au marabout des chaînes qu'il avait apportées pour que son fils soit enchaîné et ainsi éviter qu'il ne s'enfuisse à nouveau. Le garçon passa quelques semaines retenu au sol par ces chaînes, en plus d'être régulièrement battu. Lorsqu'il fut finalement libéré, il attendit quelques semaines afin d'endormir les soupçons du marabout, puis réussit à s'enfuir, se dirigeant directement vers Dakar, où il rencontra rapidement plusieurs autres jeunes garçons en situation de rue qui l'initièrent à la vie de rue.

---

<sup>30</sup> Toutefois, il est difficile pour des parents vivant dans un pays étranger (ou, dans le cas des familles sénégalaises, dans des régions rurales) de s'assurer de la qualité du *daara* où ils envoient leur fils, ou de vérifier si le niveau de punitions corporelles respecte un niveau raisonnable.

<sup>31</sup> Voir Annexe 5.

Malheureusement, cette histoire n'est pas un cas isolé. Parcourant les dossiers des enfants conservés dans les bureaux du Samusocial, j'y ai lu de nombreux récits similaires dans lesquels les enfants ont été non seulement battus et enchaînés, mais aussi flagellés, agressés sexuellement, et laissés sans soins médicaux, pendant des périodes allant de quelques jours à près de trois ans. Au cours d'une rencontre avec le psychologue, un garçon a même raconté comment un de ses amis est mort au *daara* après avoir été enchaîné et enfermé dans une cellule. Puisque mourir au *daara* est une bénédiction, une garantie d'accéder au paradis, la famille du défunt *taalibe* n'a pas porté plainte contre le marabout. À la suite de tels récits, il n'est donc pas surprenant de les entendre parler de la rue comme d'un endroit plus sécuritaire que le *daara*, malgré les difficultés et les dangers auxquels ils doivent faire face dans les rues de Dakar.

#### **4.2.2 Polygamie et structure familiale**

Un autre élément que les enfants souhaitaient voir abordé dans ma thèse est l'impact de la polygamie dans leurs vies. Au Sénégal comme dans la plupart des pays d'Afrique, la polygamie a précédé la foi musulmane, mais l'implantation de l'islam a permis de contrôler les mœurs des fidèles en limitant à quatre le nombre d'épouses qu'un homme peut avoir simultanément (Sy 1969 :198).

Tel que mentionné précédemment, d'importantes difficultés économiques ont mis beaucoup de pression sur les familles, et les représentations traditionnelles de l'enfant africain s'en trouvent invalidées, l'enfant ayant perdu sa dimension sacrée (MBodji 1997 :307) : tandis qu'il était perçu comme un cadeau de Dieu, la réincarnation d'un ancêtre – ce que les peuples Wolof croyaient (Rabain 1979 :179) – un lien entre les mondes visibles et invisibles, et une sécurité sociale pour les parents (Kuyu 2005 :219), chaque enfant représente désormais un poids économique et se retrouve au centre d'une crise de la famille caractérisée par un désengagement des parents et une importante restructuration de ses modes de fonctionnement et de soutien mutuel.

Cette difficulté des parents à prendre soin de leurs propres enfants pourrait venir de la non-adaptation des mentalités au nouveau contexte socioéconomique. Si dans l'Afrique traditionnelle, il était avantageux d'avoir beaucoup d'enfants, c'était, en partie, à cause du potentiel de main d'œuvre que ces derniers représentaient. Or, dans un contexte de modernité et de pauvreté généralisées, une nombreuse progéniture est source d'appauvrissement (Zadi 2010 : 182).

De nos jours, «[l']environnement familial et groupal déstructuré et désorganisé perd ses fonctions d'organisation et de transmission, de contenance et de sécurisation, nous offrant ainsi le visage d'une société qui a de plus en plus de mal à prendre en charge ses membres» (MBodji 1997 :305-306). Un taux de divorce élevé engendre depuis quelques années davantage de familles monoparentales et à faibles revenus, tandis que les familles polygames contribuent significativement à la croissance démographique du Sénégal. Plus important encore, un homme arrive difficilement à joindre les deux bouts : souvent la seule personne de la famille à avoir un emploi régulier, il devient ardu pour le père de famille de nourrir et de loger jusqu'à quatre épouses et les nombreux enfants qu'il a avec chacune d'elles. Pourtant, malgré les difficultés financières évidentes mentionnées par les hommes rencontrés au cours de mon séjour, que ce soit certains collègues, des membres de la famille polygame où j'ai habité, des marchands ou des chauffeurs de taxi, tous s'entendaient pour dire que Allah est grand et assurera le bien-être de chaque être humain qu'Il met sur terre. Pour ces hommes, avoir des enfants ressemble davantage à un acte de foi qu'à un choix délibéré, et la contraception et le planning familial ne semblent pas être des options viables et envisageables pour répondre aux difficultés économiques rencontrées. Toutefois, une des solutions trouvées par ces familles semble être le *daara*; en effet, envoyer son ou ses fils à l'école coranique remplit à la fois une tradition religieuse et un besoin pour les garçons de connaître le Coran, tout en permettant d'alléger un poids économique qui pesait jusque-là sur la famille. Conséquemment, l'enfant devient responsable de son propre bien-être et de sa survie au *daara*, puisque ce ne sont pas les parents qui paient un droit de scolarité, mais les enfants qui mendient pour l'obtenir et ensuite le remettre

quotidiennement au marabout. En grandissant au *daara*, le jeune *taalibe* devient non seulement de plus en plus indépendant, mais s'habitue aussi tranquillement au monde de la rue, découvrant la ville et les meilleurs endroits pour mendier ou trouver de la nourriture. Le *daara* – et, par extension, la rue – est vu comme un moyen d'acquérir une plus grande maturité, une façon pour le garçon de devenir un homme et de prouver qu'il peut prendre soin de lui-même.

Pourtant, les doléances des enfants hébergés au Samusocial contre la polygamie concernent davantage le climat familial tendu et la jalousie qui empoisonne les relations entre les co-épouses plutôt que la pauvreté qu'elle semble engendrer ou stimuler. Comme le mentionne Diop, les sources de conflit entre les co-épouses, surtout lorsqu'elles vivent sous le même toit, sont infinies (Diop 1985 :194), que ce soit en ce qui concerne le partage des tâches ménagères ou par rapport à l'éducation des enfants. Même lorsqu'elles vivent séparément, parfois même dans des villes différentes, les rivalités entre co-épouses sont communes : bien que, selon la religion musulmane, le mari doive traiter chaque épouse de manière égale, les femmes sont en constante compétition pour des marques d'attention et des preuves d'amour, mais aussi pour des ressources matérielles pour elles-mêmes et leurs enfants respectifs. De petites disputes entre enfants prennent parfois des proportions démesurées lorsque leurs mères s'en mêlent, incapables de demeurer neutres. Puisque l'autorité du père<sup>32</sup> a préséance sur celle de tous les autres membres de la famille – bien qu'une certaine hiérarchie régisse le rôle de chaque épouse, de la première à la quatrième, le cas échéant – certaines mères n'hésitent pas à mentir, à discréditer ou à faussement accuser l'enfant d'une de ses co-épouses dans le but de soutirer des avantages pour ses propres enfants, ou de monter le père contre une épouse qui ne parvient pas à 'contrôler' sa progéniture. Les jeunes occupants du Samusocial en voulaient aussi à leurs tantes – le nom

---

<sup>32</sup> La mère, pourtant beaucoup plus présente dans la maisonnée et dans l'éducation de ses enfants, occupe une place subordonnée à celle du père : «[...] Quelles que soient ses difficultés, on lui demande de reconnaître son autorité. C'est une condition pour que l'enfant puisse s'identifier au père comme possesseur du *géno* (autorité)» (MBodji 1997 :307).

communément donné aux co-épouses de leur père qui ne sont pas leurs mères – de les maltraiter physiquement et psychologiquement. En effet, que ce soit pendant des sessions de thérapie de groupe ou en lisant les dossiers des enfants, il n'était pas rare d'entendre ou de lire des histoires d'enfants battus, humiliés ou accusés d'un méfait sans raison, cette accumulation d'injustices étant l'une des principales causes les menant à la rue :

«Mon père est taximan, il sort très tôt de la maison et revient très tard le soir. Je reste toute la journée à la maison avec ma tante [seconde épouse du père] qui me force à faire tous les travaux ménagers, comme une fille. Ma tante me bat quand je ne me dépêche pas de faire ce qu'elle me demande ou quand je dis que je suis fatigué. Le soir quand mon père rentre, elle me met toujours en mal avec lui en lui racontant des histoires. Lui aussi sans m'écouter, il se met à me frapper. A l'ouverture des classes, j'ai demandé à mon père de m'inscrire à l'école, au début il était d'accord. Mais, ma tante est parvenue à le convaincre de ne pas le faire car, elle disait qu'elle allait être seule dans la maison. Pourtant quand elle va au marché, elle m'enferme dans une chambre en emportant la clé. Un jour, j'ai décidé de trouver le moyen de m'enfuir de la maison. Je lui ai alors volé 1000 Frs et je suis parti. Je ne voulais pas quitter mon père mais tout ce que je lui dis il ne me croit pas et il préfère croire ma tante. Donc je suis parti et je l'ai laissé avec ma tante.» (Samusocial Sénégal 2011a : 2).

#### **4.2.3 Un islam sénégalais**

Tel qu'illustré précédemment, la religion musulmane s'est rapidement implantée au Sénégal au cours du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle grâce à une coalescence de facteurs sociaux, politiques et religieux intrinsèques au pays, ce qui a contribué au développement d'une manière particulière de vivre l'islam, un islam sénégalais. Les marabouts, par leur rôle historique de défenseur et de protecteur des plus démunis, exercent encore une très grande influence sur la population et le gouvernement, ce qui en retour a un impact certain sur la problématique des enfants en situation de rue.

Étonnamment, le code pénal du Sénégal interdit la mendicité, condamnant ceux et celles faisant mendier tout mineur de moins de 21 ans (Perry 2004 : 70; Ministère de

la Justice 2010). Par contre, un puissant lobby de marabouts a réussi à faire amender cet article de loi, pour que «[l]e fait de solliciter l'aumône aux jours, dans les lieux et dans les conditions consacrées par les traditions religieuses ne constitue pas un acte de mendicité» (Ministère de la Justice 2010). Ainsi, comme l'éducation religieuse via les *daara* est considérée comme étant partie intégrante de la tradition musulmane sénégalaise, les marabouts peuvent agir comme bon leur semble. En fait, ce sont parfois les enfants qui sont arrêtés et emprisonnés, ou forcés à aller dans un centre d'hébergement, comme le montrent les récits de nombre d'entre eux. De même, puisqu'aucune loi ne régit l'ouverture ou n'établit de normes à suivre quant à l'établissement d'un *daara*, et sachant que l'ampleur de l'influence qu'ils exercent sur plusieurs sphères de la société les protège de toute accusation, les marabouts – les bons comme les mauvais – profitent d'une liberté d'action qui leur permet de se dégager de toute responsabilité par rapport aux enfants qu'ils accueillent et doivent éduquer. En effet, combinée à la longue tradition de représentation et de défense des intérêts de la population, l'aura de sainteté et les pouvoirs mystiques et religieux qui sont dévolus aux marabouts leur garantissent l'impunité. Par exemple, au cours d'une des réunions hebdomadaires du Samusocial, l'équipe réalisa que quatre garçons ayant cherché refuge au Centre dans les semaines précédentes provenaient tous du même *daara*, et leurs histoires étaient toutes similaires : leur marabout et ses assistants maltraitaient leurs jeunes protégés, les battant vigoureusement lorsqu'ils ne rapportaient pas la somme quotidienne exigée et laissant leurs plaies s'infecter sans leur fournir de soins. Malgré ce constat, peu d'actions officielles ou légales peuvent être entreprises contre le marabout; comme me l'ont expliqué mes collègues, policiers et juges n'ont aucun pouvoir contre les marabouts, qui sont à la fois craints et révéérés. Rapporter de tels cas d'abus physiques et psychologiques aux autorités pourrait même porter préjudice aux enfants qui sont toujours au *daara*, ou aux pensionnaires du Samusocial qui décideraient de retourner à l'école coranique.

De plus, le fait que la population accepte la mendicité des enfants *taalibe* a un impact non négligeable sur les autres groupes d'enfants de la rue. En parcourant les rues de Dakar, il est difficile voire impossible de distinguer les *taalibe* des *faxman* des jeunes travailleurs qui parfois mendient eux aussi. Ils sont tous perçus comme des *taalibe*, et les gens continuent de leur donner de l'argent et de la nourriture. En général, la population sait que des jeunes qui ne sont pas des *taalibe* entretiennent une relation particulière avec la rue; ils ont entendu des histoires sur les dangereux et drogués *faxman*; ils voient les femmes accompagnées de jeunes enfants mendier près de la mosquée; mais ils donnent quand même, sans se soucier d'à qui ils donnent et quelles en seront les conséquences à long terme. Ils donnent parce que les enfants en situation de rue remplissent maintenant une fonction sociale cruciale dans la vie des musulmans sénégalais : non seulement veulent-ils donner la charité mais ont-ils *besoin* de le faire. Un extrait du roman primé de Aminata Sow Fall *La grève des battù* permet de mieux comprendre cette dynamique, du point de vue des mendiants :

Même ces fous, ces sans-cœur, ces brutes qui nous raflent et qui nous battent, ils donnent la charité. Ils ont besoin de donner la charité parce qu'ils ont besoin de nos prières; les vœux de longue vie, de prospérité, de pèlerinage, ils aiment les entendre chaque matin pour chasser leurs cauchemars de la veille et pour entretenir l'espoir d'un lendemain meilleur. Vous croyez qu'ils donnent par gentillesse? Non, mais par instinct de conservation. (Sow Fall 2003:47).

Dans une pièce de théâtre adaptée du même ouvrage (Brown 2004 :71), le dramaturge explique que l'aumône donnée au mendiant prend la forme d'un message, d'une prière transportée aux cieux par l'intermédiaire du démuné qui, par son statut, serait plus près de Dieu. Donner la charité permet donc de subsumer les sentiments de honte, rage, frustration, désir, douleur, malheur ressentis par le donateur, qui y voit un moyen de respecter l'un des cinq piliers de l'islam tout en garantissant sa rédemption spirituelle. En conséquence, les enfants en situation de rue représentent des personnes dans le besoin à qui il est facile de donner la charité, en raison de leur omniprésence dans les rues. Ils agissent en tant que stabilisateurs sociaux en canalisant le besoin

fondamental des musulmans sénégalais de donner la charité, acte qui assure la cohésion sociale et permet le maintien de l'équilibre communautaire. Ainsi, les enfants en situation de rue sont un élément clé de la culture sénégalaise, et comme l'a mentionné un travailleur social d'une organisation d'aide à l'enfance, c'est maintenant la société elle-même qui a besoin des enfants des rues, plutôt que le contraire (ENDA 2003 :77).

L'imbrication du religieux dans le domaine social expliquerait donc pourquoi les enfants en situation de rue, malgré leur omniprésence et leur nombre effarant, ne représentent ni une priorité pour le gouvernement, ni un problème social aux yeux de la population. Donner la charité à un enfant de la rue, qu'il soit *taalibe*, *faxman*, jeune fille ou autre, est une façon de garantir son bien-être futur, au-delà de la mort, mais aussi son bonheur terrestre. Plusieurs leaders politiques ou grands hommes d'affaires – de même que monsieur et madame tout le monde – font régulièrement appel aux marabouts pour être conseillés quant aux décisions professionnelles et personnelles qu'ils doivent prendre. En échange de ses suggestions, le marabout recommande souvent à ses disciples de faire un don en argent ou en nature à des gens dans le besoin. Lorsque cela se conclue par la bonne fortune du donateur, il retourne vers son marabout pour d'autres conseils, et le cycle *demande – aumône – réalisation* est réactualisé. Il est aussi remis en branle même lorsque le souhait initial ne se réalise pas, puisque cela est possiblement dû au fait que l'aumône remise n'était pas assez significative ou substantielle. Dans ce cas, le cycle recommence, cette fois avec un don de plus grande valeur, qu'elle soit affective ou monétaire. Comme à l'époque coloniale, l'autorité spirituelle et mystique des marabouts se mêle aux sphères politiques et économiques, faisant de ces hommes de foi des acteurs incontournables de la société sénégalaise, tout comme le sont devenus les enfants en situation de rue.

Que ce soit par l'importance de l'éducation coranique, par la structure familiale polygame, par le prestige historiquement accordé aux marabouts ou par la façon de

vivre un islam typiquement sénégalais, la religion musulmane, couplée à divers facteurs socioéconomiques, participe au phénomène des enfants en situation de rue. Il est nécessaire de tenir compte de cet élément central de la culture sénégalaise pour comprendre les différents aspects que les intervenants doivent considérer lorsqu'ils prennent en charge un enfant qui souhaite rompre avec la rue et retourner dans sa famille : il faut comprendre les dynamiques qui ont poussé et attiré cet enfant à la rue pour être en mesure de lui offrir un soutien adéquat.

D'autre part, un important travail de sensibilisation, de conscientisation et de mobilisation de la population et des autorités reste à faire. Tant et aussi longtemps que les gens se rabattront sur l'intervention des marabouts et auront besoin des enfants mendiants pour assurer leur nomination politique ou avoir gain de cause dans une affaire qui leur tient à cœur, les écoles coraniques ne seront pas réglementées et les marabouts – bons et mauvais – continueront de maltraiter les enfants. Certains d'entre eux fuiront leur *daara* dans l'espoir de rentrer à la maison, mais si les parents n'ont aucun moyen de vérifier la légitimité et la qualité de l'école coranique où ils placent leur fils, rien ne changera. Plutôt que de se réfugier à la maison, les garçons opteront pour la rue, à leur avis la seule option restante.

**Chapitre 5.**

# **Facteurs de sortie de rue**

Phillip Dybizc considère que des facteurs *push* et *pull* sont responsables de l'arrivée des enfants dans la rue, par exemple la maltraitance, la pauvreté, la possibilité de gagner un revenu pour subvenir aux besoins de sa famille (Dybizc 2005 :765). Le chapitre précédent illustre comment ces facteurs globaux et rencontrés dans plusieurs pays et continents peuvent effectivement contribuer au phénomène des jeunes en situation de rue au Sénégal. D'autre part, des facteurs intrinsèques au pays, comme l'éducation coranique, la polygamie et l'islam sénégalais doivent aussi être pris en considération pour comprendre la présence des enfants à la rue.

Mais qu'en est-il alors de la sortie de rue ? Comme l'indique Ana Maria Colombo (2001 :28), «la sortie de rue n'est possible que lorsque la situation est mûre». Mais quels sont les facteurs qui mènent à cette maturation? Mon expérience au sein du Samusocial me permet d'avancer que quitter la vie de rue relève rarement d'une décision définitive et unilatérale de la part du jeune; le plus souvent, l'idée de réintégrer sa famille ou d'entreprendre une formation professionnelle germe lentement dans la tête de l'enfant, qui navigue entre la rue et les organismes de soutien aux jeunes sans-abri. Loin d'être un événement linéaire, unique et irrévocable, sortir de la rue apparaît plutôt comme un processus de va-et-vient entre la rue et la non-rue, processus influencé par une combinaison de facteurs qui poussent et attirent l'enfant hors de la rue, ce que j'ose ici nommer des facteurs *push out* et *pull out*, en parallèle et en réponse à Phillip Dybizc.

### **5.1 Facteurs *Push out***

Les principaux facteurs qui semblent pousser les enfants hors de la rue sont la violence de la vie de rue, les abus sexuels, et les problèmes de santé comme la malnutrition et le manque de sommeil.

### 5.1.1 Violence

Malgré les relations d'amitié et de solidarité qui lient les enfants en situation de rue les uns aux autres, la violence est partie intégrante de la vie de rue : elle devient un moyen de régler des conflits, de démontrer son mécontentement ou son désaccord, d'asseoir son autorité, et parfois même d'avoir du plaisir.

Un soir où j'accompagnais l'équipe du Samusocial pour la maraude de nuit, nous nous sommes présentés à l'un des sites les plus occupés de Dakar, un endroit où les garçons consomment régulièrement du *guinz*<sup>33</sup>, de l'alcool, du chanvre indien et, évidemment, la cigarette. En moyenne, une soixantaine d'enfants convergent vers ce lieu chaque soir, mais ce nombre varie selon les fêtes religieuses<sup>34</sup> et les périodes de l'année<sup>35</sup>. Quelques minutes après notre arrivée, un garçon pointa un de ses compagnons et demanda au médecin de l'examiner. Le jeune blessé commença d'abord par refuser la consultation médicale, disant qu'il n'avait rien de bien grave, mais, cédant sous la pression de ses amis, finit par obtempérer et par monter à bord de l'ambulance du Samusocial. Une fois assis sur la civière, il dénoua les morceaux de tissu crasseux qu'il avait enroulés autour de son cou et de ses mains, dévoilant de graves blessures. La plaie dans son cou devait bien faire un pouce carré et était très profonde, saignant abondamment. Celles sur ses mains étaient moins creuses, mais nombreuses. Tandis que le médecin pansait ses plaies et que le travailleur social partait à la pharmacie se procurer l'anesthésiant nécessaire pour faire des points de suture, je remarquai les impressionnantes cicatrices qui bariolaient le corps du jeune homme. De toute évidence, ce n'était pas la première fois qu'il se battait, et les marques près de son cœur et sur son ventre laissaient deviner qu'il avait probablement frôlé la mort à quelques reprises, ce que je déduis par les commentaires du médecin. Derrière le regard vitreux de quelqu'un sous l'influence de la drogue (malgré la forte odeur de sueur qu'il

---

<sup>33</sup> Diluant à peinture.

<sup>34</sup> Lors de grands rassemblements comme des fêtes religieuses ou des manifestations politiques, les jeunes en situation de rue se rendent à ces endroits non pas par conviction ou par acte de foi, mais bien pour profiter des grandes foules: les gens étant tassés les uns sur les autres, il est facile de faire du pickpocket.

<sup>35</sup> Pendant la saison des pluies ou en période de grande chaleur, les enfants peuvent se déplacer pour trouver un site plus couvert, ou au contraire, un lieu plus près de la mer, dont ils peuvent profiter pour se laver et nettoyer leurs vêtements, mais dont la brise permet aussi de dormir plus confortablement.

dégageait, il n’empestait ni l’alcool, ni la marijuana), il réussit tant bien que mal à expliquer ce qui lui était arrivé. Il aurait été attaqué pendant son sommeil par un autre garçon pour qui il vend des bonbons aux coins des rues, et qui l’accusait d’avoir gardé plus que sa part de l’argent amassé. Le garçon avait un couteau, et les blessures sur les mains avaient été infligées lorsque le jeune homme avait tenté de se protéger la tête tout en se levant pour s’enfuir, moment où son assaillant réussit à l’atteindre profondément à la nuque.

À une autre occasion, alors que j’assistais à une formation en premiers secours offerte aux enfants hébergés par le Samusocial, la sonnette d’entrée retentit frénétiquement dans l’édifice. De la salle où je me trouvais, j’entendis des pas précipités et des voix inquiètes, et quelques secondes plus tard, toute l’équipe médicale du Samusocial dut quitter la formation pour aller porter secours à deux adolescents grièvement blessés. Ils s’étaient battus, utilisant un poignard et des tessons de bouteille de verre comme armes. L’un comme l’autre avait subi de profondes blessures et perdaient une grande quantité de sang, qui maculait les tuiles du cabinet médical et de l’entrée du centre d’hébergement. Devant la gravité de leur état, les amis des deux bagarreurs avaient réussi à payer un taxi pour les emmener au Samusocial, la seule organisation offrant gratuitement et à toute heure du jour ou de la nuit des soins médicaux aux enfants en situation de rue au Sénégal. Le soin de plaies et de traumatismes – infligés de manière accidentelle ou volontaire – représente 27% des interventions médicales effectuées par le cabinet médical du Samusocial au CHUSIP (Samusocial Sénégal 2012 :12). Selon mes observations, ce nombre serait beaucoup plus élevé s’il comprenait les interventions réalisées au cours des maraudes. Plusieurs jeunes attendent impatiemment l’ambulance du Samusocial pour faire traiter leurs plaies, tandis que d’autres y portent peu attention ou sont réticents à se faire soigner.

Comme le mentionne Fatou Dramé (2010 :99), la violence permet aux jeunes en situation de rue de démontrer leur force physique, un atout important dans la vie de

rue. Ainsi, la force peut faire partie d'une stratégie de survie par laquelle les enfants les plus forts s'accaparent des ressources en contraignant les plus jeunes. Les enfants les plus petits et les plus jeunes sont en effet des cibles faciles et doivent rapidement apprendre à se tailler une place dans le monde de la rue. Comme le souligne Philippe Bourgois, «la culture de la rue est un véritable forum alternatif où peut s'affirmer une dignité personnelle autonome» (Bourgois 2001 :36). En conséquence, le recours à la violence est parfois instrumental et fait quelquefois partie de rituels d'initiation destinés à différencier ceux qui méritent d'être inclus dans le groupe de ceux qui devraient en être exclus. La violence sert aussi à créer une barrière avec le monde extérieur, renforçant alors les liens qui unissent le groupe dans une dynamique d'agression et de protection (Dramé 2010 :101). Paradoxalement, c'est souvent pour fuir la violence physique et psychologique qu'ils subissaient dans leurs précédents milieux de vie que les enfants se retrouvent à la rue, mais l'usage de la violence devient un moyen de pleinement s'intégrer au groupe.

Toutefois, ce mode de vie est difficile à endurer à long terme pour certains enfants qui, lassés de toujours devoir se battre ou d'être constamment sur leurs gardes par crainte d'une agression, songent à quitter la rue : «la culture de la rue devient finalement un agent actif de la dégradation de la personne» (Bourgois 2001 :37). Comme la violence physique et psychologique a mené certains enfants à quitter leur *daara* ou la maison familiale, la violence au sein du groupe peut aussi être un facteur qui influence et même génère la sortie de rue, surtout chez les plus jeunes.

### **5.1.2 Abus sexuels**

Dans la rue, les plus jeunes enfants et les nouveaux venus se retrouvent rapidement en situation de dépendance envers les plus vieux et les plus expérimentés des jeunes en situation de rue, notamment envers le leader du groupe qu'ils ont intégré. Ces chefs de groupe promettent de les protéger des dangers extérieurs, entre autre de la population, qui est perçue comme une menace à la survie du groupe. Toutefois, ces

puissants adolescents et jeunes adultes usent parfois de leur autorité et du sentiment de protection qui émane de leur personne à mauvais escient, pour leur propre plaisir.

La crainte des agressions sexuelles est une peur commune des enfants en situation de rue. Cependant, il s'agit d'un sujet extrêmement délicat et très tabou qui n'est pas discuté ouvertement par les jeunes. Il est donc difficile pour les travailleurs sociaux et l'équipe médicale du Samusocial d'obtenir des informations qui permettraient d'évaluer la prévalence des abus sexuels au sein de la population des jeunes en situation de rue à Dakar. Tant par crainte de représailles que par honte, les victimes d'abus sexuels dénoncent rarement leurs agresseurs, d'autant plus que les relations homosexuelles – *faire du grec*, comme le disent eux-mêmes les jeunes (Dramé 2010) – même non consentantes, sont illégales dans le pays.

Pendant une réunion hebdomadaire de l'équipe mobile d'aide (EMA), les travailleurs sociaux et les médecins ont mentionné leur inquiétude par rapport aux jeunes habitant un site particulièrement en retrait, et dont plusieurs rumeurs au sein de la communauté des jeunes en situation de rue faisaient état d'un système établi d'agression sexuelle et de prostitution forcée. Non seulement le leader du groupe abusait-il lui-même de ses 'protégés', il offrait en plus leurs faveurs sexuelles à des étrangers, en échange d'argent. Cependant, ce proxénétisme est extrêmement difficile à prouver puisque les enfants n'osent pas parler des sévices qu'ils subissent. D'autre part, il est pratiquement impossible de confronter le chef en question, puisqu'en plus de tout nier en bloc, il risquerait d'empêcher le Samusocial d'effectuer ses maraudes hebdomadaires au site, ce qui nuirait aux enfants à court, moyen et long terme en brisant le lien de confiance si difficilement établi au fil du temps. Ainsi, de concert avec la police locale, les intervenants du Samusocial ont convenu d'effectuer une surveillance plus serrée de l'endroit et une écoute encore plus attentive du discours des enfants, qu'ils ont tenté de rencontrer à d'autres endroits de la ville pour leur permettre de s'exprimer librement, dans un milieu neutre. Malgré ces initiatives, il demeure ardu de

réellement comprendre la dynamique qui s'est installée dans ce groupe, et certainement dans d'autres cercles de jeunes. En effet, les enfants rencontrés ont rarement confirmé ou infirmé avoir été témoin ou victime d'un viol, même si certains ont mentionné avoir des soupçons par rapport à l'apparente bienveillance de leur chef. Les dynamiques contradictoires de violence et de protection au sein des groupes de jeunes en situation de rue jouent certainement un rôle dans ce mutisme.

Même si les enfants ne dénoncent pas leur(s) agresseur(s), leurs dossiers médicaux parlent d'eux-mêmes. Souvent, les jeunes patients ont honte de ce qui leur est arrivé et refusent de dénoncer leur agresseur. Dans de tels cas, les médecins ne peuvent que supposer ce qui s'est passé et le noter dans les dossiers médicaux, ce qu'ils ne font pas de manière systématique. Si l'agression ne laisse pas de traces physiques importantes et nécessitant des soins, il est aussi possible que l'enfant n'en parle jamais, ce qui fait en sorte qu'il est difficile d'établir un taux de prévalence des abus sexuels dans la rue.

Parfois, les informations sur les cas d'abus sexuels proviennent d'une tierce personne. Par exemple, dans les tout débuts du Samusocial, un garçon a fait appel à l'organisme en demandant de l'aide pour un ami victime de viol et qui souffrait d'une fissure anale saignant abondamment. Plus récemment, Soulèye, un garçon d'environ 10 ans, raconta à Ngor, le psychologue, comment il était arrivé à Dakar. Il avait déjà passé quelque temps dans les rues d'une autre grande ville près de son village quand Bara, l'ami d'un ami, l'avait convaincu de se rendre à Mbour. Plus âgé que Soulèye, Bara lui prit tout son argent et l'emmena à Dakar plutôt qu'à Mbour. Soulèye expliqua comment Bara s'entourait d'enfants beaucoup plus jeunes que lui, qu'il dépouillait de leurs maigres possessions, qu'il forçait à voler et à mendier pour son propre bénéfice, et qu'il contraignait à 'consentir' à des relations sexuelles avec lui. Sans autres ressources monétaires et coupés de leurs réseaux sociaux habituels, les garçons n'avaient d'autre

choix que de suivre et faire confiance à Bara, à la fois leur protecteur et la cause de certains de leurs malheurs.

Malheureusement, l'histoire de Soulèye ne fait pas exception. Lors de certaines des séances de thérapie de groupe auxquelles j'ai pu assister, les garçons discutaient régulièrement à mots couverts de leur crainte d'être agressés sexuellement, sans toutefois y faire explicitement référence. Par exemple, Samba, 17 ans, expliqua un jour comment il cherchait toujours une table où un banc sous lequel il pouvait dormir. Se coucher dans un endroit si confiné était parfois inconfortable, mais lui garantissait une certaine protection puisque le dessus de la table, du banc ou de l'étalement sous lequel il s'endormait le cachait des regards et rendait difficile pour un assaillant de le chevaucher et de le violer. D'autres garçons expliquaient comment ils dormaient toujours en groupe, collés les uns sur les autres : dans l'éventualité où un agresseur externe viendrait, le garçon visé pourrait crier et ses amis seraient là pour le défendre. Cependant, ces tactiques semblent plus appropriées pour prévenir les abus sexuels de la part d'étrangers plutôt que provenant d'amis ou de chefs de groupe qui prennent avantage de leur position d'autorité.

Les références indirectes des enfants aux agressions sexuelles étaient parfois visuelles. Lors de conflits ou d'échange d'insultes, un garçon en particulier mimait la sodomie, bougeant son bassin vers l'avant tout en faisant des bruits plutôt explicites avec la bouche. Ainsi, bien que les abus sexuels ne soient que peu dénoncés par les enfants et que ces derniers soient très mal à l'aise d'aborder ce sujet, les viols font certainement partie des facteurs qui poussent les jeunes hors de la rue, comme l'ont confirmé les employés du Samusocial au cours de nos entretiens individuels. Une telle atteinte à l'intégrité physique et morale des enfants ne peut qu'amener certains d'entre eux à remettre en question leur vie de rue, surtout lorsqu'ils réalisent les dangers auxquels ils font face quotidiennement. Si pour plusieurs le passage du *daara* ou de la famille vers la rue représentait un pas vers la sécurité, l'ombre des abus sexuels

discrédite ce sentiment et pousse les jeunes vers d'autres options, comme les centres d'accueil et d'hébergement pour les jeunes en situation de rue.

### **5.1.3 Problèmes de santé : malnutrition, déficit de sommeil, etc.**

En plus des diverses formes de violence et des agressions sexuelles qui sont omniprésentes dans le quotidien d'un grand nombre de *taalibe*, *faxman*, jeunes travailleurs, etc., la vie de rue apporte son lot de difficultés pouvant mener à une variété de problèmes de santé qui affaiblissent l'enfant et peuvent contribuer à sa sortie de rue.

Le problème de la malnutrition des enfants en situation de rue a été étudié à maintes reprises dans une variété d'endroits et sur plusieurs continents, et les résultats de ces enquêtes varient. Si certaines études comparatives estiment que les jeunes de la rue parviennent à se procurer une alimentation plus diversifiée et plus nutritive que s'ils étaient demeurés dans leur village d'origine (voir Aptekar 1994 :207), il semblerait plutôt que pour les jeunes de la région de Dakar, la malnutrition soit en réalité un des facteurs les poussant à la sortie de rue : «La vie dans la rue est très dure, souvent on ne mange pas à sa faim et il est difficile de trouver de l'eau à boire. Quand tu entres dans une maison pour demander de l'eau, on te rabroue en te traitant de *Fakhman* [sic] qui ferait mieux de retourner auprès de ses parents» (Samusocial Sénégal 2009 : 1).

Rares sont ceux qui parviennent à se nourrir d'aliments frais, si ce n'est lorsque les petits boulots ou les méfaits accomplis dans la journée permettent d'amasser assez d'argent pour acheter de la nourriture. La majorité du temps, les jeunes mangent ce qu'ils trouvent dans les poubelles des restaurants, dans les sacs apportés au dépotoir, ou ce qu'une âme charitable leur a remis. Comme le partage de la nourriture est une valeur cardinale de la société sénégalaise et que la vie de rue n'est pas une raison pour s'y soustraire, les jeunes convergent généralement vers leur site d'habitation pour mettre en commun tous les aliments trouvés dans la journée, puis manger. Ainsi, il est rare qu'un garçon aille au lit le ventre entièrement vide, même s'il n'a pas lui-même

trouvé de nourriture. Par contre, les quantités sont limitées et la qualité du repas laisse souvent à désirer. Un extrait tiré de mon journal de terrain du 5 juillet 2011 raconte une maraude d'après-midi effectuée sur l'heure du repas des garçons :

Ils se tiennent à un endroit où je ne les avais pas vus encore, à la lisière du boisé, probablement parce qu'il y a davantage d'ombre et que la chaleur est très intense en ce milieu d'après-midi. Quelques minutes plus tard, c'est l'heure du repas, et nous nous dirigeons vers les habitations en toile, en tôle et en bois que j'avais vues au cours d'une précédente visite. Les garçons, par petits groupes de 4 ou 5, s'installent autour de quelques seaux qui trônaient sur le dessus des maisonnettes, sous le soleil brûlant, comme pour les réchauffer, et dans lesquels se trouvent des restants de repas amassés ici et là par ceux qui se sont aventurés en ville ce jour-là: du riz, évidemment, et des morceaux de légumes, peut-être du poisson ou de la viande, mais je n'arrive pas à voir. Il semble y avoir du riz de différentes couleurs, ce qui me laisse deviner que divers mets sont tous mélangés dans les récipients. Je n'ose pas trop m'approcher : je suis dégoûtée par l'apparence de ce qu'ils engloutissent en silence, par l'idée de la viande probablement avariée par le soleil, par l'odeur des déchets qui nous entourent, par l'insalubrité générale qui se dégage de l'endroit. Quand quelques garçons me disent : «Viens manger», je refuse poliment en disant que j'ai déjà mangé, que je suis *sour na*, pleine, repue. J'ai des haut-le-cœur, et pour la première fois pendant une maraude, je me sens dépassée par la situation. Comment peuvent-ils accepter cela? Comment s'en accommodent-ils? Je pense à mon confort, à mes habitudes tellement propres et aseptisées... Ce n'est pas le fait qu'ils mangent à même le seau avec leur main droite (quoiqu'elle n'est pas lavée et est probablement poisseuse) qui me dérange, mais bien ce qu'ils ingurgitent. Un des garçons ajoute ce qui semble être de l'huile de palme dans la chaudière; j'imagine que c'était peu sec. En quelques minutes, il ne reste plus rien dans les contenants, et même s'ils ne semblent pas rassasiés, ces grands adolescents font mine d'avoir mangé à satiété.

La faim qui tenaille les jeunes en situation de rue peut les emmener à effectuer un séjour plus ou moins long dans un centre d'accueil et d'hébergement comme le Samusocial, par exemple. Avoir accès à trois repas complets par jour, sans avoir à fouiller les poubelles de la ville, est un facteur non négligeable favorisant la sortie de rue. Regarder les enfants manger lors des repas au Samusocial est impressionnant: ils

engloutissent une quantité impressionnante de nourriture à une vitesse tout aussi ahurissante. Lorsque le plat est vide, certains garçons se déplacent vers une autre assiette et mangent jusqu'à ce qu'elle soit complétée, et ainsi de suite. Parfois, les nouveaux venus vont même jusqu'à aller en cuisine après la fin du repas pour manger ce qui reste dans les plats des employés ou dans les casseroles. Évidemment, à ces occasions (et en général, dans les premières semaines de leur séjour) les jeunes mangent plus qu'à leur faim, à la fois pour compenser pour toutes ces journées où leurs ventres criaient famine, et, consciemment ou non, pour faire des réserves pour le futur.

Les jeunes de la rue vivent généralement dans des conditions insalubres, et le fait de ne pas manger à leur faim affaiblit leur système immunitaire, ce qui augmente leur risque de contracter virus et maladies. Certains problèmes de santé sont notamment liés au fait de manger de la nourriture avariée, par exemple les parasitoses, qui représentent 41,1% des pathologies et suivis médicaux rencontrés en 2011 (Samusocial Sénégal 2012 : 12). Plusieurs souffrent de tuberculose, de pneumonie, d'infections sexuellement transmises et d'autres maladies requérant un traitement et un suivi médical<sup>36</sup>.

De même, le rythme et le style de vie des jeunes les poussent à prendre beaucoup de risques, par exemple à s'enfuir rapidement après avoir commis un vol ou un méfait, ou à vivre dans des dépotoirs, et de telles actions font en sorte qu'ils sont souvent victimes d'accidents aux conséquences parfois très graves. Par exemple, en tentant de fuir le marché où il a volé de menus objets, un garçon s'est coincé le pied dans les rails du chemin de fer. En tentant de le libérer, il s'est déchiré le dessus du pied et une partie du tibia. Sa blessure s'est infectée, et il a été incapable de marcher pendant plusieurs semaines. Dans un autre site, une gare où stationnent de gros camions pour la nuit, un garçon profondément endormi n'a pas entendu le camion démarrer, et le chauffeur lui a roulé sur le corps par accident. Emmené à l'hôpital, le

---

<sup>36</sup> Voir Annexe 6.

jeune est décédé quelques jours plus tard. Il arrive aussi que de petits incidents à l'apparence anodine, par exemple une égratignure qui s'infecte, poussent les enfants à sortir de la rue. Se retrouver incapable de marcher parce que son pied est infecté, ou quasi aveugle parce que son œil est boursoufflé, peut avoir un effet de choc sur les garçons qui réalisent l'ampleur des risques qu'ils courent dans la rue et voient leur santé décliner.

D'ailleurs, les ennuis de santé peuvent aussi être décuplés par le manque de sommeil des enfants. Toujours sur le qui-vive et en hypervigilance par peur des agressions sexuelles ou des actes de violence qu'ils pourraient subir, les enfants en situation de rue dorment très peu, et ce sommeil est rarement réparateur. En général, lors de leur arrivée au Samusocial, les garçons passent en moyenne entre 48 et 72h à l'infirmierie, où ils dorment presque sans arrêt. Ils sont ensuite invités à se joindre au reste du groupe pour les activités quotidiennes, mais ce temps de ressourcement et de repos est nécessaire pour permettre à l'enfant de reprendre des forces et commencer à comprendre qu'il se trouve dans un milieu sécuritaire avec des gens en qui il peut avoir confiance.

Ainsi, des carences physiques comme un déficit de sommeil et la faim sont souvent la source d'ennuis de santé chez les enfants de la rue. Pour certains, ces problèmes font office d'élément déclencheur à un désir de sortir de la rue puisqu'ils rendent la vie de rue de plus en plus difficile à supporter.

## **5.2 Facteurs *Pull out***

Tandis que les facteurs précédents semblent pousser les enfants et les adolescents hors de la rue, d'autres éléments les attirent hors de ce milieu, notamment le lien familial omniprésent, les relations avec les intervenants des organismes de soutien aux jeunes sans-abris, et ce que je nomme le 'facteur circonstantiel'.

### 5.2.1 Lien familial

Bien que certains jeunes de la rue aient quitté le domicile familial en raison des tensions qui y régnaient ou des maltraitances qu'ils y subissaient, parce que leurs parents refusaient de les retirer d'un mauvais *daara*, ou pour aider à subvenir financièrement aux besoins de la famille, la majorité des garçons conservent une image positive de leur famille et entretiennent toujours l'espoir d'y effectuer un retour. Entre autre, la figure maternelle est omniprésente dans le discours des enfants, qui s'ennuient de leur mère et de son affection. Lors des thérapies de groupe, un souvenir ou une histoire leur rappelant leur mère était souvent la cause des larmes des enfants, petits et grands.

Dans la rue, les garçons ont régulièrement des nouvelles de leur famille, même s'ils sont originaires d'un village éloigné. Les groupes de jeunes en situation de rue ne vivent pas en vases clos mais communiquent régulièrement entre eux, et les nouvelles provenant des villes et villages se propagent rapidement dans les cercles sociaux et jusqu'aux enfants. Certains ont appris la mort d'un parent ou la naissance d'un frère ou d'une sœur malgré leur vie dans la rue. De temps à autre, quoique rarement, un jeune ira rendre visite à sa famille, par exemple pour la fête religieuse de la Tabaski, puis rentrera à Dakar pour y poursuivre sa vie de jeune sans-abri. Il sera alors porteur de messages pour les autres exilés de son village, et parfois de la part de ceux qu'il croisera sur sa route.

Comme l'indique Ngor, le psychologue du Samusocial, la rue représente pour l'enfant un temps de passage pour sa survie psychologique. Il s'y réfugie, la plupart du temps temporairement, pour sauver sa peau, développer des mécanismes d'adaptation et de survie, et acquérir une plus grande maturité qui lui permettront – à son avis – de mieux répondre aux aléas de la vie familiale ou de l'école coranique. Ainsi, même l'enfant le plus suradapté à la vie de rue, c'est-à-dire celui qui s'est reconstruit un système de valeurs, d'agirs et de représentations entièrement ou presque totalement fondé sur les codes de la rue, continue de penser à sa famille, et surtout à sa mère. Ces

pensées et l'ennui ressenti suffisent parfois à attirer l'enfant hors de la rue, tandis qu'un événement familial dont il a vent, par exemple la maladie d'un proche, peut créer un élan de sortie plus puissant<sup>37</sup>.

À d'autres occasions, il arrive que la famille de l'enfant soit à sa recherche, le retrouve et l'extirpe de la rue. Habituellement, les réseaux de communication des jeunes font en sorte que les enfants concernés savent que des membres de leur famille cherchent à les retrouver, et s'ils souhaitent les éviter, ils seront capables de rester cachés, tandis qu'à l'opposé, ils chercheront à faire connaître leur position s'ils désirent entrer en contact avec eux.

Les liens familiaux futurs peuvent aussi amener les enfants à vouloir rompre avec la rue. En effet, la presque totalité des garçons rêvent de fonder une famille et sont conscients que leur chance de réaliser ce rêve sont minces s'ils demeurent dans les rues<sup>38</sup>. Bien que la plupart des jeunes vivent au jour le jour et ne pensent pas nécessairement au futur, certains d'entre eux sont capables de se projeter dans un avenir plus ou moins rapproché et de réaliser que la vie qu'ils désirent mener est incompatible avec la rue. Par exemple, au cours d'une maraude au centre-ville, nous avons rencontré un homme qui a bénéficié du soutien du Samusocial à ses tout débuts. Après plusieurs séjours au Centre et plusieurs fugues, il a été suivi dans la rue par l'équipe, qui essayait parallèlement de rétablir les liens avec la famille du jeune garçon qui, à l'époque, consommait beaucoup de *guinz* et de marijuana. Après plusieurs

---

<sup>37</sup> Toutefois, il serait rare, selon les intervenants du Samusocial interviewés, qu'un jeune vivant dans la rue depuis un certain temps soit en mesure de quitter la rue définitivement par lui-même, sans aide extérieure. En effet, le contraste entre la rue et la non rue est grand, et une période de réadaptation est souvent nécessaire pour une sortie de rue définitive.

<sup>38</sup> Fait intéressant à noter, certains adolescents vivant dans la rue ont des petites amies. En effet, lors d'une causerie informelle avec une dizaine de garçons, ils ont expliqué avoir des copines qu'ils visitent régulièrement, et que même leurs parents sont au courant du fait qu'ils habitent dans la rue. Ces garçons possèdent des vêtements de tous les jours, sales, qu'ils portent sur le site, mais aussi un ensemble de vêtements plus habillés qu'ils portent pour rendre visite à leur copine. Grâce à l'argent ou aux objets qu'ils volent ou récupèrent dans les dépotoirs, ils peuvent offrir des cadeaux à leur dulcinée. Discutant de cette réalité avec Youssouph, le directeur des opérations du Samusocial, il m'expliqua que les jeunes filles qui acceptent de sortir avec les jeunes de la rue proviennent souvent de familles très pauvres et peu élevées socialement. Avoir un petit ami qui vit dans la rue est pour elles mieux que ne pas avoir de petit ami, puisqu'il parvient néanmoins à lui offrir des cadeaux et à lui donner un certain statut social.

tentatives de sevrage, il est finalement retourné en famille pour de bon. Il travaille maintenant comme jardinier et a une copine avec laquelle il espère se marier et avoir des enfants.

D'autre part, la vie de rue n'empêche pas certains adolescents en situation de rue d'avoir une petite amie. En effet, lors d'une des premières maraudes à laquelle j'ai participé, quelques-uns d'entre eux ont affirmé avoir une petite amie qu'ils visitaient régulièrement. Ces jeunes filles connaissent leur situation, et dans la plupart des cas, les parents de ces dernières aussi. Lorsqu'ils leur rendent visite, les garçons s'assurent de préalablement se doucher et de porter des habits propres, tout comme ils apportent des cadeaux à leur dulcinée. Comme me l'a expliqué Youssouph, directeur des opérations du Samusocial, ces jeunes filles proviennent généralement de milieux défavorisés, et les relations entretenues sont autant – sinon plus – utilitaires et instrumentales qu'amoureuses. En effet, par leur style de vie non conventionnel, les jeunes de la rue parviennent à se procurer – par le vol ou les petits boulots informels qu'ils occupent sporadiquement – divers cadeaux que les garçons qui vivent en famille mais sans le sou sont incapables de se procurer. La possibilité de fonder une famille avec leur copine est donc réelle, pas seulement imaginée.

D'une façon ou d'une autre, les liens familiaux – réels ou rêvés – attirent certains enfants et peuvent leur donner envie de quitter leur milieu de vie en rue.

### **5.2.2 Relations avec les intervenants et institutions de prise en charge**

Rares sont les jeunes en situation de rue à Dakar qui n'ont jamais été en contact avec des organismes dont l'objectif est de leur venir en aide. Plusieurs organisations non gouvernementales locales ou internationales ont pignon sur rue dans la capitale et les environs : selon leurs missions respectives, elles offrent différents types de services de courte ou de longue durée aux enfants, allant de la distribution de repas à l'accueil de jour à l'hébergement de nuit en passant par la formation professionnelle.

De manière générale, les jeunes connaissent plus d'une organisation et testent plusieurs d'entre elles. En effet, la réputation de chaque ONG est bien connue dans le milieu, et les enfants savent parfaitement dans quel organisme les règles sont très strictes ou plutôt laxistes, à quel endroit on mange très bien, lequel permet de regarder la télévision à toute heure du jour ou de la nuit, et quels sont les services spécifiques offerts par chacun. Selon leur humeur, leur champ d'intérêt ou leur besoin du moment, les enfants «font du *shopping*» pour leur organisation, faisant parfois la rotation entre les unes et les autres comme me l'a mentionné Isabelle, directrice du Samusocial Sénégal.

Pour sa part, le Samusocial Sénégal est la seule organisation à offrir gratuitement des soins médicaux aux enfants en situation de rue (mis à part les quelques organismes qui peuvent, à l'occasion, désinfecter et panser des plaies bénignes) et à parcourir les rues de la ville pour des maraudes quotidiennes, en après-midi et en soirée, du lundi au vendredi. Par sa présence active et visible dans les rues (entre autres au moyen de l'ambulance), le Samusocial se fait connaître des enfants et démontre son assiduité et le sérieux de sa démarche envers eux. De même, les travailleurs sociaux, chauffeurs-animateurs et médecins qui forment les EMA (équipes mobiles d'aide) développent des liens de confiance avec les jeunes, ce qui incite certains d'entre eux à vouloir quitter la rue.

En effet, le travail de rue apparaît comme un facteur déterminant de la sortie de rue. Comme l'indique Colombo, «[q]u'elle se fasse avec ou sans support institutionnel, aucune sortie n'est complètement autonome et entièrement assurée par le jeune. Toute sortie est permise et accompagnée par des aides, [...] elle dépend largement du nombre et de la qualité de ces supports» (Colombo 2001 :36). Ainsi, en allant vers les enfants, les intervenants démontrent qu'ils voient et vont au-delà de l'image négative des enfants de la rue que la société perçoit et transmet, mais aussi de celle que les enfants projettent d'eux-mêmes, comme mécanisme de protection et manière d'établir

un mur, une division entre eux et la population. En franchissant cette limite tant psychologique que physique – certains lieux de vie ne sont pas facilement accessibles, sont malpropres et nauséabonds – les intervenants déconstruisent certains préjugés et franchissent des barrières. Toutefois, l'acceptation de leur présence se fait petit à petit, et si parfois l'ensemble du groupe – avec l'aval du leader – semble tolérer les intervenants et même apprécier leur compagnie et les services offerts, l'entrée en relation individuelle, entre un jeune et un employé du Samusocial, peut être un processus ardu qui se construit et se développe avec le temps. Les plus jeunes enfants ainsi que les nouveaux arrivants dans le monde de la rue, probablement en raison de l'insécurité ressentie dans ce nouveau milieu on ne peut plus hostile, semblent plus enclins à entrer en dialogue avec les intervenants. À l'opposé, les vieux routiers, ceux qui sont dans la rue depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, sont plus récalcitrants et se laissent difficilement approcher par les intervenants, si ce n'est pour bénéficier d'un suivi médical. Malgré cela, l'équipe du Samusocial initie régulièrement des causeries pendant les maraudes, abordant une variété de thèmes qui vont de la salubrité des aliments aux dangers des relations sexuelles non protégées, en passant par la consommation de drogue et les possibilités de formation professionnelle, ou tout sujet qui intéresse les groupes de jeunes. Si elles ne suscitent que rarement un désir de sortie de rue immédiat, à long terme ces discussions permettent de planter les premières graines qui germeront et donneront à l'enfant le goût de retourner à une vie familiale traditionnelle, par exemple. Lorsqu'il sera prêt à exprimer son désir de sortie de rue, il saura alors qu'il peut se tourner vers des gens qu'il connaît et en qui il a relativement confiance : les intervenants des institutions avec lesquelles il se sent bien.

### **5.2.3 Facteur circonstanciel**

Il arrive que l'enfant en situation de rue n'ait pas planifié ou même songé à quitter son milieu, mais que c'est plutôt une conjoncture d'événements qui l'attire – ou le tire – hors de la rue. Ce que je nomme ici le 'facteur circonstanciel' se définit comme un événement ponctuel qui survient inopinément dans la vie de l'enfant, l'extirpant de

son milieu de manière temporaire, à court ou à moyen terme, et qui parvient à susciter un désir de sortie de rue.

Un exemple de situation où le facteur circonstanciel a mené à une sortie de rue est le cas d'Amadou. Âgé d'environ 14 ans, Amadou était un jeune *faxman* amateur de sensations fortes. Un jour, au stade de soccer où il passait la journée avec ses copains, un homme louait des mobylettes (*scooter*) pour quelques francs par tour de terrain. Malgré leur inexpérience de conduite, Amadou et un ami conclurent la location. Quelques minutes après leur départ chancelant, l'ami d'Amadou, au volant du bolide, perdit le contrôle de la petite moto, qui se renversa. Le pied d'Amadou demeura coincé sous la mobylette, et le jeune garçon fut incapable de se relever, sa cheville et son pied étant fracturés en plusieurs endroits. Ses amis trouvèrent le moyen de l'emmener au cabinet médical du Samusocial, d'où il fut examiné puis transporté à l'hôpital pour des radiographies et la pose d'un plâtre qui lui montait jusqu'au genou. Évidemment, un tel accident limitait ses déplacements et imposait un séjour au centre d'hébergement du Samusocial, le temps que les os du pied et de la cheville d'Amadou se ressoudent et qu'il prenne des forces. Arrivé au Centre quelques jours avant le début de mon séjour de recherche, il y était toujours deux mois plus tard, lors de mon départ. Plein d'énergie, Amadou marchait continuellement sur sa jambe plâtrée, et son plâtre dut être refait à quelques reprises. Sa guérison fut lente, mais ce long processus lui permit de se réadapter à une vie de groupe structurée par des règles de vie et de se débarrasser, du moins en partie, de ses habitudes de rue. Si au début de son séjour il jurait de retourner vivre dans la rue avec ses amis, son discours changea au fil des semaines, alors qu'il réalisait que son avenir ne pouvait se jouer qu'hors de la rue. En entrevue individuelle, presque deux mois après son arrivée, il m'avoua qu'il ne serait pas venu au Samusocial sans cet accident, puisqu'il aimait la liberté de la rue. Avec du recul, il parvenait à voir à quel point cette liberté était relative et s'accompagnait d'une aridité, d'une difficulté constante qu'il souhaitait laisser de côté.

Ainsi, pour Amadou un événement circonstanciel et imprévu prenant la forme d'un accident de mobylette devint un facteur catalysant sa sortie de rue. Pour d'autres jeunes, des rafles policières et des arrestations agissent aussi comme levier vers la sortie de rue, préférant être logé dans un centre d'accueil que de toujours avoir à se méfier de la police. Certains rencontreront un bon samaritain qui les inspirera et les guidera vers un centre d'hébergement, comme ce fut le cas pour Omar, assis à un arrêt d'autobus où Thierno, employé du Samusocial, remarqua son œil tuméfié et lui offrit de venir passer quelque temps au CHUSIP. D'une manière souvent imprévisible, ces événements fortuits participent à la sortie de rue de jeunes qui n'auraient peut-être pas envisagé un changement de leur style de vie à ce moment précis.

Les facteurs de sortie de rue présentés ici, tant ceux qui poussent les enfants hors de la rue, à savoir la violence, les abus sexuels et les problèmes de santé comme la malnutrition et le manque de sommeil, que ceux qui les attirent hors de la rue, comme les liens familiaux, les relations avec les intervenants et les organismes de prise en charge, et le facteur circonstanciel, ne sont pas exhaustifs. D'autres facteurs peuvent très bien avoir une incidence sur le désir d'un jeune de rompre avec la rue – Colombo (2001 :29) suggère la prise de maturité, la fatigue et l'épuisement des ressources – mais ceux-ci sont les plus fréquemment mentionnés tant par les enfants rencontrés que par les intervenants d'expérience. De même, il est important de noter que ces facteurs n'agissent pas de la même façon pour chaque enfant : les conséquences d'un événement précis, de la violence ou du souvenir parental varient d'un jeune à l'autre et peuvent n'avoir aucun impact sur la sortie de rue de l'un, tandis qu'ils agissent comme éléments catalyseurs de la sortie de rue pour l'autre.

D'autre part, même si les facteurs présentés peuvent amener l'enfant à songer à une éventuelle sortie de rue, les liens de solidarité et d'amitié qui se tissent entre les

enfants peuvent les ancrer dans leur milieu, tout comme la consommation de drogue, d'alcool et d'autres substances contribue aussi à les maintenir dans la rue. Se défaire d'une toxicomanie tout en tentant de rompre avec la rue est un défi de taille que certains accomplissent plus facilement que leurs comparses.

Les facteurs *push out* apparaissent en quelque sorte comme un rejet de la vie de rue. Toutefois, ce n'est pas tant la rue en elle-même que les enfants repoussent, mais plutôt ses éléments négatifs qui, accumulés, font en sorte qu'elle est difficile à supporter. À l'opposé, les facteurs *pull out* revêtent un aspect plus positif, créant un élan qui amène les jeunes à rechercher des liens d'affection, à tendre vers une réintégration à la famille et à la société. Individuellement ou combiné à un autre, chacun de ces facteurs *push out* et *pull out* suscite chez le jeune un désir de changement similaire à celui qui l'a mené à la rue. Si venir à la rue est le résultat d'une analyse coûts-bénéfices (Colombo 2001 :27) par laquelle l'enfant voit la rue comme un environnement mieux adapté à ses besoins d'argent, de sécurité, ou à son désir d'aventure, la sortie de rue suit un processus analogue qui amène le jeune à redéfinir ses priorités et à analyser ce que la rue lui apporte réellement. Ainsi, «[l]a notion de 'conditions de sortie' se réfère aux éléments externes favorisant le processus interne de sortie» (Colombo 2001 :27).

En effet, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la sortie de rue ne survient pas à un moment précis qu'il est possible d'identifier clairement : sortir l'enfant de la rue n'est pas sortir la rue de l'enfant. Il ne suffit pas de placer le jeune dans un centre d'hébergement pour dire qu'il n'est plus un enfant en situation de rue. Selon le temps qu'il a passé dans la rue, le processus de sortie sera plus ou moins long, et sera constitué de va et vient tant physiques que psychologiques entre la rue et la non rue. Ainsi, ces facteurs qui favorisent la sortie de rue ne représentent qu'une première étape d'une réintégration dans la société sénégalaise traditionnelle.

**Chapitre 6.**

**Sortir de la rue:  
réapprendre à vivre en société**

Bien que la sortie de rue ne puisse être présentée comme une suite d'événements logiques et chronologiques, certaines étapes peuvent être dégagées de ce processus de va-et-vient entre la rue et la non-rue. Ces étapes – la préparation à la sortie de rue, l'accueil temporaire en centre d'hébergement, la médiation familiale, l'orientation, et le suivi – se déroulent parfois selon une trajectoire linéaire, mais le plus souvent, elles sont entrecoupées de fugues temporaires ou de retours à la rue à moyen ou à long terme. Pour le Samusocial Sénégal, ces aller-retour entre la rue et la non-rue ne sont pas des échecs, mais font plutôt partie du processus individuel par lequel passe chaque enfant, à son propre rythme.

### **6.1 Préparation à la sortie de rue : les maraudes**

Les maraudes<sup>39</sup>, visites des lieux de vie des enfants avec l'ambulance du Samusocial, ont pour but de développer une relation de confiance entre les jeunes en situation de rue et les équipes mobiles du Samusocial. C'est l'étape où le travailleur social, le médecin et le chauffeur-animateur tentent d'appivoiser l'enfant et d'évaluer ses besoins (Samusocial Sénégal 2004c :2). Ces rapprochements peuvent avoir lieu par le biais de causeries préventives, que ce soit à propos du port du condom lors de relations sexuelles, de la consommation de nourriture avariée ou des dangers dans la rue, ou via un accompagnement psychosocial, c'est-à-dire un suivi de rue comprenant des entretiens individuels avec le travailleur social. Mais c'est surtout par son offre de soins médicaux que le Samusocial gagne le cœur et la confiance des jeunes en situation de rue :

Les enfants reconnaissent l'ambulance et savent immédiatement qu'ils vont recevoir des soins, gratuitement, immédiatement, sans que cela laisse des traces administratives de leur passage dans une structure hospitalière ou médicale de la ville, susceptible de les remettre pensent-ils, à tort ou à raison, entre les mains des autorités de répression. Au delà des équipes mobiles, ils savent qu'ils pourront bénéficier d'un suivi médical, tant que de besoin, ainsi que de la

---

<sup>39</sup> Les maraudes simples sont effectuées parallèlement aux maraudes des sites de vie : elles consistent à patrouiller les rues de la ville afin de repérer des enfants en danger ou des nouveaux lieux de regroupement des enfants en situation de rue.

bienveillante attention des travailleurs sociaux et animateurs de l'équipe (Samusocial Sénégal 2008a :3).

Développer cette confiance à long terme est nécessaire pour que l'enfant puisse entrevoir une sortie de rue : «when group members develop a sense of solidarity with people outside the group (in the local community, the wider society, or the world), they start thinking of themselves as also belonging to that community, that society, and the world (Breton 2011 :47)». Ainsi, la confiance établie envers les intervenants serait un facteur important de la sortie de rue. Mais peu importe le ou les facteurs qui suscitent ce désir, tous les intervenants du Samusocial s'entendent pour dire que la vraie sortie de rue, celle qui implique une sortie permanente et non pas un ressourcement de quelques jours, doit commencer par une étape cruciale : l'enfant doit demander de l'aide et exprimer, verbalement ou par ses actions, son désir de quitter la rue. Comme la méthode d'intervention du Samusocial vise à travailler *avec* l'enfant et non *pour* l'enfant, on souhaite qu'il se prononce sur les gestes à poser, sur les actions à prendre et sur ce qu'il désire. Si cela peut paraître simple, il s'agit pourtant d'une des étapes les plus difficiles pour les jeunes en situation de rue, qui doivent admettre – consciemment ou non – qu'ils ne se plaisent plus dans leur milieu, qu'ils désirent reprendre un rythme de vie plus traditionnel, et qu'ils ont besoin d'appui pour y arriver. Pour certains, cela équivaut à admettre sa faiblesse, voire sa défaite, et à nier son indépendance et sa liberté, si durement acquises. Pour d'autres, il s'agit plutôt de reconnaître ses limites personnelles et la fin d'une expérience de vie dont les conclusions tirées varient. Autant certains réalisent que «La rue c'est pas bon. C'est dur, il vaut mieux en sortir», autant d'autres seraient dans la rue – selon les enfants hébergés au Samusocial – parce qu'ils le veulent bien, Dakar étant le siège de plusieurs ONG qui peuvent et souhaitent leur venir en aide.

Tout comme certains événements catalysent la sortie de rue, à l'opposé plusieurs facteurs peuvent agir comme freins à la demande d'aide. D'abord, les liens d'amitié et de protection mutuelle qui se tissent créent souvent une certaine

dépendance des jeunes entre eux, et envers le ou les leader(s) de leur groupe : «The experience on the street compels youth to rely on their street friends for support, which in turn strengthens the bonds between these children, creating a circular effect. This can result in children becoming more entrenched in street life in their efforts to survive and thrive» (McAdam et al. 2005: 77-78). De surcroît, certains chefs de groupe exercent une telle emprise sur leurs membres qu'ils les empêchent d'avoir accès aux services médicaux offerts par le Samusocial lors des maraudes, ou contraignent les plus jeunes à avoir des relations sexuelles avec eux, ou à se prostituer. Ces relations malsaines, insidieuses contribuent au cycle de dépendance et de soumission qui enracine les enfants dans la rue (Gilbert 2012).

D'autre part, ces solidarités font en sorte que le groupe se referme sur lui-même, évitant le plus possible les contacts avec le monde extérieur, la société en général – si ce n'est que pour mendier, voler ou se procurer de la nourriture. Parallèlement, la population craint ces inconnus, ces enfants qui rejettent les traditions, l'autorité parentale, et évite elle aussi de se mêler à eux. Ainsi, «homeless youth are prone to exclusion from mainstream society and isolation from all but their street-youth peers, enhancing their reluctance to seek and access beneficial health and support services» (Létourneau et al. 2008:170). La méfiance des jeunes en situation de rue envers la population s'applique donc aussi aux intervenants qui tentent de leur offrir du soutien et des services. Même une organisation comme le Samusocial, établie et reconnue par les jeunes, y sera sujette. Trop souvent, des ONG ont fait de belles et grandes promesses aux jeunes, leur faisant miroiter des possibilités de formation professionnelle ou de soutien financier pour le démarrage de leur petit commerce, sans que celles-ci ne se réalisent. Des journalistes internationaux ont photographié et interviewé certains groupes de jeunes en leur promettant des sommes d'argent, des vêtements et de la nourriture, pour en fin de compte ne pas remplir leur part de l'entente. Les déceptions causées par ces fausses promesses s'ajoutent à celles qui ont souvent mené les jeunes à

la rue, contribuant à leur constante suspicion envers les adultes extérieurs à leur groupe.

Enfin, une autre des nombreuses raisons qui freinent les jeunes en situation de rue dans leur élan de sortie serait la crainte de se retrouver, suite à un retour en famille, dans les mêmes conditions que celles qui l'ont poussé à quitter en premier lieu. En effet, si la situation ne change pas, quel avantage un jeune aurait-il à sortir de la rue, où il a ses repères ? «[...] it is far more important to understand a child's attachment to the street as the result of a multidetermined process in which the outcome – street life – is an adaptation to a number of different risks and may, by necessity, be the only healthy option for the child to overcome adversity» (McAdam et al. 2005: 79). Par exemple, un jeune qui s'est enfui du *daara* et ayant tenté de trouver refuge dans sa famille, pour finalement être ramené de force à l'école coranique par son père qui tend au marabout les chaînes pour emprisonner son fils, a toutes les raisons d'appréhender un possible retour en famille et d'agir de manière à éviter qu'une telle situation ne se reproduise. La peur de l'inconnu, de l'après vie de rue, motiverait donc certains à demeurer dans le 'confort' de la rue, un endroit qu'ils connaissent et dont ils maîtrisent les rouages.

Beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît, la sortie de rue représente tout un défi pour les enfants et les intervenants. Au tout début des activités du Samusocial, les intervenants proposaient aux enfants rencontrés – parfois pour la première fois – un séjour au centre d'hébergement, dans l'espoir que cela leur donne envie de quitter définitivement la rue. Or, au fil du temps et des expériences et voyant les jeunes fuguer et retourner à la rue après quelques jours, et parfois après seulement quelques heures au Centre, l'équipe dut se rendre à l'évidence : il importe que ce soit l'enfant qui veuille sortir de la rue, et non les intervenants qui tentent de l'en extirper. Désormais, non seulement l'équipe du Samusocial attend-elle de recevoir une demande de l'enfant mais teste-t-elle aussi cette volonté, particulièrement dans le cas des enfants les plus âgés et ceux ayant passé beaucoup de temps en rue. En effet, une fois sa demande d'appui

effectuée, l'enfant est invité à rencontrer l'équipe mobile d'aide (EMA) à une ou plusieurs occasions dans un endroit autre que leur site de vie habituel. S'il se présente au(x) rendez-vous, le jeune est considéré comme sérieux dans sa démarche, tandis que s'il oublie ces rencontres et ne s'en soucie guère, il n'apparaît pas prêt à mettre les efforts nécessaires dans son projet de sortie de rue. De plus, comme tout usage de drogue, alcool ou guinz est interdit au Centre, les jeunes doivent graduellement diminuer et cesser leur consommation avant leur arrivée, ce qui est aussi un frein à leur sortie de rue. Dans ce type de cas, un suivi de rue permet d'encourager l'enfant et d'éviter un sevrage trop abrupt qui risquerait de rapidement le ramener à la rue.

Lorsque l'enfant se sent prêt et est jugé mûr pour un séjour au Centre (le CHUSIP), il y est orienté par l'EMA. Il arrive parfois que les enfants frappent eux-mêmes aux portes de l'édifice logé à Ouakam, un quartier situé à l'extérieur de la ville, près de l'impressionnant monument de la Renaissance africaine. La distance à parcourir ne semble pas problématique pour les jeunes, qui savent qu'ils trouveront au Centre un milieu adéquat pour le répit de quelques jours dont ils ont besoin, pour les soins médicaux qui sont nécessaires, ou pour trouver un soutien significatif qui les appuiera et les guidera dans leur projet de sortie de rue.

## **6.2 CHUSIP : Centre d'hébergement d'urgence et de soins infirmiers et psychologiques**

Le CHUSIP, de manière générale simplement nommé «le Centre», est un édifice accueillant, lumineux de deux étages. Impeccablement tenu, il est constitué de quatre chambres pour les enfants, dont une pour jeunes filles. Les vingt-cinq lits, simples et superposés, ne suffisent pas toujours à la demande d'hébergement, et il faut régulièrement sortir des lits de camps ou des matelas supplémentaires pour accueillir tous ceux dans le besoin. Par exemple, à mon arrivée à la mi-mai 2011, le Centre hébergeait trente-quatre enfants, tandis qu'à certains moments, il n'y en avait qu'une quinzaine. Le nombre fluctue mais se situe habituellement entre vingt et vingt-cinq,

pour un total de 293 hébergements en 2011, dont 191 constituaient des premiers séjours au Samusocial<sup>40</sup>. Un peu plus de la moitié de ces jeunes sont retournés à la rue, tandis que les autres ont été orientés en famille, sont retournés au *daara*, ou ont été placés dans une structure d'accueil, par exemple un centre de formation professionnelle ou en apprentissage chez un tailleur ou un mécanicien automobile (Samusocial Sénégal 2012 : 11). En vertu d'un ordre de la cour, le Samusocial obtient une ordonnance de garde provisoire des enfants en situation de rue qu'il héberge : une à deux fois par mois, Antoine, coordonnateur du Centre, se rend au Tribunal pour enfants afin d'y rencontrer une juge et lui présenter les dossiers des nouveaux venus, et l'informer des enfants qui ont quitté le Centre par un retour en famille ou par une fugue.

Au rez-de-chaussée, une salle de jeux et d'apprentissage semblable à une salle de classe ainsi qu'une grande cour intérieure sont les endroits où les enfants passent la majorité de leur temps. Ils ont aussi accès au réfectoire, grande salle à dîner qui tient aussi lieu de salle de télévision. Adjacentes au réfectoire, la cuisine et les dépendances représentent le cœur des activités du Centre, puisque les ménagères et cuisinières y préparent les repas – délicieux, nourrissants et variés – et y font la lessive. Une petite salle de rencontre est utilisée par les travailleurs sociaux et le psychologue pour rencontrer les enfants individuellement ou pour les séances de thérapie de groupe. Le cabinet médical occupe tout un côté de la maison, avec deux petites chambres pour les patients et une salle d'examen.

À l'étage, en plus des chambres se trouvent les bureaux de la direction, une salle de conférence et le bureau des employés, centre névralgique et administratif des activités du Samusocial : c'est là où sont conservés les dossiers individuels de chaque enfant, les fiches de maraudes, de suivi médical, les dossiers d'orientation, etc. C'est l'endroit où les interventions sont planifiées, développées, discutées ; le point de départ

---

<sup>40</sup> Voir Annexe 7.

des coups de fil qui permettront de retracer une famille ou d'effectuer un suivi téléphonique avec des enfants rentrés à la maison.

Le CHUSIP vise la prise en charge sociale et le suivi en post-urgence des enfants en situation de rue. Temps de pause et moment de transition, la post-urgence représente la possibilité pour un enfant de se reconstruire, de se reposer, de prendre un temps d'arrêt de sa vie de rue, que ce soit pour quelques jours ou quelques semaines, ou dans le but de quitter la rue (Samusocial Sénégal 2005b :1). D'une manière ou d'une autre, le séjour au Samusocial est toujours temporaire : le Centre et ses activités ont été conçus pour être un espace physique et temporel de transition et de reconstruction.

En tant que structure d'urgence et de post-urgence, le CHUSIP accueille les enfants en rupture, c'est-à-dire sans support parental, de 15 ans et moins et qui ont fait l'objet d'un suivi de rue – sauf en cas d'urgence médicale ou sociale<sup>41</sup>. Il est en effet difficile de gérer un groupe où les plus jeunes ont 6 ou 7 ans avec de jeunes adultes de 17 ou 18 ans (Samusocial Sénégal 2005c). Les plus âgés des jeunes en situation de rue, même une fois adultes, bénéficient toutefois d'un suivi de rue et de soins médicaux, et peuvent venir au Centre pour un accueil de jour. Ce type d'hébergement permet aux jeunes en situation de rue, peu importe leur âge, de venir au Centre pour un bon repas, prendre une douche, obtenir des vêtements propres, et dormir quelques heures, par exemple. Certains y passent la journée et participent aux activités quotidiennes avant de rentrer dans leur lieu de vie en fin de soirée; d'autres viennent le temps de faire leur toilette et de manger, puis quittent aussitôt. Lors des fêtes religieuses comme la Korité ou la Tabaski, plusieurs en profitent pour venir célébrer en groupe. Sachant qu'ils sont libres d'aller et venir sans être contraints de demeurer au Centre, de plus en plus de jeunes profitent de l'accueil de jour offert par le Samusocial.

---

<sup>41</sup> Par exemple, un jeune garçon arrivé dans la rue la veille ou le jour-même peut être orienté au Centre directement. Il serait contre nature et surtout contreproductif de l'obliger à rester dans la rue – et donc d'y développer des habitudes – lorsqu'on sait que la sortie de rue est plus difficile plus l'enfant y a passé du temps. Similairement, un garçon blessé ou malade et qu'on ne peut traiter en maraude sera invité au Centre. En effet, toute orientation doit s'effectuer de manière volontaire.

L'hébergement temporaire de courte durée est offert à ceux qui ont besoin d'un plus long ressourcement mais qui ne prévoient pas quitter la rue, habituellement les *faxman*. Ils peuvent demeurer au Centre pour un maximum d'environ deux semaines et participent aux activités quotidiennes. Parfois, à force d'être à l'extérieur de la rue, les jeunes transforment cet hébergement temporaire en hébergement en vue d'une orientation en famille ou en formation professionnelle. La durée moyenne des séjours est de quatre semaines (Samusocial 2011c :10), mais chaque cas est unique : certains quittent le Centre quelques heures après leur arrivée, tandis que deux des garçons que j'ai rencontrés pendant mon séjour résidaient au Centre depuis presque deux ans, ce qui est très rare.<sup>42</sup>

### **6.2.1 Le CHUSIP comme métaphore du cadre familial**

Les diverses activités qui composent la prise en charge des enfants par le CHUSIP allient les moments de liberté et les activités plus structurées et encadrées, le tout dans un cadre éducatif et affectif qui rappelle l'environnement familial, une mini-société où chaque individu est porteur de droits et de privilèges, mais doit aussi se plier à certaines règles et remplir ses obligations. Cadre de la socialisation primaire, la famille est l'endroit où s'internalisent croyances et comportements au cours de la petite enfance (Ducret et Lamamra 2005 : 10). Pour des enfants et adolescents qui doivent quitter la marginalité et réapprendre à vivre en famille et en société, un centre d'hébergement structuré de manière à rappeler le milieu familial a donc pour fonction de permettre au

---

<sup>42</sup> Tous deux orphelins, leurs histoires de vie sont particulières. Madické serait d'origine ivoirienne et âgé d'environ 15 ans. Souffrant de schizophrénie, il raconte plusieurs versions de son histoire personnelle : il a tout d'abord raconté avoir été enlevé par des trafiquants d'enfants en très bas âge, avoir été mis dans un autobus par son oncle pour venir à Dakar, avoir marché de la Côte d'Ivoire jusqu'au Sénégal en passant par le Togo, et lors de ma présence au Samusocial, il disait être Américain et que ses parents venaient de la région de Washington. Omar, quant à lui, ne connaissait pas son père et sa mère est décédée alors qu'il était encore jeune. Élevé par une grand-mère qui n'avait pas toute sa tête (les autres membres de sa famille vivent en Mauritanie), il s'est vite lié d'amitié avec des conducteurs de charrette et s'est peu à peu mis à vivre dans la rue. D'abord emmené au Samusocial pour une blessure à l'œil, il y est resté pour des raisons sociales. Après des fugues et des tentatives de retour en famille, il est retourné à la rue, puis est revenu au CHUSIP. Finalement orienté dans un centre d'hébergement à long terme de la région de Saint-Louis, il a dû revenir au Centre en 2010 lorsque son œil a recommencé à enfler et à lui faire mal. Des tests ont permis de découvrir qu'il souffrait d'une tumeur, heureusement bénigne. Toutefois, la complexité de son cas et le manque de ressources nécessaires pour procéder à l'opération ont prolongé son séjour. Opéré au début avril 2011, il était en convalescence lors de mon passage au Samusocial. Il est retourné à Saint-Louis compléter sa formation professionnelle en mécanique quelques semaines après mon départ.

jeune de ré-appivoiser un milieu à la fois aimant et contraignant, et de ré-appivoiser son identité d'enfant tout court, pas seulement d'enfant en situation de rue.

Ainsi, non seulement l'horaire hebdomadaire est-il similaire à celui d'un enfant qui va à l'école, mais les intervenants du Centre représentent-ils eux aussi les membres de la famille. D'ailleurs, l'édifice qui abrite le Samusocial ressemble davantage à une maison qu'à une institution, si l'on ne tient pas compte de sa taille. Dans le quatorzième numéro du journal trimestriel *Maraudes*, Ngor, le psychologue, explique comment l'enfant peut retrouver ses repères familiaux en étant hébergé au Samusocial :

«Les responsables des équipes (Youssouph et Antoine) sont très souvent assimilés à des pères de famille, tantôt sévères, tantôt bienveillants, garants de l'ordre et de la sécurité, c'est auprès d'eux qu'on peut porter les doléances.

Les animateurs-éducateurs fonctionnent comme des grands frères. Ils organisent les activités, jouent avec les enfants qui peuvent parfois se mesurer à eux dans une agressivité maturante.

[...]

L'ensemble des enfants hébergés forme une fratrie où chacun redécouvre la rivalité, l'agressivité, la jalousie, l'amitié, la camaraderie, la solidarité entre frères. Enfin, la cuisine et le personnel féminin qui s'y active est très investie affectivement à cause des femmes et filles que les enfants se plaisent à mettre parfois en position de mères nourricières, parfois en position d'objet de fantasme sexuel sous forme de blague.

C'est dans ce cadre relationnel déjà riche et sécurisant pour l'enfant que le psychologue est venu s'insérer. Nous n'avons fait que compléter un dispositif déjà posé. Par notre âge : le hasard faisant bien les choses, nous sommes apparus comme un grand-père ; personnage central dans la culture sénégalaise. En effet, [le grand-père] est plus ou moins neutre, on peut facilement l'investir ou l'ignorer sans conséquences fâcheuses. Il apparaît souvent comme la sommation de tous les statuts dans la famille. Super-parent, il peut faire barrage contre les sanctions très sévères que les parents ou les aînés pourraient être amenés à prendre contre l'enfant. Il n'administre pas de punition et est même jugé trop tolérant envers les petits-enfants. Il est objet de blagues et c'est également le vieux copain avec qui on peut jouer. On lui demande conseil et en période de stress il apporte le

réconfort. Tout ce substrat culturel, à notre avis, a facilité l'établissement de liens avec les adolescents et préadolescents hébergés au Centre. Il ne restait plus qu'à expliquer et à recadrer les choses pour les mettre au service d'une relation d'écoute et d'expression de type psychothérapeutique.

Une fois que ce cadre est posé, l'enfant de la rue y adhère facilement contrairement à ce qu'on croit. Il s'en approprie, s'y love même en découvrant les immenses avantages qu'il peut en tirer. Il découvre un lieu à la fois physique et symbolique, réel et imaginaire où il peut enfin dire les choses autrement que dans la rue, en famille ou devant les différents pouvoirs du Centre» (Samusocial Sénégal 2007b :2).

Puisque le Centre fonctionne à l'image de la famille, il permet à l'enfant qui souhaite retourner dans sa propre famille de s'y projeter et de tester quels comportements sont acceptables ou non, quelles sont les limites à respecter dans le cadre familial. Son séjour au Centre lui donne le temps et l'espace nécessaires pour faire des essais et des erreurs dans un cadre sécuritaire et comprenant bien ses difficultés, un cadre lui permettant de réapprendre à fonctionner à l'extérieur de la rue, de se resocialiser<sup>43</sup>.

### **6.2.2 Horaire hebdomadaire**

Ainsi, au-delà de la simple mise à l'abri des jeunes en situation de rue, le CHUSIP fonctionne selon un horaire hebdomadaire<sup>44</sup> construit de manière à favoriser le développement des enfants : «Stabilité et constance doivent faire partie des moments de routine et de transition. Lorsque la séquence des activités de la journée est prévisible, l'enfant arrive à mieux se situer dans le temps. Un horaire stable et appliqué de façon régulière présente [...] [l'avantage d'offrir] une prévisibilité essentielle pour sécuriser les enfants» (Malenfant 2002 :36).

---

<sup>43</sup> «Par socialisation, il faut entendre l'apprentissage de la vie en société et la capacité à s'y intégrer harmonieusement» (Lalonde-Graton 2004:7).

<sup>44</sup> Voir Annexe 8.

En plus d'offrir aux jeunes un rythme de vie sécurisant, l'horaire favorise la reconstruction de leurs repères fondamentaux. En effet, «[l]a limite est [...] l'une des caractéristiques essentielles de la rue : limite de la légalité, limite du droit à la propriété, limite du corps (limite entre la vie et la mort). La recherche de limite vise à atténuer la souffrance psychique en la transformant en souffrance du corps, comme si cette dernière était plus supportable» (Colombo 2001 :29). Ainsi, en vivant toujours dans des extrêmes, dans la limite, et surtout dans l'immédiateté tributaire du fait de constamment se trouver en mode survie, l'enfant en situation de rue développe

«un rapport 'traumatique' à son corps et au corps d'autrui (conséquence de la maltraitance ou de la suradaptation paradoxale), et il importe de porter particulièrement attention aux temps de remise en fonction du corps : la toilette et l'hygiène, les repas, le sommeil.

En outre, le Centre est le lieu qui aide l'enfant à retrouver des repères, car la grande pathologie dont souffre l'enfant de la rue est l'indifférence, ce sentiment que tout se vaut (le jour et la nuit, la vie et la mort). Le travail des équipes du Samusocial consiste à créer l'environnement favorable pour que l'enfant se réapproprie des repères spatiaux, temporels, sociaux et psychoaffectifs» (Samusocial Sénégal 2007a :1).

Le Centre permet donc à l'enfant de ré-approprier la différence entre le dedans et le dehors, entre les endroits sécuritaires ou non; d'accepter qu'il y a un moment pour chaque chose, plutôt que de céder à ses impulsions et ses désirs momentanés; de réaliser que certains comportements sont socialement acceptables tandis que d'autres sont réprimandables; et de s'autoriser à faire confiance et à développer des relations saines avec autrui, notamment des adultes. En effet, «[s]ortir de la rue implique l'adoption d'un nouveau mode de vie et par conséquent, un changement de normes et de codes» (Colombo 2001 :8). Le jeune, qui a souvent le plaisir pour principe, n'accepte pas les frustrations et règle ses conflits par la violence, et il doit donc se délester de ces procédés et de ses habitudes narcissiques s'il veut s'intégrer au groupe et potentiellement retourner en famille, comme l'indique le psychologue Ngor. Les habitudes et codes de vie de rue n'ont pas leur place et ne sont acceptés ni au Centre, ni

en famille ou en formation professionnelle. C'est pourquoi une phase de transition, de transformation, est nécessaire avant de réintégrer la famille. Comme un chevalier armé jusqu'aux dents qui doit rendre les armes, l'enfant suradapté a développé des mécanismes de survie dans la rue qui font en sorte qu'il s'est trop ajusté à cet environnement toxique, donnant l'impression qu'il est normal de s'y trouver, et ne sait pas comment se départir de ces mécanismes d'adaptation. Par exemple, un enfant suradapté n'aura pas l'air en détresse et répondra que «tout va bien» alors qu'il dort sur le trottoir et vit dans l'angoisse de ne pas manger à sa faim ce jour-là, d'être agressé sexuellement, en plus de souffrir de la tuberculose (ou autre maladie) et de multiples plaies et égratignures (Samusocial Sénégal 2004b :1). En constant état d'hypervigilance, il est difficile pour les enfants de se retrouver dans un environnement structuré comme le CHUSIP, où ils doivent se soumettre à des règlements, des façons de faire et un horaire sur lesquels ils n'ont aucun contrôle. Leur première réaction lorsqu'ils se joignent au groupe, une fois les premières 24 à 48h de sommeil et de nutrition adéquate passées, est souvent l'observation, l'analyse du fonctionnement du Centre, mais aussi des différentes personnalités des intervenants et des autres enfants. Pendant quelques jours, les nouveaux arrivants passent inaperçus. Ensuite, lorsque l'enfant a développé certains repères et un sentiment de sécurité au sein du CHUSIP, vient l'opposition, voire la confrontation:

«Si on dit à gauche, il va à droite; il taquine, mais parfois avec arrogance. Il écoute mal les consignes parce qu'il ne veut pas 'se laisser faire'; il se rebelle contre le personnel. Au Centre, l'enfant perd certaines libertés – par exemple le droit de dormir et se lever quand il le désire, de ne pas se laver, de voler, de boire de l'alcool ou cracher au sol selon son bon vouloir – et il se sent donc frustré, brimé, et refuse de participer aux activités, d'écouter. Il va parfois jusqu'à insulter les animateurs ou les travailleurs sociaux, ce qui est profondément contraire à notre culture, puisqu'il est normalement impensable qu'un jeune ose invectiver un adulte; il fait preuve d'une grande indiscipline. Dans les premiers temps de son séjour, et parfois même après plusieurs semaines, il parle en utilisant le vocabulaire de la rue, et porte ses vêtements comme s'il était encore un sans-abri. Même sa façon de manger est particulière : il a souvent de la difficulté à tenir sa cuillère et mange très vite, comme s'il avait peur d'en

manquer. Même si le repas est habituellement un moment de partage, cette notion disparaît. Par exemple, quand il y a de la viande, Madické gère tout, il s'approprie les meilleurs morceaux et distribue les autres pièces à ceux qui partagent son plat. Pourtant, il est au Centre depuis au moins 18 mois! D'autres se cachent dans l'arrière-cuisine pour manger les restes de nourriture. Ah ! oui ! Il y a aussi les mensonges, qui sont très fréquents. Parfois c'est banal, par exemple quand il dit s'être brossé les dents mais qu'il ne l'a pas fait, tandis que c'est parfois plus sérieux et son mensonge a un impact sur notre travail : par exemple, c'est rare que les garçons nous donnent leur vrai nom lorsqu'on les rencontre pour la première fois. Ils ont peur. Mais un garçon que nous connaissons depuis 2007 et qui est venu plusieurs fois au Centre vient tout juste de nous dire son réel prénom. Il y a définitivement beaucoup de peur et de méfiance, mais il y a aussi un certain attrait de l'interdit à considérer dans tous ces comportements», raconte le coordonnateur du CHUSIP lors d'une de nos entrevues.

Les bagarres sont aussi choses fréquentes de la vie au Centre, surtout lorsqu'il y a une majorité de nouveaux venus. Au cours de ma première semaine au Samusocial, plusieurs garçons étaient hébergés, le taux d'occupation dépassant les 100%. Peut-être était-ce aussi en partie dû au grand nombre d'enfants présents, mais de nombreuses batailles ont éclaté. Par exemple, alors que je jouais aux cartes avec un petit groupe de garçons, deux d'entre eux en sont venus aux coups lorsque le premier a accusé le second de tricher – ce qui était probablement vrai. Néanmoins, plutôt que de discuter, l'échange de coups de poing a rapidement été la solution préconisée par les deux garçons pour régler ce différend, comme cela aurait été le cas dans la rue. À une autre occasion, pendant une séance d'alphabétisation, l'utilisation d'un crayon de plomb – alors qu'il y en avait d'autres sur la table – déclencha une telle bataille que j'essayai de m'interposer, sans grand succès : les deux protagonistes, malgré leur petite taille et leur maigreur, déployaient une force surprenante. Toutefois, au fil des semaines, je remarquai que les batailles étaient de moins en moins courantes, du moins pendant les activités auxquelles je participais. La plupart des garçons hébergés au Centre y étaient depuis un bon moment et demandaient l'aide des animateurs ou des travailleurs sociaux pour résoudre leurs conflits, tandis que les nouveaux venus, minoritaires, ne

semblaient pas oser s'attaquer à ceux qui avaient bien intégré le fonctionnement et l'horaire du CHUSIP.

Les activités quotidiennes sont développées de manière à valoriser l'enfant tant aux niveaux ludique, logique que sportif. De même, elles visent à modifier le rapport à soi de l'enfant, mais aussi son rapport à l'Autre. Le but n'est donc pas de simplement occuper les enfants : «[...] les activités de routine sont nécessaires pour le bien-être affectif des enfants : elles les aident à se situer dans le temps en les amenant à anticiper ce qui s'en vient ; elles développent ainsi un sentiment de sécurité indispensable à la construction de la confiance» (Malenfant 2002 :22). Ainsi, par le biais d'activités variées et organisées qui lui démontrent comment son corps et sa personne peuvent être des outils de création positive et non de perpétration de violence, réceptacles de drogues ou victimes d'agression (Samusocial Sénégal 2011e), l'horaire favorise la reconstruction physique et psychique de l'enfant tout en développant sa confiance en lui et envers les autres.

#### **6.2.2.1 Lever**

La resocialisation et la réintégration sociale des enfants s'amorcent quotidiennement dès qu'ils ouvrent l'œil. Chaque journée débute évidemment avec le lever, vers 7h, puis chacun fait sa toilette, puisque «l'hygiène constitue l'un des éléments importants au maintien de la santé physique des enfants» (Malenfant 2002 :73). En se brossant les dents et en réapprenant à prendre soin de son corps, l'enfant peut petit à petit en repérer les différentes fonctions plutôt que de toujours en repousser les limites. Comme à la maison, vient ensuite une routine pendant laquelle chacun fait son lit et s'affaire à compléter les tâches ménagères qui lui sont assignées: «L'activité de rangement fournit une occasion idéale de sensibiliser les enfants au respect des objets et de l'équipement qui composent leur environnement» (Malenfant 2002 :217). Ranger les chambres, les balayer, arroser les plantes, nettoyer les toilettes, ou préparer le petit déjeuner sont toutes des tâches qui obligent l'enfant à s'impliquer

dans son lieu de vie, à donner une valeur à ce qui l'entoure. D'ailleurs, se lever à une heure fixe et suivre une routine précise permet de sécuriser l'enfant dans son nouvel environnement et de lui offrir des repères temporels, lui donnant un sentiment d'habiter et de contrôler son espace, plutôt que de toujours être en mouvement, en mode survie.

#### **6.2.2.2 Promenade**

S'exposer à la rue et développer un nouveau rapport à elle, rapport davantage lié à l'ordre du loisir qu'à celui de la survie, est la fonction première de la promenade, dans une optique de resocialisation des enfants en situation de rue. Ainsi, après avoir mangé, les enfants jouent dans la cour, puis se préparent pour la promenade matinale. Accompagnés par le gardien-animateur, les jeunes se promènent dans les rues du quartier pendant près d'une heure, parfois plus longuement, et lors des périodes d'intense chaleur, un peu moins longtemps. Ayant fréquemment marché avec eux, j'ai pu observer leur comportement lors de ce moment de détente et de liberté hors des murs du Centre. Nous avons plusieurs fois grimpé jusqu'à la base du gigantesque monument de la Renaissance africaine, tout comme nous nous sommes aventurés dans les rues de certains quartiers dans les environs du Samusocial.

Moment idéal pour fuguer – bien que ce ne soit pas arrivé pendant l'une de celles où j'étais là – la promenade est avant tout une façon de s'exposer à l'extérieur, à la rue, sans pour autant en faire son lieu de vie. C'est aussi un moyen pour réapprendre à bien se comporter en groupe, dans la rue. Si elle se déroule habituellement dans le calme et sans problème, la promenade est parfois un moment où les habitudes de rue refont surface : nombreux sont les enfants qui ramassent sur leur passage tout ce qui pourrait avoir une quelconque utilité, d'un bout de fil de fer rouillé à un morceau de papier chiffonné à une boîte de conserve vide. Un matin où le groupe était particulièrement agité, certains enfants ont lancé des cailloux sur un manguier pour en faire tomber les fruits, même si l'arbre était situé sur une propriété privée. Sans être

déviant – car, avouons-le, tous les enfants font parfois des bêtises – ces comportements illustrent comment le plaisir immédiat – dévorer une mangue, même s’il faut la voler – et la nécessité de survivre – collecter des menus objets – sont des habitudes fortement imprégnées chez les jeunes en situation de rue.

La promenade, tout comme la période de jeux libres, est aussi le moment pour les gardiens-animateurs de subtilement recueillir les dernières informations et les quelques potins qui circulent parmi les enfants. En effet, les nouveaux ou les jeunes venus en accueil de jour sont souvent porteurs de messages de la part des amis restés dans la rue, et ils colportent les dernières nouvelles. C’est au cours d’une promenade que Jules, un animateur, a écouté la conversation entre Fatoumata, la jeune fille qui s’habille et agit comme un garçon, et son ami Maodo, qui vient du même site de vie qu’elle. Le jeune homme l’a informée que son petit copain et leader du site, Lamine, était finalement sorti de prison, tout en lui donnant des nouvelles des activités des uns et des autres. Avec ses écouteurs sur les oreilles, Jules avait l’air d’écouter de la musique et paraissait donc inoffensif aux yeux des deux adolescents, indifférents à sa présence. Cette tactique<sup>45</sup> – il n’écoutait pas de la musique, mais bel et bien la conversation – lui permit d’entendre la jeune fille dire à quel point elle avait la nostalgie de la rue, et comment elle pensait peut-être fuguer dans les prochains jours pour aller rejoindre Lamine. De retour au Centre, Jules transmet cette information à l’un des travailleurs sociaux, qui s’assura de rencontrer la jeune fille et de l’encourager dans son projet de sortie de rue.

### **6.2.2.3 Alphabétisation et activités éducatives**

De retour de la promenade, les enfants lavent leurs pieds et leurs visages recouverts de poussière, puis s’installent à l’une des tables de la salle de jeux, devant un grand tableau noir. Comme à l’école, l’activité d’alphabétisation oblige l’enfant à

---

<sup>45</sup> À d’autres occasions, c’est en faisant semblant de lire le journal, lors des jeux libres, que les animateurs ont pu capter ici et là des bribes d’information sur les fugues qui se préparaient ou les mauvais coups prévus dans la journée.

s'arrêter, à suivre des consignes et à se concentrer sur une tâche spécifique tout en lui permettant de développer ses compétences cognitives.

On remet à chaque garçon un crayon et son propre cahier personnalisé, et les gommes à effacer sont dispersées sur la table. Au tableau, le jour de la semaine et la date sont inscrits – par exemple *Mardi le 14 juin 2011* – et les garçons tentent de les transcrire dans leur cahier, parfois avec grande difficulté. Parfois animée par une bénévole française, parfois par l'animateur, l'activité d'alphabétisation représente un moment d'apprentissage important pour les enfants, plusieurs d'entre eux n'ayant jamais fréquenté l'école. On reconnaît facilement ceux qui sont passés par le *daara* : le Coran étant en arabe, ils ouvrent leur cahier par l'endos, puisque que cette langue se lit de droite à gauche, contrairement au français ou au wolof. Certains, qui étaient déjà avancés dans leur apprentissage du Coran et étaient capables d'écrire, tracent les lettres en français en partant de la droite, ce qui fait en sorte que les mots se lisent à l'envers, comme si on devait regarder dans un miroir. Les lettres qu'ils parviennent à former sont rondes et stylées, à la manière arabe. À l'opposé, d'autres n'ont jamais tenu un crayon de leur vie, et à l'occasion j'ai dû leur montrer comment le placer dans leur main pour qu'ils puissent essayer d'écrire. Souvent, ils tenaient le crayon si fort que leur main semblait crispée autour du mince objet, tandis qu'ils appuyaient sur la page avec tant d'ardeur que le crayon a transpercé la feuille! Comme lorsque j'ai moi-même appris à tracer des lettres, je dessinais pour eux une série de petits points qu'ils n'avaient qu'à relier les uns aux autres pour former une lettre, puis des mots. La plupart éprouvaient une grande difficulté à suivre les minces et pâles lignes bleues qui indiquaient où inscrire les mots, leurs lettres étant souvent gigantesques, quelquefois minuscules. Ils ont aussi appris à tracer des chiffres, et les plus avancés, ceux ayant fréquenté l'école, étaient en mesure d'effectuer des calculs simples : additions, soustractions et multiplications.

L'alphabétisation n'était pas seulement un moment pour tracer des lettres et des chiffres, mais aussi pour lire des histoires et en apprendre davantage sur certains

concepts. Par exemple, nous avons étudié et dessiné le cycle de l'eau, les formes et les couleurs, divers objets de tous les jours, les parties du corps, etc. Malgré la difficulté que plusieurs éprouvaient, tous semblaient très fiers lorsqu'ils parvenaient à écrire leur nom ou à réciter les noms des parties du corps en français!

Pourtant, au-delà de la capacité à tracer des lettres ou à reconnaître des mots, les activités d'alphabétisation et de mathématique visent davantage à inculquer la patience, l'ardeur au travail, et à développer la docilité, l'écoute et la concentration. En ce sens, ces activités ne sont qu'un prétexte pour préparer l'enfant à réintégrer sa famille, la société et, éventuellement, le marché du travail. Ce curriculum caché, c'est-à-dire l'ensemble des croyances, valeurs et connaissances transmises aux élèves non pas par l'enseignement formel, mais plutôt inconsciemment, à travers les demandes et attentes implicitement formulées envers les élèves (Rowntree 1981 :115), est au cœur des activités d'alphabétisation et de tout l'horaire du CHUSIP. En effet, chaque activité est conçue de manière à resocialiser l'enfant, à le réintégrer dans un milieu et un cadre de vie auquel il n'est plus habitué. Plus que d'animer une activité de bricolage ou de simplement manger en groupe, les employés du CHUSIP véhiculent implicitement mais consciemment les codes de conduite acceptables et valorisés dans la société sénégalaise afin que les enfants en processus de sortie de rue réussissent à s'y réintégrer.

#### **6.2.2.4 Activités : bricolage, dessin, chanson**

Après l'alphabétisation, ou parfois en lieu et place de cette activité, ainsi qu'en après-midi, les enfants participent à différentes activités, selon l'imagination de l'animateur de garde. Pour certains bricolages, les garçons ont réalisé une carte du continent africain en découpant et en collant des bouts de tissu multicolores. Manier les ciseaux, la colle et le papier était nouveau pour certains, mais ce type de bricolage leur permet de développer leur dextérité, mais surtout leur créativité, qu'ils peuvent aussi exprimer lors des périodes de dessin. Les animateurs suggèrent parfois un thème, mais le plus souvent les enfants sont libres de dessiner ce qui leur tente. Si la plupart y

allaient d'un paysage ou d'un animal, un des garçons, Chérif, dessinait toujours la même chose, à quelques variantes près : un édifice qui était parfois une maison, parfois une école, et deux garçons, lui-même et son meilleur ami Bassirou, de qui il s'ennuyait énormément et qu'il souhaitait retrouver<sup>46</sup>. Même en thérapie individuelle avec le psychologue, il n'arrivait toujours pas à parler de son ami sans éclater en sanglots, et nous n'avons pas pu découvrir en quoi Bassirou était relié à sa vie de rue. Dans ce cas précis, l'activité de dessin permettait à Chérif d'extérioriser un événement important dans sa vie sans avoir à en parler. Autrement, les activités semi-dirigées sont un moyen pour les enfants d'apprendre à créer positivement dans un cadre restreint.

#### **6.2.2.5 Thérapie de groupe et suivis individuels**

Tous les vendredis matins, les activités et l'alphabetisation sont entrecoupées de deux sessions de thérapie de groupe animées par le psychologue. Les enfants sont divisés en deux plus petits groupes afin de faciliter la discussion et permettre à chacun de s'exprimer dans le laps de temps alloué. Assise en retrait et non au sein du demi-cercle que formaient les enfants, ces derniers ont accepté que je sois présente, et les semaines suivantes, c'étaient eux qui venaient me chercher pour que j'assiste à leurs rencontres. Chaque session débute par l'élection d'un président de séance. Les intéressés posent leur candidature, puis le groupe passe au vote à main levée. Habituellement, ce sont ceux qui ont passé un certain temps au Centre qui se portent volontaires, mais les élus sont presque toujours ceux considérés comme des leaders dans le groupe, par exemple Omar, le garçon à l'œil tuméfié, ou Samba, fils de marabout et garçon très éloquent. Une fois élu, le président prend place dans une chaise faisant face aux autres garçons et ouvre la séance : il rappelle que les propos tenus sont confidentiels, et qu'ils prennent part à un cercle de confiance. Tous doivent être respectueux les uns envers les autres<sup>47</sup> et respecter le droit de parole octroyé à chacun. Pour pouvoir prendre la parole, un garçon doit attendre que l'orateur

---

<sup>46</sup> Voir Annexe 9.

<sup>47</sup> Il est arrivé que certains, nouvellement arrivés, soient incapables de garder leur sérieux pendant ces rencontres, et le psychologue les a alors expulsés du groupe.

précédent ait terminé, lever la main, et une fois que le président de séance lui a remis un petit cheval de plastique orangé, s'exprimer. Le psychologue ne prédétermine pas de sujet à aborder; ce sont les enfants qui décident du ou des sujets du jour. Parfois, ils ont raconté leur histoire personnelle et comment ils en sont venus à la rue; à d'autres occasions, ce sont des événements survenus au Centre, par exemple une bataille ou le vol d'un téléphone cellulaire, qui ont retenu l'attention des jeunes. À la fin de la rencontre, le président de séance conclut en rappelant la confidentialité de leur entretien, puis le psychologue demande un temps de silence pour chasser le surplus d'émotions suscité par les discussions.

En plus de ces sessions de groupe, les enfants qui le désirent, ou qui semblent en avoir le plus besoin, peuvent rencontrer Ngor, le psychologue, en privé. Pour certains enfants, il utilise la thérapie par le jeu pour leur permettre d'exprimer leurs émotions et leurs problèmes, tandis que d'autres ont davantage de facilité à en parler ouvertement. Selon les employés du Samusocial, l'arrivée d'un psychologue dans l'équipe a grandement amélioré la qualité de l'intervention auprès des jeunes et le taux de réussite des retours en famille. Pourtant, certains semblent douter du bienfait d'avoir un psychologue qualifié – et sénégalais – qui offre des soins aux enfants en situation de rue ou en processus de sortie :

«Efforts to create an environment in which street children can enhance their resilience means creating an environment of relational elements on which children can draw as protective factors. This does not include the Westernized version of counselling as a therapeutic technique to address the trauma many street children have experienced. Such formal relationships are too hierarchical and tend to identify the adult as the one who knows all and the child as the one who is receiving knowledge. Counselling should be used as a means of facilitating growth through an interactive process that promotes the development of relationships that are more equal» (McAdam et al. 2005: 84).

Or, tous sont unanimes : la présence de Ngor a un effet extrêmement bénéfique sur les enfants, mais aussi pour les employés qui peuvent bénéficier de son expérience et de ses conseils dans la prise en charge des jeunes et concernant certains principes d'intervention. Par ailleurs, la mise en place des sessions de thérapie de groupe, au cours desquelles les enfants sont maîtres de la discussion tout en étant encadrés par Ngor, semble contrecarrer la relation hiérarchique que McAdam et d'autres craignent tant. Même si l'on tente d'alléger cette relation d'autorité, il n'en demeure pas moins que la société sénégalaise est fortement hiérarchisée, et les relations sociales, notamment entre jeunes et vieux, ou entre parents et enfants, sont régies par des codes de conduite assez stricts. Vouloir anéantir cette dynamique reviendrait à vouloir changer certains aspects importants de la structure culturelle sénégalaise. Or, l'objectif de la thérapie de groupe et le mode de fonctionnement du CHUSIP est de permettre aux enfants de réapprendre à fonctionner de manière adéquate et appropriée en société, leur société. Ainsi, la thérapie de groupe leur permet d'apprendre à exprimer leurs émotions tant positives que négatives avec calme, dans le dialogue, plutôt que via l'utilisation de la violence ou la consommation de drogues. Encore une fois, ces habiletés sont essentielles à une intégration sociale réussie.

#### **6.2.2.6 Jeux libres dans la cour**

En fin d'avant-midi et d'après-midi, les enfants profitent d'une période de jeux libres dans la cour intérieure du Samusocial. Comme l'objectif du Centre est de permettre à l'enfant de se réadapter à la vie dite normale, et non pas de simplement occuper les jeunes, il est important de leur offrir des moments de liberté pendant lesquels ils peuvent choisir leur activité, ou même ne rien faire. Ils doivent apprendre à se structurer, à s'organiser par eux-mêmes, même si ce n'est que pour choisir le jeu auquel ils s'adonneront.

«Le jeu permet à l'enfant de clarifier et d'intégrer ses expériences en les traduisant sur un mode symbolique, ce qui l'aide à développer une meilleure compréhension du monde qui l'entoure. [...] en plus de développer ses capacités motrice, fine, et globale, [il] apprend à vivre

en société, à communiquer, à entrer en relation avec les autres, à coopérer, à partager, à exprimer ses sentiments, ses besoins et ses désirs. Il apprend aussi à intégrer les normes et les règles de sa culture et aussi à prendre des risques, à résoudre des problèmes, à innover et à être créateur» (Lalonde-Graton 2004:31).

Deux tables de *babyfoot* se trouvent dans la cour, et en moyenne une dizaine de garçons y jouent à tour de rôle. Les premiers jours que j'ai passés au Centre, j'ai tant bien que mal essayé de jouer avec eux, mais comme je n'étais pas très habile, et malgré les conseils et les trucs que les garçons tentaient de me donner, j'ai vite abandonné l'idée de participer à ce jeu. Je me suis contenté d'observer leur façon de jouer, souvent très agressive. Dans la rue, plusieurs jouent au *babyfoot*, particulièrement dans un site situé en plein centre-ville. Ils ne jouent pas pour se distraire, mais bien pour gagner de l'argent, car ils misent des sommes parfois importantes dans le but de doubler la mise. Dans ces cas-là, gagner ou perdre un match peut avoir un impact considérable, et ils jouent avec une passion mêlée d'agressivité. Au Centre, même s'ils ne peuvent évidemment pas miser de l'argent, les jeunes prennent leur jeu très au sérieux, et des bagarres ont éclaté pendant une partie, par exemple si l'un trichait, ou après, lorsque les résultats escomptés ne se sont pas réalisés. Même constat pour le jeu de cartes, qui fut confisqué après un échange de coups particulièrement violent.

Le jeu de dames ne soulève pas autant les passions, mais peut néanmoins susciter certains comportements belliqueux. La tricherie est courante, et parfois même ceux qui ne jouent pas et regardent la partie piquent des pions ou les déplacent sur l'échiquier. Comme j'ai presque quotidiennement joué aux dames avec les garçons – le langage non-verbal suffisait pour que nous nous comprenions, et je suis rapidement devenue une adversaire redoutable! – c'est lors de ces nombreuses parties que j'ai pu observer comment ils trichaient, mais aussi comment leur réaction dépendait de leur opposant. Souvent, plus que de vouloir gagner à tout prix, tricher aux dames apparaissait plutôt comme une façon de jouer un tour à son adversaire, mais aussi de tester sa concentration et ses facultés.

### 6.2.2.7 Repas

Les repas, à heure fixe, permettent de normaliser le rapport que les enfants entretiennent avec la nourriture :

«S'alimenter fait partie des besoins de base de tous les êtres vivants, besoin vital auquel il est essentiel de répondre par une nourriture saine et appétissante. Mais manger n'est pas qu'une nécessité pour la croissance des enfants ; c'est une source de plaisir et de bien-être pour la plupart d'entre eux, une activité sensorielle, sociale, émotionnelle qui représente une occasion privilégiée d'apprentissage» (Malenfant 2002 :107).

Après la période de jeux libres, les garçons se lavent les mains puis entrent au réfectoire et s'assoient sur les nattes posées au sol en petits groupe de 5 à 7 garçons environ. Au Sénégal comme dans plusieurs pays africains, on ne mange pas dans des assiettes individuelles<sup>48</sup>, mais bien dans de grands plats où tous se servent. Plusieurs mangent avec la main droite, sans ustensile, mais les enfants hébergés au Samusocial, de même que la plupart des membres du personnel, utilisent une cuillère. La viande, le poulet ou le poisson, de même que les légumes, sont habituellement placés au milieu du plat de riz, et chacun peut s'en servir, illustrant ce moment de communion entre les individus. Les repas représentent en effet un moment de partage important pour les Sénégalais, et les enfants mangent en silence ou en discutant à voix basse. Tel que discuté au chapitre 5, le rapport à la nourriture des jeunes en situation de rue est particulier : plusieurs mangent extrêmement rapidement, se goinfrant par peur de ne pas pouvoir manger à leur faim au prochain repas. D'autres se cachent à l'arrière-cuisine pour manger la nourriture restée dans les plats après le repas. S'il est difficile de cacher de la nourriture – le riz et le poisson ne font pas bon ménage avec les poches de pantalons – il m'est arrivé à quelques reprises d'être témoin de jeunes qui gardaient un morceau de leur pain du petit-déjeuner dans leurs poches ou dans la paume de leur main. Avec le temps, ces comportements diminuent, l'enfant comprenant et intégrant le

---

<sup>48</sup> À l'exception des enfants à l'infirmerie, qui ont droit à leur propre assiette pour leur permettre de prendre des forces, et éviter la contamination s'ils ont un virus transmissible par voix orale.

fait que le Samusocial lui fournira trois délicieux repas<sup>49</sup> à chaque jour, et qu'il n'a pas besoin de penser à se faire des réserves. Il retrouve donc peu à peu un rythme alimentaire normal, et apprend à différencier le bon repas du mauvais, toute nourriture se valant dans la rue.

#### **6.2.2.8 Sieste et sommeil**

Après le repas du midi, les enfants font la sieste pendant environ 90 minutes. Ils ne dorment pas nécessairement, mais doivent tout de même se reposer et réapprendre à vivre des moments d'accalmie, par opposition à la surexcitation et à l'hypervigilance dont ils font preuve pendant leur séjour dans la rue. Ainsi, «[...] la sieste en mi-journée, avec ou sans sommeil, s'impose pour minimiser les effets cumulatifs de la fatigue et pour rééquilibrer la forme physique et psychique» (Malenfant 2002 :168).

Se reposer et dormir dans un endroit sécuritaire est souvent difficile dans les premiers temps, les jeunes essayant de se promener d'une chambre à l'autre ou dans le Centre. Souvent, ils empêchent les autres de se reposer, inquiets et inconfortables dans ces moments de pause face auxquels ils ne savent pas comment réagir. Lorsqu'ils finissent par s'endormir – pour la nuit ou pendant la sieste – plusieurs font des cauchemars, présentent des troubles du sommeil ou font pipi au lit, chose courante surtout chez les plus petits.

«Le sommeil et le repos font partie de la santé de l'enfant au même titre que l'alimentation et l'hygiène ; ils contribuent au maintien de son équilibre tant physiologique que psychologique en plus de participer au développement de ses fonctions mentales comme la mémorisation et la concentration» (Malenfant 2002 :169). Conséquemment, le sommeil est un temps de remise en fonction du corps qui permet à l'enfant de se reconstruire des repères temporels, spatiaux, sociaux et psychoaffectifs,

---

<sup>49</sup> Selon les enfants et les employés du Samusocial, l'organisme est réputé auprès des jeunes en situation de rue pour la qualité et la diversité de la nourriture servie, qui est effectivement savoureuse.

et de se réinsérer dans un rythme et un style de vie plus conforme à ce qu'il vivra lors de son éventuel retour en famille.

#### **6.2.2.9      *Football (soccer)***

Sport favori de tous les jeunes garçons sénégalais – avec la lutte, sport national – le *football* occupe une place importante dans la vie des garçons, qui y jouent tous les jours en fin d'après-midi. La plupart rêvent de devenir un grand joueur qui serait repêché par l'équipe nationale, les Lions du Sénégal, ou même par l'équipe de France. Près du Centre, un terrain vague fait office de terrain, et parfois des enfants et adolescents du quartier se joignent aux jeunes du Samusocial pour des parties amicales, mais toujours très compétitives. Les garçons se donnent corps et âme dans la partie, et c'est pour plusieurs le moment préféré de la journée. Ce sport qu'ils aiment tant a aussi pour effet bénéfique de canaliser leur énergie et de les faire bouger pour le plaisir, et non seulement pour s'enfuir d'un endroit dangereux ou trouver de la nourriture ou un endroit sécuritaire pour dormir.

Après cette activité sportive, les garçons retournent au Samusocial pour y prendre une douche, faire leurs ablutions, et prendre le repas du soir. Ils peuvent aussi regarder la télé avant d'aller au lit, vers 22h. Le lendemain, l'horaire sera plus ou moins semblable, avec des activités un peu différentes, mais qui ont toutes pour but de resocialiser l'enfant en situation de rue. Les fins de semaine, l'horaire est similaire mais fait plus de place aux activités spéciales, par exemple aller passer la journée à la plage, ou participer à un atelier de poterie. Cette séquence d'activités éducatives, ludiques et sportives, avec le weekend comme temps pour ajouter quelques sorties et différentes occupations, n'est pas sans rappeler un milieu de vie familial où les enfants vont à l'école, puisque le CHUSIP est volontairement organisé de manière à recréer, dans la mesure du possible, l'environnement dans lequel les jeunes évolueront après leur séjour au Centre.

### 6.3 Médiation familiale

Si le CHUSIP permet au jeune de se défaire de ses habitudes de rue avant de rentrer en famille, il est tout aussi important de préparer la famille à accueillir de nouveau l'enfant.

La médiation familiale est une étape cruciale dans le processus de sortie de rue de chaque enfant. Elle débute par des recherches pour retrouver les membres de la famille – tous les enfants ne connaissent pas leur adresse ou le numéro de téléphone, s'ils en ont un, de leurs parents. Ce processus est parfois compliqué par le fait que les enfants ne donnent pas toujours leur vrai nom aux intervenants, tandis que d'autres sont arrivés dans la rue en si bas âge ou depuis si longtemps qu'ils ne se rappellent pas toujours le nom de leur village ou par quelle ville ils sont passés pour arriver à Dakar. Par exemple, un garçon qui dit venir de Kaolack vient peut-être d'un petit village retiré dans les terres *de la région* de Kaolack, qui est très vaste. D'autres mentent d'abord sur leur ville d'origine et disent venir de la Casamance, au sud du pays, avant d'avouer, quelques semaines plus tard, qu'ils sont originaires de Louga, au nord.

Lorsque l'enfant exprime le désir de rentrer chez lui, et lorsqu'il s'est défait de ses habitudes et de ses comportements de rue, les démarches pour retrouver la famille commencent. Souvent, le coordonnateur du CHUSIP ou le travailleur social de l'équipe mobile d'orientation (EMO) tentent de communiquer avec la famille par téléphone, ou en personne s'ils sont de la région de Dakar, pour les informer que l'enfant est hébergé au Samusocial et souhaiterait reprendre contact avec eux. La plupart du temps, les parents poussent un soupir de soulagement de savoir leur fils encore en vie.

Le travail de médiation débute alors. On ne prend pas tout de suite rendez-vous pour ramener le gamin chez lui, au contraire : il est en effet extrêmement important de connaître l'histoire de l'enfant selon le point de vue des parents. Ceux-ci nieront tout de go avoir maltraité leur progéniture, par exemple. D'autres expliqueront qu'ils ne savaient pas que le marabout battait leur fils. Comme me l'a mentionné le psychologue,

la vérité se situe habituellement quelque part entre le récit de l'enfant et celui de ses parents. Selon lui, le grand problème rencontré lors de la médiation familiale est la honte généralisée :

«Tout le monde se sent coupable. L'enfant d'être un mauvais enfant, de ne pas écouter, de ne pas suivre la volonté ou le plan que ses parents avaient pour lui. Les parents de ne pas avoir pris de bonnes décisions, de ne pas être un bon parent, de ne pas avoir crû son enfant qui racontait les maltraitances au *daara*. Personne n'est de mauvaise foi; le poids de la tradition et une série de mauvais choix, tant du côté de l'enfant que de ses parents, ont créé une situation explosive».

Une fois la situation familiale mise en contexte, et selon la réaction et la réceptivité des parents, le travailleur social est davantage en mesure d'évaluer si le milieu est porteur, c'est-à-dire s'il constitue un environnement propice à la réintégration et au développement de l'enfant. La mère de Moktar, par exemple, refuse d'accueillir son fils, qu'elle considère comme un bon à rien responsable de son divorce ; parallèlement, les voisins interrogés par le Samusocial assurent qu'elle n'a pas toute sa tête et qu'elle ne pourrait pas prendre soin de son fils, qu'elle avait l'habitude de ligoter pour mieux le battre. De part et d'autre, il est évident qu'un retour en famille n'est pas envisageable pour Moktar. Comme sa mère a émigré de Guinée-Conakry vers le Sénégal après le divorce, alors qu'il était tout petit, Moktar ne connaît ni son père ni les autres membres de sa famille élargie, qui s'avèrent souvent d'importantes ressources pour un enfant orphelin ou rejeté par ses parents biologiques. La meilleure option pour Moktar était donc le placement dans une structure partenaire du Samusocial où il peut bénéficier d'un hébergement à long terme et d'un apprentissage en mécanique automobile. La situation est similaire pour Samba, dont le père est marabout. Il considère que Samba n'est plus son fils, qu'il a déshonoré la famille par sa fugue et sa vie de rue. En médiation, il a crié et insulté Codou, la travailleuse sociale, qui essayait de lui faire comprendre le point de vue de Samba. À la fin de mon séjour au Samusocial, l'EMO et Antoine tentaient d'entrer en contact avec l'un des oncles maternels du garçon dans l'espoir qu'il puisse l'accueillir chez lui.

À certaines occasions, les enfants accompagnent l'EMO pour la médiation. Un matin de juin, j'ai aussi pris part à l'une de ces expéditions dans un quartier du centre-ville de Dakar, que j'ai relatée dans mon cahier de notes :

En se rendant chez lui, Souleymane, habituellement souriant, joyeux et rieur, est calme et nerveux. Assise à sa droite dans le camion, je le sens anxieux; il appréhende et anticipe cette rencontre avec sa mère, qu'il n'a pas vue depuis environ trois mois (dont deux passés au Centre). La voiture ne peut se rendre à la maison, donc nous marchons dans le sable quelques minutes. J'ai l'impression que ma présence attire l'attention – je commence à avoir l'habitude d'être la toubab, la blanche, surtout que les quartiers où j'accompagne l'EMO et où j'habite ne sont pas ceux où mes 'compatriotes' vivent habituellement – mais j'espère tout de même que ça ne posera pas de problèmes à mes collègues.

En approchant de la maison de Souleymane, quelques planches et morceaux de tôle empilés pour faire des murs et un toit, nous croisons deux dames assises tout près. Elles reconnaissent Souleymane et nous informent que sa maman a quitté le pays vers la Gambie il y a environ un mois, car elle attendait et cherchait son fils pour rentrer en Guinée-Conakry, d'où ils sont originaires. Les dames sermonnent Souleymane en peulh, et il se sent visiblement coupable et bouleversé, déçu et soulagé tout à la fois. La dame la plus âgée cherche dans une petite pochette en plastique vert toute élimée le numéro que la mère de Souleymane lui a laissé et en extirpe un papier chiffonné qu'elle tend à Codou qui le note dans son calepin puis signale. L'appel ne passe pas, car il y a souvent des problèmes de réseaux avec la Gambie. Codou donne le numéro du Samusocial et son numéro de cellulaire à la dame, et nous quittons. Le garçon s'empresse de dire à Codou qu'il ne veut pas aller chez son père, qui habiterait Dakar, selon les dames.

En marchant à la voiture, Souleymane est silencieux. Tout au long de la discussion, sa respiration s'accélérait, mais à ce moment-ci, il retient ses larmes, il a les yeux pleins d'eau. En prenant place dans le camion, il pleure doucement, et je passe mon bras autour de ses épaules pour le réconforter, puis je pose ma main sur son genou droit pendant environ 5 minutes. Il ne s'effondre pas, semble reprendre ses esprits très rapidement, mais il demeure pensif et silencieux.

Comme ce fut le cas pour Souleymane, la recherche de famille et la médiation familiale n'est pas une étape facile dans le processus de sortie de rue. Les familles sont parfois très mobiles en raison de la précarité dans laquelle elles vivent et sont difficilement joignables. Ce processus peut aussi être assez long, surtout lorsque la famille n'a pas le téléphone ou n'habite plus là où le croyait l'enfant.

Il arrive aussi que la recherche de famille se déroule rapidement et que l'enfant puisse accompagner l'EMO lors de la première visite à ses parents. Cela représente un moment fort du processus de sortie de rue, puisque l'enfant a hâte de savoir ce qu'on pense de lui, et s'il occupe toujours une place dans la structure familiale. En le faisant participer à la médiation, il doit aussi entendre le point de vue de ses parents, et essayer de comprendre ce qu'ils ont ressenti et vécu depuis son départ. Il peut lui aussi s'exprimer, la présence du travailleur social agissant comme un filet de sécurité garantissant l'attention de ses parents sans qu'il n'en subisse les représailles s'il a osé les critiquer ou remettre en question leurs décisions.

La médiation est fondamentale dans le travail du Samusocial, puisqu'une bonne médiation augmente significativement les chances de réussite, c'est-à-dire de pérennité, du retour en famille. Avant que le Samu ne mette en place les médiations, on constatait un grand retour des enfants à la rue, puisqu'ils ne trouvaient plus leur place dans la famille. On notait en effet beaucoup d'ambivalence dans les réactions de la famille qui avait tendance à stigmatiser l'enfant et son comportement, et à le rendre responsable de tous les maux : lorsqu'un objet disparaissait, on accusait systématiquement le jeune de l'avoir volé ; de même, il était considéré comme l'instigateur des batailles et le coupable de tout acte répréhensible. Si ces accusations se sont parfois révélées fondées, à d'autres occasions elles ont poussé un enfant à retourner dans la rue, incapable de supporter d'être accusé à tort. La médiation est donc un moment où la famille et l'enfant remettent les pendules à l'heure et trouvent un terrain d'entente par rapport à la situation qui a causé le départ à la rue de l'enfant : à titre d'exemple, une famille pour

laquelle l'éducation coranique de leur fils était non négociable a accepté de le placer dans un *daara* près du village et dirigé par un marabout qui ne fait pas mendier les enfants. Ainsi, le garçon pourra rentrer à la maison tous les soirs tout en poursuivant son apprentissage du Coran, ce qui lui convient autant qu'à ses parents.

Toutefois, malgré un terrain d'entente trouvé grâce à la médiation – qui peut s'étirer sur plusieurs rencontres, selon les difficultés rencontrées – l'enfant ne sera que très rarement placé chez lui dès cet instant. Parfois, il fera un court séjour d'essai dans sa famille, puis reviendra au Centre pour faire le point avec le travailleur social et/ou le psychologue. L'EMO pourra aussi recueillir les impressions des parents sur cette expérience.

Un tel mode de fonctionnement fait partie du nécessaire processus de préparation au retour en famille : «plus l'enfant et la famille sont préparés et suivis, plus la réinsertion a des chances de réussir. Un enfant reste chez lui, d'une part s'il est accepté par l'ensemble de la communauté familiale, sans stigmatisation, et d'autre part s'il a un réel projet de vie (scolarisation, apprentissage, formation professionnelle...)» (Samusocial Sénégal 2010 :1). La médiation est donc à la fois parallèle au travail de reconstruction et de resocialisation effectué au CHUSIP, tout en en étant la suite logique.

#### **6.4 Orientation**

Moment charnière, l'orientation en famille ou dans une structure d'accueil à long terme représente la continuité du processus de sortie de rue entamé dans la rue et poursuivi au CHUSIP et par la médiation familiale.

Lorsqu'un enfant et sa famille sont prêts à tenter l'expérience du vivre-ensemble suite à la médiation, une date est fixée pour l'orientation. Souvent, quelques enfants de la même région seront ramenés en famille simultanément. Par exemple, lors de mon

séjour, quatre garçons de la Guinée-Bissau sont retournés dans leur pays. La recherche de famille et la médiation ont été conduites par une organisation partenaire du Samusocial dans leur région d'origine, et c'est cette même ONG qui effectuera le suivi de ces garçons par la suite. De même, comme l'organisation dakaroise Empire des enfants, aussi partenaire du Samusocial, devait effectuer une mission de retour en famille en Guinée-Bissau, les deux structures ont joint leurs efforts et c'est Empire qui s'est déplacé en Guinée-Bissau avec une douzaine d'enfants, dont les quatre protégés du Samusocial. Au moment de leur départ, deux des garçons étaient tout sourires, tandis que les deux autres semblaient appréhender le voyage – et la rencontre parentale. En matinée, chacun d'entre eux avait pris une douche et s'était vu remettre de nouveaux vêtements, ainsi que de nouvelles espadrilles. Dans un sac-à-dos tout neuf, ils ont pu emporter quelques vêtements de rechange, mais aussi tous les bricolages qu'ils ont confectionnés pendant leur séjour au Centre. Si porter de nouveaux habits et de belles chaussures peut sembler banal, cela représente pourtant une importante dichotomie avec la vie de rue. En ce sens, ils marquent la transition vers la vie familiale, une façon de laisser le passé derrière soi.

Au cours de mon séjour, j'ai eu la chance de participer à l'orientation de deux garçons originaires de la région de Koungeul, à près de 400 km du Samusocial. Notre mission de 3 jours devait débiter par le retour en famille de ces garçons et se poursuivre avec le suivi d'une dizaine d'enfants orientés au cours des mois précédents, et même quelques années plus tôt.

Nous quittons très tôt, vers 5h30, pour éviter les embouteillages de Dakar et de la banlieue. L'équipe mobile d'orientation est à ce moment<sup>50</sup> composée de Codou, travailleuse sociale, et de Apollinaire, chauffeur-animateur. Les deux garçons sont encore tout endormis lorsque nous prenons la route.

---

<sup>50</sup> Le Samusocial emploie trois chauffeurs et trois travailleurs sociaux. Chaque deux mois, les équipes de travail de l'EMO (équipe mobile d'orientation) et des deux EMA (équipes mobiles d'aide) sont modifiées pour que tous apprennent à travailler ensemble, mais aussi pour éviter que ce soit toujours les mêmes qui se retrouvent à faire les longs trajets pour les retours en famille.

En fin de matinée, nous quittons l'autoroute et bifurquons sur une route de terre rouge, une piste visiblement empruntée quotidiennement et officiellement reconnue puisqu'elle apparaît sur la carte routière du pays, sans toutefois être asphaltée. Nous roulons un bon moment et arrivons finalement au village d'un des garçons, Aliou, qui nous indique la route pour se rendre jusqu'à la concession (ensemble de cases) de son père. Il est visiblement nerveux de rentrer chez lui, et ne sait pas à quelle réaction s'attendre de la part de ses parents. Quand nous descendons de la voiture, les jeunes enfants accourent vers nous en criant le nom d'Aliou, et sa mère s'approche, contente de notre arrivée. Elle nous invite dans sa chambre – il n'y a pas de salon, et nous nous asseyons donc sur le lit, dans les chambres à coucher des gens... c'est un peu gênant, j'ai l'impression d'entrer dans leur intimité. Comme il n'avait pas été possible d'entrer en contact avec la famille par téléphone avant le voyage et donc d'effectuer la médiation familiale, Codou explique à la mère et au grand frère d'Aliou le rôle du Samusocial, les circonstances dans lesquelles il s'est retrouvé au Centre suite à ses nombreuses fugues du *daara*. Les membres de la famille sont disposés à accueillir le garçon à bras ouverts et à ne pas renvoyer Aliou à l'école coranique, et la médiation familiale se conclut rapidement. Tous conviennent d'orienter le garçon immédiatement et d'effectuer un suivi serré par la suite. Aliou ne quitte pas les yeux du sol, honteux d'avoir causé tant de soucis à sa famille. Avant de quitter, le grand frère signe la décharge d'orientation de quelques lettres en arabe, puisque sa mère ne sait pas écrire. Ce document sera plus tard ajouté au dossier d'Aliou, confirmant qu'il a bel et bien été orienté et qu'il n'est plus sous la tutelle légale du Samusocial. Codou prend le temps de bien expliquer le contenu et la signification du document : plusieurs personnes ne savent pas lire et signent donc en faisant confiance à leur interlocuteur<sup>51</sup>. Nous sortons dans la cour prendre des photos. Aliou a l'air

---

<sup>51</sup> Un garçon est déjà retourné à la rue après une longue médiation et son retour en famille car son oncle l'a accusé d'avoir fait perdre à ses parents le droit de propriété sur la maison familiale. En effet, quelques mois avant le retour du garçon dans sa famille, un voisin avait signé un papier qu'il était incapable de lire et qui s'avérait être une renonciation à son droit de propriété sur sa maison, qui devenait alors la possession de la ville. Plutôt que de croire Fallou qui tentait d'expliquer la signification du document, l'oncle l'accusait d'être un voleur et un charlatan qui ne causait que du tort à ses parents. Encore fragile si peu de temps après sa sortie de rue, Fallou ne put supporter ces

misérable quand nous quittons : il reste en retrait du groupe, mais il répond tout de même timidement, avec un léger sourire, à mon salut de la main.

Nous reprenons la route en direction de Koungheul, ville la plus proche du village d'Aziz, le second garçon que nous devons orienter. Une fois en ville, Aziz nous donne quelques directions, et nous réalisons qu'il nous fait revenir sur nos pas. Il nous dit alors qu'il vient en fait d'un petit village, et il indique vaguement la campagne qui se trouve à notre gauche. Nous demandons des indications à un homme qui nous confirme la direction de l'endroit. Nous prenons une autre route de terre qui se prolonge, suivant les indications d'Aziz. À un moment, il nous faut rebrousser chemin car la piste est coupée par un affaissement, ou par d'immenses crevasses laissées par les dernières pluies. À plusieurs reprises nous devons faire demi-tour, puis nous croisons enfin un groupe de gens sur une charrette. Une des dames nous dit qu'elle va vers le village que nous cherchons, et elle monte donc avec nous. Nous roulons pendant un moment et traversons deux villages formés de cases en pierres et toits de chaume, assemblées en concessions. La dame descend au second village en nous montrant le chemin à suivre. Passés le troisième village, on nous informe que notre objectif est encore loin, et comme il est déjà passé 19h15, il se fait tard. Nous décidons de rebrousser chemin en prenant une autre piste qui nous mènera à la route sans avoir à repasser par les villages. C'est la vraie brousse, perdus que nous sommes dans une sorte de forêt désertique, si c'est possible.

Le lendemain matin, nous allons à Koungheul pour mettre de l'essence et prendre des indications supplémentaires pour nous rendre au village du garçon. La ville n'est pas très grande et il n'y a qu'une seule station-service, qui s'avère être à sec : depuis 3 jours, on attend le ravitaillement. Il nous faut donc parcourir près de 25 km aller-retour pour trouver un autre poste d'essence, et puis revenir sur nos pas avant de prendre, encore une fois, la piste qui nous mènera au village d'Aziz. Pendant quelques

---

accusations non fondées et préféra fuguer à nouveau et se réfugier dans la rue encore une fois. Depuis cet incident, l'EMO explique clairement et en détails chaque élément du document pour s'assurer que cela ne se reproduise plus.

heures, nous roulons, demandant notre chemin à chaque village traversé. Apollinaire klaxonne et salue chaque personne croisée sur la route, et lorsque que je pense naïvement qu'il connaît vraiment beaucoup de gens, il me répond que c'est simplement une marque de politesse, et qu'on ne sait jamais si on n'aura pas plus tard besoin de l'aide de ces personnes.

Quelques minutes plus tard, nous roulons toujours quand Aziz reconnaît certains endroits familiers et parvient à nous indiquer les directions jusque chez lui. Nous stationnons sous les arbres à l'extérieur du village, et Aziz descend. Des fillettes ainsi qu'un monsieur – qui s'avère être son homonyme – s'approchent. En me voyant descendre de la voiture, le visage de l'homme se peint d'inquiétude : Codou m'expliquera plus tard qu'il croyait qu'Aziz avait eu des démêlés avec la justice, ce qui aurait expliqué et justifié ma présence. Heureusement, Codou explique rapidement que je les accompagne et que je ne suis pas affiliée à quelque organisation gouvernementale que ce soit. Je réalise à quel point dans ce milieu la couleur de ma peau me confère un certain statut, beaucoup plus élevé qu'il ne l'est en réalité.

Arrivés à la case, nous sommes invités à entrer dans la chambre et à nous asseoir sur l'un des deux lits. La mère d'Aziz a les larmes aux yeux, émue de retrouver son fils. De quinze à vingt personnes, adultes et enfants, se pressent contre les portes de la case pour écouter. Aziz garde la tête baissée tout au long de la conversation. L'homonyme et son père expliquent qu'il habitait chez sa grand-mère à trois kilomètres de Koungheul et allait au *daara*. Il a fait une première fugue vers Mbour et est revenu de lui-même au village. Replacé au *daara* après environ deux semaines à la maison, il fugue de nouveau, cette fois en direction de Dakar. La famille ne pouvait se permettre d'aller à sa recherche en ville, mais tous espéraient son retour. Codou sensibilise la famille par rapport au *daara* et aux dangers de la vie de rue à Dakar. Elle vérifie aussi l'identité de l'enfant et reconforte la famille en expliquant que même s'ils avaient cherché leur fils en ville, c'est très courant que les enfants changent de nom une fois dans la rue, et qu'ils

ne l'auraient probablement pas retrouvé. Avant de signer la décharge d'orientation, la mère d'Aziz sort des cartes d'identité d'une petite pochette élimée, puis Codou remplit le document avec son numéro d'identité, et la mère signe en faisant un point sur la feuille avec la pointe du crayon. Après avoir pris quelques photos et fait les salutations d'usage, nous nous dirigeons vers la voiture, mais la maman et l'homonyme d'Aziz nous rattrapent et nous remettent un très gros sac bleu rempli d'arachides en guise de remerciement.

De manière générale, les orientations se déroulent plutôt bien, sans anicroches majeures. Bien sûr, de nombreuses difficultés surgissent, par exemple la difficulté de trouver le village d'un garçon, ou les crevasses qui bloquent la route. De même, il n'est pas toujours facile de composer avec la chaleur suffocante de certaines régions, surtout lorsque le véhicule n'est pas équipé d'un système d'air conditionné. Parfois, comme ce fut le cas lors de la mission à laquelle j'ai participé, les problèmes techniques bousculent les plans et empêchent l'EMO de faire son travail. En effet, en raison d'un bris de moteur, nous avons dû nous faire remorquer, de nuit, jusqu'à Dakar. Le voyage de retour fut ardu et exténuant, la fatigue et les ennuis avec le véhicule qui nous remorquait prolongeant le temps passé sur la route.

Même si c'était la première fois qu'un incident de cette ampleur chambardait à ce point les plans de l'équipe mobile d'orientation, le récit de ces quelques 36 heures de route, de recherche de villages et de familles, et d'orientation réussies – du moins à court terme – illustre les difficultés auxquelles le Samusocial doit se mesurer pour parvenir à réunir les enfants qui souhaitent sortir de la rue avec leurs familles. Confrontés aux éléments – l'intense chaleur, les pluies diluviennes, les routes impraticables – comme aux problèmes mécaniques, les employés du Samusocial ne peuvent se rendre régulièrement dans certains endroits reculés comme le petit village d'Aziz, et il est donc nécessaire d'établir de bonnes bases de collaboration avec la

famille lorsque l'enfant y retourne. Le CHUSIP n'est qu'une pause dans la vie de l'enfant, c'est la famille qui doit prendre le relai et assurer la suite, avec l'aide du Samusocial.

## **6.5 Suivi**

L'orientation en famille ou dans une structure d'accueil à long terme ne représente pas l'aboutissement ou l'étape finale du travail du Samusocial. Encore faut-il que l'enfant demeure dans ce milieu, hors des tentations et des plaisirs immédiats de la rue : «[C]e n'est donc pas seulement une bonne préparation en amont qui doit être menée, mais un suivi post-orientation, qui permet de s'assurer de la réinsertion progressive de l'enfant et de l'évolution de son projet de sortie de rue» (Samusocial Sénégal 2010 :1).

Ainsi, il est essentiel pour le Samusocial d'effectuer le suivi des enfants orientés. Parfois au téléphone, mais aussi, et préférablement, en personne. En effet, il est arrivé que lors d'un suivi par téléphone la maman d'un enfant explique que c'était impossible de parler à son fils pour le moment, puisqu'il avait été placé dans un internat. Quelques semaines plus tard, le garçon s'est présenté au CHUSIP pour un hébergement temporaire, expliquant qu'après son orientation, il avait été placé au *daara* malgré l'entente conclue lors de la médiation familiale. Il y a même été enfermé et enchaîné, avant qu'il ne réussisse à s'enfuir.

Lors de la mission d'orientation de Aliou et de Aziz, nous devions nous rendre chez une dizaine d'enfants orientés au cours des mois précédents, mais aussi quelques années auparavant. Ces visites, non annoncées pour la plupart, permettent au Samusocial de s'assurer que l'enfant est toujours hors de la rue et s'est bien réintégré à son milieu.

Malgré les problèmes de la voiture, nous avons tout de même pu visiter trois familles. Chez l'une d'entre elles, nous n'avons pu rencontrer le garçon, qui était parti

chez son oncle en Casamance pour la saison des récoltes. Suite au récent décès de son père – sa mère portait encore le deuil – il devait subvenir à ses propres besoins et contribuer à ceux de sa famille : aller travailler pour son oncle lui assurait un bon salaire. Il devait revenir avant le début des classes, à l'automne.

Soulèye, qui avait dénoncé les pratiques d'abus sexuels de Bara, qui l'avait incité à venir dans la rue, habite lui aussi dans un village reculé et difficilement accessible, les routes de terre étant difficilement praticables en raison des importants trous et crevasses qui s'y trouvent. Nous avons malgré tout été en mesure de nous rendre chez lui. Puisque sa mère s'est remariée avec un homme qui n'est pas le père de Soulèye, ce dernier habite désormais chez sa grand-mère maternelle, selon la tradition. Suite à son séjour dans la rue à la fin de l'année 2009 et à son retour en famille en mars 2010, il a été convenu qu'il ne retournerait pas au *daara*, et il a plutôt été inscrit à l'école du village, où il excelle. Il est très fier de nous montrer son cahier : il est très appliqué, et ses exercices sont tous notés d'un 8/10, d'un 9/10 ou d'un 10/10. Sa mère rayonne lorsqu'elle nous informe qu'il est classé premier de son groupe, qui compte 28 élèves.

Grand adolescent, Ibou a eu plus de difficultés à se réhabituer au cadre de vie familial. Nous le croisons sur la route qui mène chez lui, et il monte dans la voiture pour la fin du trajet. Il porte un gilet sans manches rouge et noir, et ses cheveux sont très sales. Il a visiblement passé la journée à travailler à l'extérieur, et la forte odeur de sueur qu'il dégage confirme mes observations. Arrivés chez lui, les enfants les plus jeunes accourent vers nous en criant «Toubab ! Toubab ! Toubab !», excités par ma présence quelque peu inhabituelle pour ce coin de pays. Orienté par le Samusocial en novembre 2009 après plus d'un an dans les rues de Kaolack et de Dakar, il avait fugué à nouveau, toujours à cause de désaccords avec son père. Cette fois, il avait été ramené en famille par une autre organisation. Maintenant en classe supérieure au niveau secondaire, Ibou passera l'hivernage à effectuer des travaux dans les champs, mais le directeur de son école – alerté par les cris des enfants à notre arrivée – espère qu'il

poursuivra ses études, rêvant de le voir devenir médecin ou président du pays. Au moment où nous nous apprêtons à partir, le père d'Ibou offre à Codou et Apollinaire un gros sac de riz en chantant les louanges du Samusocial, disant que seul Dieu peut repayer le bon travail qu'ils font pour les enfants.

Chaque enfant étant unique et vivant dans un contexte familial particulier, il n'y a pas de temps minimal qui garantisse la durabilité d'une orientation. Le petit Soulève, qui semble bien adapté à son cadre de vie familial et éducatif, pourrait bien se retrouver à la rue à nouveau, tout comme Ibou a fugué de la maison après sa première orientation. C'est pourquoi le Samusocial essaie d'effectuer au moins deux visites de suivi dans les douze mois suivant le retour en famille, et d'être en contact téléphonique et physique au moins deux fois par an au cours des trois années subséquentes. De même, de la mi-novembre à la mi-décembre de chaque année, l'équipe du CHUSIP effectue un recensement de chacun des enfants orienté au cours des trois dernières années. Cela permet d'être à l'affût des jeunes fugueurs qui pourraient de nouveau se trouver dans les rues de Dakar, tout en prenant des nouvelles des enfants et de collecter des données sur la durabilité des retours en famille, ce qui permet à l'équipe de se questionner sur ses pratiques et mène à l'amélioration ou à la modification de ses façons de procéder.

## **6.6 La sortie de rue en tant que processus**

Bien que je l'aie ici présentée comme une suite logique d'événements linéaires – vie de rue, préparation à la sortie de rue, centre d'hébergement, médiation familiale, orientation et suivi – la sortie de rue se définit davantage comme un processus de longue haleine individuel à chaque enfant plutôt qu'une succession de faits et d'actions suivant un modèle précis.

Sortir de la rue implique une oscillation entre deux modes de vie qui s'opposent ; entre la continuité et la rupture ; entre la maîtrise et l'insécurité ; entre l'émancipation et la dépendance ; entre le plaisir et la déception (Colombo 2001 :8). Il est effectivement extrêmement ardu pour les enfants en situation de rue de passer de la rue à la non-rue, et cela résulte notamment en de nombreuses fugues. Si la plupart s'enfuient du Centre car ils sont incapables de suivre les règles établies, entre autres à cause de leur suradaptation à la rue, d'autres y retournent pour collecter l'argent qui leur est dû, parce qu'ils se sont battus au Centre et ont honte d'avoir perdu, parce que le sevrage du guinz ou de l'alcool leur est insupportable, ou par nostalgie de leurs amis qui s'y trouvent toujours. Bien qu'ils ne soient aucunement détenus ou enfermés au Centre, plutôt que de signifier leur intention de partir la plupart préfèrent s'enfuir plutôt que d'avoir à affronter un travailleur social ou le coordonnateur du Centre – qui pourraient très bien réussir à les faire changer d'idées.

Ces retours à la rue ne sont aucunement perçus comme un échec par le Samusocial, bien que cela mine parfois le moral de l'équipe, mais plutôt comme une réadaptation progressive de l'enfant à un autre milieu de vie (Samusocial Sénégal 2006 :1). «Le travail est une chaîne que personne ne lâche. Il y a un travail continu et global commençant avec l'EMA dans la rue, puis avec l'EMO pour l'orientation. Que ça marche ou non, on ne lâche pas, on continue. On a un objectif commun, on lutte tous pour ça, pour appuyer les enfants», indique Youssouph, directeur des opérations du Samusocial.

Ainsi, il est arrivé que des enfants que l'on croyait prêts à retourner en famille aient fugué la veille de leur orientation, et parfois même au moment de partir : un garçon a déjà dit qu'il devait aller à la salle de bain avant de prendre la route, et quelques minutes plus tard, le travailleur social a trouvé ses vêtements neufs – qu'il portait pourtant un instant auparavant – bien pliés sur le sol, ses vieux habits ayant

disparus. D'autres, orientés le matin, ont été aperçus en maraude le soir-même, déjà intoxiqués par le guinz ou la marijuana.

Plusieurs jeunes en situation de rue se retrouvent aussi dans une situation-milieu, à mi-chemin entre la rue et la non-rue. Certains enfants vivent dans la rue mais rendent visite à leur famille à l'occasion de fêtes religieuses, par exemple. Même s'ils ne sont pas en totale rupture avec leur famille, ils vivent néanmoins dans la rue et oscillent entre ce milieu, la maison familiale et les centres d'accueil. À l'opposé, Fodé, un grand garçon de 17 ans, est quant à lui en apprentissage dans un atelier de mécanique. Avec des amis, il louait une chambre qu'ils partageaient tous, mais leurs maigres gains ne leur permettaient plus d'avoir un toit sur la tête ET de se nourrir. Ayant déjà habité dans la rue, Fodé a préféré y retourner tout en poursuivant sa formation. Légèrement blessé, il savait qu'il pouvait compter sur le Samusocial pour lui prodiguer des soins. Il espère aussi terminer son apprentissage rapidement pour travailler et avoir assez d'argent pour subvenir à tous ses besoins. Ainsi, tout en vivant dans la rue, Fodé mène – selon ses dires – une vie de non-rue. Il arrive à combiner ses responsabilités de jeune travailleur avec un milieu de vie pourtant peu propice à l'emploi et à l'apprentissage, mais qu'il connaît bien pour y avoir vécu en alternance depuis quelques années.

Ces quelques exemples illustrent l'immense pas à faire entre avoir envie de sortir de la rue et y parvenir réellement. «Très souvent, l'enfant tourne autour de son projet, fait des aller-retour entre la rue, le Centre, la famille parfois. Sortir de la rue peut prendre plusieurs années, et ce, dès le plus jeune âge» (Samusocial Sénégal 2008b :2). Toutefois, au fil des ans, le Samusocial Sénégal a su développer une forme d'appui aux enfants et aux familles adaptée à la réalité sénégalaise : la large famille africaine, par opposition à la famille nucléaire occidentale, est une richesse dont profite l'équipe pour favoriser les chances de réintégration de l'enfant. De même, en considérant que le risque de retour à la rue est systémique, c'est-à-dire qu'il ne vient pas seulement de l'enfant mais aussi de sa famille, l'un comme l'autre pouvant retomber dans de vieilles

et malsaines habitudes de rejet et d'exclusion, et en intégrant ce point de vue dans l'action – par la création du CHUSIP, des médiations familiales et des suivis post-orientation<sup>52</sup> – le Samusocial Sénégal a fait bondir son taux de réussite, c'est-à-dire d'orientations durables, de 22% en 2004 (Samusocial Sénégal 2008b :2) à 91% en 2011 :

«En effet, en 2011, sur 135 orientations effectuées, 129 sont durables, soit 96%. Même si l'on applique un taux de fugue de 20% sur les orientations des deux derniers mois, le taux de «réussite» est ramené à 91%, soit une nette progression par rapport aux années précédentes. Pour la première fois, nous avons également souhaité inclure les enfants qui étaient retournés en rue après leur séjour au Samusocial et qui sont retournés en famille d'eux-mêmes ; nous estimons que l'action psychosociale est pour une part – non mesurable – dans ces retours» (Samusocial Sénégal 2011b :1).

Ces chiffres ont de quoi surprendre, surpassant de loin les taux de 48% et de 56% (Harris et al. 2011) de certains projets de réhabilitation en Amérique du Sud, par exemple. Plusieurs programmes de réinsertion échouent, les enfants retournant dans la rue après quelques mois. Cela indiquerait que ces programmes n'ont pas une connaissance suffisante du passé des enfants, de leurs motivations à quitter leur famille, de leurs besoins quotidiens et des encouragements nécessaires et pertinents pour leur retour à la maison (Hatloy et Huser 2005 : 12-13). Bref, le contraire de ce que le Samusocial s'évertue à faire.

Selon les employés du Samusocial Sénégal, leur impressionnant taux de réussite s'explique par le fait que l'organisme prend le temps de réellement accompagner l'enfant, plutôt que de seulement vouloir atteindre un certain nombre d'orientations annuelles : le but visé est la pérennité de la sortie de rue, et non la quantité. On veut donner à l'enfant les moyens de réussir, et cela commence par un suivi de rue qui teste sa volonté à réellement vouloir rompre avec la rue. On aura beau l'extirper de la rue par

---

<sup>52</sup> Voir Annexe 11.

tous les moyens, sa réelle sortie de rue, physique et psychologique, n'aura lieu que lorsqu'il la désirera et la choisira.

D'autre part, le Samusocial favorise une approche holistique du phénomène des enfants en situation de rue, semblable au modèle écologique de Bronfenbrenner (1986), beaucoup utilisé en psychologie. Non seulement doit-on prendre en considération l'enfant mais doit-on aussi évaluer son environnement immédiat – sa famille – et sa communauté – le contexte socioculturel. Ceci nous ramène à la notion de l'enfant en situation de rue comme victime d'un système, et non simplement comme un jeune délinquant mésadapté. Plutôt que de voir l'enfant comme un malade dont la pathologie doit être traitée, c'est tout le système dans lequel il se trouve qui est considéré comme malade, souffrant, et ayant contribué à l'amener dans la rue. C'est donc tout l'environnement et les personnes qui en font partie qui doivent prendre part à la transformation, au changement. Ainsi, en plus d'offrir à l'enfant un cadre de vie où il peut prendre le temps nécessaire pour réapprendre à fonctionner dans sa famille et sa communauté, le CHUSIP, le Samusocial effectue aussi un travail sur son environnement immédiat et à plus grande échelle par le biais de la médiation familiale et des suivis post-orientations, tout comme il travaille d'arrache-pied à la sensibilisation des institutions et des acteurs gouvernementaux au phénomène des jeunes en situation de rue.

Ces actions concertées et multidimensionnelles favorisent la résilience, c'est-à-dire le processus dynamique d'adaptation positive dans un contexte significatif d'adversité (Luthar, Cicchetti and Becker 2000 :543 dans Ungar 2011 :1), non seulement de l'enfant, mais aussi et surtout de tout le système familial et socioculturel dont il fait partie. Ainsi, Ungar (2011), Liebenberg et Ungar (2008) et McAdam et al. (2005) s'inspirent de l'approche écologique de Bronfenbremer lorsqu'ils estiment que la résilience n'est pas tant une caractéristique individuelle et intrinsèque de l'enfant, mais serait plutôt un état, un contexte particulier créé et stimulé – ou non – par son

environnement. De ce fait, un modèle d'intervention basé sur l'action et une vision constructiviste du phénomène des enfants en situation de rue – considérant l'interaction des micro- et des macrostructures en jeu – permet notamment d'identifier et de travailler sur les causes du problème plutôt que de simplement en traiter les symptômes, ce qui a pour effet d'éviter de toujours blâmer et culpabiliser l'enfant (Liebenberg and Ungar 2008 :5). De plus, un tel type d'intervention, centré sur l'ensemble des acteurs présents dans la vie de l'enfant plutôt que sur l'enfant seulement, fait en sorte que les ressources mises en place se doivent d'être culturellement appropriées et porteuses de sens pour avoir un impact significatif (Ungar 2011 :13). Le Samusocial agit donc en tant que canal de transmission, catalyseur qui aide à créer un milieu résilient, ou du moins propice à des interactions familiales et sociales qui favoriseront la résilience de l'enfant en processus de sortie de rue.

**Chapitre 7.**

# **Conclusion**

Lorsque j'explique que ma recherche porte sur les enfants en situation de rue, la réaction de pitié se lit quasi instantanément sur le visage de mon interlocuteur, habituellement suivie d'un commentaire du genre «C'est si triste. C'est parce que c'est pauvre là-bas, non ? ».

Cette réaction de «Oh ! pauvres enfants pauvres !» m'horripile car elle sous-entend que les enfants en situation difficile – qu'ils soient dans la rue, enfants-soldats, ou fillettes excisées – sont malheureux car ils ne vivent pas comme nous, parce que leur vie ne correspond pas aux standards rigides et aseptisés que le monde occidental a élaboré pour l'éducation de ses enfants.

Même au Sénégal, expliquer que je m'intéresse aux enfants *faxman*, pas seulement aux *taalibe*, suscitait le même genre d'incrédulité mêlée de pitié, parfois même d'agressivité : pour plusieurs, les *faxman* ne sont que des bons à rien qui méritent leur sort. Peu de gens réalisent que ces garçons pourraient être leur fils, leur neveu, leur petit-fils. Ce faisant, ces enfants sont réduits à leur statut de jeune de la rue, dépouillés de leur humanité et de leur enfance.

Tout au long de ce processus, que ce soit pendant la recherche préliminaire et l'élaboration de mes questions de recherche, pendant mon terrain au Sénégal, ou pendant la rédaction de cette thèse, j'ai voulu aborder la question des enfants en situation de rue sans tomber dans les stéréotypes occidentaux misérabilistes ou sénégalais répulsifs. J'ai essayé de donner la parole aux enfants et d'en faire les acteurs principaux de cette histoire, de cette thèse qui est aussi – et surtout – la leur.

On m'a souvent demandé si j'ai trouvé difficile d'interagir avec ces enfants lors des maraudes. En toute humilité et honnêteté, je dois répondre que non. Ce n'est pas que je sois insensible à leurs difficultés, au contraire. Voir les garçons dévorer de la nourriture avariée ayant passé l'après-midi au soleil est tout simplement dégoûtant, et il

est inacceptable que des êtres humains en soient réduits à cela. Observer l'état de fatigue et de saleté d'un petit bonhomme qui avait fugué du Centre quelques jours auparavant, alors qu'il y semblait en pleine forme, m'a crevé le cœur. Mais ma prémisse de départ étant que la rue offre à ces enfants quelque chose qu'ils ne trouvent pas ailleurs, qu'elle répond à un de leurs besoins, j'ai mis de côté – autant que faire se peut – mes jugements, mes appréhensions, mes idées préconçues, et j'ai foncé tête la première dans leur univers.

Inspirée par des auteures comme Jo Boyden, Judith Ennew, Allison James et Pia Christensen, j'ai essayé de développer une méthodologie de recherche et un cadre théorique qui considèrent l'enfant comme un acteur social à part entière, un individu dont l'expérience ne devrait pas être jugée en fonction du seul critère de l'âge, une donnée biologique, certes, mais dont la signification est tributaire d'un contexte culturel particulier.

Avec du recul, et maintenant que j'arrive à la fin d'un processus de recherche qui dure depuis près de deux ans, je me demande si cette position épistémologique était la bonne. J'ai crû que montrer la force, l'autonomie et le courage des enfants était la meilleure façon de leur faire honneur, mais omettre de décrire l'âpreté de la vie de rue revient-il à la nier ? De quoi bénéficient davantage les jeunes en situation de rue ? D'une description triste et affligée qui permet aux organismes de collecter des fonds en misant sur l'émotion des donateurs ? D'un portrait qui se veut empreint de dignité et de respect mais qui risque de ne pas susciter les passions ?

J'ai opté pour un ton plutôt sobre et sans envolées mélodramatiques.

Car au bout du compte, ce qui pousse les enfants à la rue, c'est leur recherche de dignité.

Tout comme l'entrée dans le monde de la rue, la sortie de rue ne peut être comprise qu'une fois replacée dans son contexte familial, social, culturel, économique et politique, ce que corroborent ainsi Boyden et Mann : «[...] a dynamic, contextualized view of misfortune [...] suggests that children's experiences of adversity are mediated by a host of internal and external factors that are inseparable from the social, political, and economic contexts in which children live» (Boyden et Mann 2005:4). C'est en gardant cette idée en tête que j'ai rédigé la présente thèse de maîtrise, tâchant de rendre compte le plus fidèlement possible des éléments qui poussent et attirent les enfants à la rue, des facteurs qui engendrent leur sortie de rue, ainsi que du processus de longue haleine qui leur permet de rompre avec la rue.

Comme l'illustre le phénomène des enfants en situation de rue au Sénégal, l'itinérance juvénile n'est pas un problème purement individuel. Elle s'inscrit plutôt dans un système d'interactions complexe, aux multiples facettes. Au Sénégal, les enfants en situation de rue se situent pour la plupart à l'intersection des domaines politique et religieux. En effet, l'Islam exerce une forte pression sociale sur les familles pour qu'elles placent leurs garçons au *daara*, l'école coranique, pour qu'ils deviennent de bons musulmans. Les enfants doivent y mendier pour leur subsistance, ce qui leur permet d'intégrer des valeurs d'humilité et d'endurance. Malheureusement, une minorité de marabouts – leaders spirituels en charge d'un *daara* – exploitent et maltraitent leurs protégés, et ce sont majoritairement ces enfants et jeunes adolescents qui se retrouvent à la rue, incapables de supporter d'autres bastonnades. Souvent, ils cherchent refuge à la maison familiale, mais le rôle historique joué par les marabouts en tant que refuge social et soutien économique des plus démunis fait en sorte que les parents craignent et respectent ces derniers et ne croient pas les doléances de leurs fils. D'autre part, une situation familiale précaire, tant financièrement – un taux de chômage élevé prévaut dans les grands centres urbains – qu'émotionnellement – entre autres en raison des conflits latents ou révélés entre co-épouses dans les familles polygames – peut causer la fuite d'un enfant vers la rue.

Or, les instances gouvernementales agissent lentement, presque à reculons, lorsqu'il s'agit de protéger ces enfants marginalisés, en danger. En effet, l'aura de sainteté et le prestige qui sont conférés aux marabouts les placent dans une position d'autorité : consultés par tous et chacun dans le but de garantir l'accomplissement d'un souhait quelconque – que ce soit la naissance d'un enfant, la guérison d'une infection, l'obtention d'un emploi ou la victoire aux élections – ils exercent, selon la croyance populaire, une influence directe sur le bonheur ou le malheur des gens. Ainsi, lorsqu'ils suggèrent de donner la charité à un démuné pour qu'un vœu se réalise, qui de mieux pour recevoir cette aumône qu'un enfant qui mendie, peut-être pour ce même marabout ?

Les gens ont besoin de donner, et surtout, ils ont besoin de quelqu'un à qui donner. En ce sens, les enfants en situation de rue – qu'ils soient *taalibe*, *taalibe* fugueurs, *faxman*, jeunes travailleurs, enfants accompagnés ou jeunes filles – remplissent une fonction sociale importante dans la société sénégalaise, assurant la cohésion et l'harmonie entre les différents acteurs sociaux, pourtant adultes. Toutefois, la population ne fait généralement pas la différence entre les jeunes *taalibe* qui sont placés au *daara* et les jeunes qui vivent littéralement dans les rues de la ville. En continuant de fermer les yeux sur le problème par le fait d'encourager la mendicité infantile pour des raisons religieuses, la population sénégalaise contribue directement au phénomène des enfants en situation de rue car la rue devient une option viable pour les enfants en difficulté : ayant pour la plupart fréquenté le *daara*, les garçons ont eu l'opportunité d'appivoiser la rue petit à petit, d'abord en mendiant pour leur pitance quotidienne en échange de versets du Coran, puis en y restant de plus en plus longtemps. Ces jeunes en viennent à connaître les rues de Dakar comme le fond de leur poche, et ils savent qu'ils peuvent y survivre, notamment grâce à la mendicité. C'est pour cela que la rue devient un choix possible, la seule option qui semble s'offrir à ces jeunes qui ne trouvent refuge ni dans leur famille, ni auprès des instances religieuses, ni auprès des autorités. Ils se sentent seuls et se réfugient dans les rues, fuyant la

marginalité familiale pour une marginalité sociétale au sein de laquelle ils forment néanmoins des amitiés et des liens de solidarité qui les aident à passer au travers des aléas de la vie de rue.

Le travail de rue des organisations comme le Samusocial Sénégal participe aussi au mieux-être<sup>53</sup> des enfants, par exemple en leur offrant des soins médicaux gratuits, dans leurs lieux de vie. En tant que facteur important et positif qui favorise la sortie de rue – tout comme le sont les événements inattendus et les liens familiaux rêvés – le travail de terrain du Samusocial permet à certains jeunes de prendre conscience que la violence, les abus sexuels et les problèmes de santé liés à la vie de rue ne sont pas inéluctables : les enfants ont la possibilité, s'ils le désirent, de se sortir de leur situation de rue. Pour ce faire, ils doivent toutefois y mettre les efforts mais surtout le temps nécessaires à *leur* projet de sortie de rue. En effet, il n'y a pas de recette miracle pour une sortie de rue réussie à long terme, si ce n'est que d'accepter que chaque enfant va à son propre rythme, et que chaque projet de sortie de rue est différent et tributaire des facteurs qui ont mené l'enfant à la rue et du temps qu'il y a passé. Ainsi, un enfant accueilli au centre d'hébergement du Samusocial peut fuguer quelques heures plus tard ou le surlendemain, ou la veille de son retour en famille, malgré des semaines au Centre. Dans tous les cas, le retour à la rue n'est jamais considéré comme un échec, mais plutôt comme étant partie prenante du processus individuel de sortie de rue de chaque jeune.

En effet, les enfants réagissent différemment à la structure d'accueil mise en place par le Samusocial Sénégal, le CHUSIP (Centre d'accueil et d'hébergement avec soins infirmiers et psychologiques). Lieu de réapprentissage d'une vie en société où les codes de conduite sont distincts et parfois opposés à ceux de la vie de rue, le CHUSIP fonctionne de manière à rappeler le cadre de vie familial. Les intervenants y sont

---

<sup>53</sup> Peut-on réellement parler de *bien-être* dans la rue ? À mon avis, certains éléments, par exemple les interventions du Samusocial, permettent d'améliorer le quotidien des enfants, sans pour autant faire en sorte que leur vie de rue puisse être qualifiée de *bien-être*. Ils peuvent être *mieux*, mais pas nécessairement bien.

comme des frères, des oncles, des grands-pères, tandis que les femmes symbolisent la figure maternelle. L'horaire quotidien, par sa routine composée de temps de jeu, d'apprentissage, de repos et de soins du corps, permet à l'enfant de retrouver un rapport positif à son corps, à sa personne. La présence d'un psychologue et d'une équipe de travailleurs sociaux lui permet aussi de faire le point sur les raisons qui l'ont mené à la rue, les aspects positifs et négatifs de sa vie de rue, et sa réadaptation à la vie courante hors de la rue.

Ces intervenants font aussi le pont et le point avec les familles des garçons hébergés afin de déterminer où ils pourront être accueillis lorsque leur séjour au CHUSIP tirera à sa fin. Cette étape de médiation familiale est essentielle et au cœur de l'approche holistique mise en œuvre par le Samusocial : l'enfant n'est pas reconnu comme seul responsable de sa vie de rue. Au contraire, la responsabilité de cette crise familiale est partagée, tout comme le bon déroulement du retour en famille repose autant sur les parents que sur l'enfant. Chacun doit y mettre du sien, reconnaître les difficultés et accepter de modifier certains comportements ou situations ayant causé la fuite de l'enfant vers la rue. L'orientation de l'enfant dans sa famille ou dans une institution de formation dépend donc de l'issue de la médiation familiale. Par la suite, un suivi est effectué deux fois par année pendant trois ans pour vérifier que l'enfant n'est pas retourné à la rue et offrir un soutien à la famille, si nécessaire.

La méthode du Samusocial Sénégal a fait ses preuves, comme le démontre l'impressionnant taux de réussite de 91% de tous les retours en famille entrepris en 2011 (Samusocial Sénégal 2011b :1). Ces succès illustrent l'importance de l'adéquation entre le milieu et la façon dont l'intervention est mise en œuvre. L'équipe du Samusocial Sénégal a adapté les interventions proposées par le Samusocial International à la culture et au contexte sénégalais, apprenant des expériences moins fructueuses et bâtissant sur les petites victoires et sur les besoins exprimés par les enfants. Ainsi, prendre en charge l'enfant en situation de rue tout en considérant le système familial, communautaire,

religieux, politique et économique dont il fait partie apparaît comme une condition nécessaire à une sortie de rue pérenne.

Pour les années à venir, le Samusocial Sénégal espère assurer la longévité de son action auprès des enfants en situation de rue dans la région de Dakar : le financement des opérations est un défi continu, comme c'est le cas pour plusieurs organisations à but non lucratif. D'autre part, l'organisme souhaite améliorer sa capacité de prise en charge médicale des enfants atteints du VIH/sida ou de la tuberculose. Un autre cheval de bataille sera la sensibilisation de la population face au phénomène des enfants en situation de rue, de même que la reconnaissance du problème par les autorités.

En effet, si un changement de mentalité s'avère nécessaire pour contrer la mendicité infantile, les pouvoirs publics doivent aussi agir pour vraiment mettre en œuvre des politiques qui interdisent la mendicité et criminalisent ceux qui exploitent les enfants, et non les enfants eux-mêmes. Idéalement, le prestige des marabouts devrait se limiter à la sphère religieuse et ne pas interférer avec le milieu politique. Un tel changement ne se réalisera pas du jour au lendemain, loin de là. Pourtant, petit à petit, les gens réalisent que les marabouts ne peuvent être continuellement au-dessus de la loi ou guider l'avenir politique du pays. L'élection présidentielle de 2012, où Macky Sall a été élu malgré l'appel de plusieurs grands marabouts à voter pour le président sortant Abdoulaye Wade, en est un exemple. Et puis il y a le cas de Cheikh Bethio Thioune, marabout mouride extrêmement influent – tant au Sénégal qu'au sein de la diaspora – impliqué dans une histoire de double meurtre à la fin du mois d'avril 2012... Inculpé de plusieurs chefs d'accusation, dont complicité de meurtre (Sénéweb News 2012), il est toujours incarcéré au moment où j'écris ces lignes. Bien que la prison où il est détenu soit apparemment devenue le lieu de pèlerinage de plusieurs de ses disciples qui crient à l'outrage, il n'en demeure pas moins que son arrestation démontre que l'impunité accordée aux marabouts s'effrite lentement, ce qui aurait été absolument impensable au temps d'Abdoulaye Wade.

Bien sûr, une sordide affaire de meurtre est difficile à passer sous silence. Malgré tout, le changement d'attitude au niveau politique et les répercussions sociales qui découlent de cet emprisonnement risquent d'avoir un impact sur le rôle que les marabouts pourront jouer dans la société autre que dans la sphère religieuse. À plus long terme, cette arrestation peut représenter une certaine avancée dans les changements de mentalité requis pour la reconnaissance du phénomène des enfants en situation de rue et la mise en place d'actions concrètes par les autorités pour protéger ces jeunes qui ont pour domicile un dépotoir ou un trottoir du centre-ville et qui se retrouvent à déambuler dans les rues de Dakar, une grande boîte de conserve élimée sous le bras, la main tendue vers les passants.

# Annexes

**Annexe 1.**  
**Certificat d'approbation déontologique**

\_\_\_\_\_



Date (mm/jj/aaaa): 04/29/2011

**Université d'Ottawa**  
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche

**University of Ottawa**  
Office of Research Ethics and Integrity

**Certificat d'approbation déontologique**  
**CÉR Sciences sociales et humanités**

**Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)**

<u>Prénom</u>	<u>Nom de famille</u>	<u>Affiliation</u>	<u>Rôle</u>
Abdoulaye	Gueye	Sciences sociales / Sociologie	Superviseur
Véronique	Gilbert	Sciences sociales / Sociologie	Étudiant-chercheur

**Type du projet:** Thèse de maîtrise

**Titre:** Négociations identitaires chez les enfants en rupture à Dakar

<b>Date d'approbation (mm/jj/aaaa)</b>	<b>Date d'expiration (mm/jj/aaaa)</b>	<b>Approbation</b>
04/29/2011	04/28/2012	Ia

(Ia: Approbation complète, Ib: Autorisation préliminaire de libération de fonds de recherche)

Annexe 2.  
Le Sénégal et ses régions



### **Annexe 3.**

## **Code déontologique**

Le Code déontologique professionnel Samusocial a été adopté par le Conseil d'Administration du Samusocial International en date du 7 septembre 2006, et par le Conseil d'Administration du Samusocial Sénégal en date du 7 novembre 2006. Il a vocation à réglementer les obligations des personnes intervenant avec une structure Samusocial dans le cadre de leurs activités auprès des personnes, mineures ou majeures, bénéficiaires du programme d'action. Il s'applique :- aux adhérents et membres associatifs du Samusocial ; - aux employés du Samusocial : salariés, volontaires de solidarité internationale, ainsi que toute personne liée par un contrat de travail ou de prestation de services avec le Samusocial (consultants externes, chargés de mission, notamment) ; - aux personnes liées par une convention de stage, ou un engagement de bénévolat, ainsi que toute personne participant aux activités du Samusocial (visiteurs, accompagnants des tournées de rue, notamment).

#### **Article 1**

Les principes déontologiques du Samusocial sont les suivants :- travailler avec les bénéficiaires dans un esprit de coopération fondé sur le respect de la dignité et la confiance mutuelle ; - agir sans aucune discrimination, fondée notamment sur le sexe, la nationalité, l'ethnie, l'origine réelle ou supposée, la culture, la religion, la sexualité, l'âge, le handicap ; - sauvegarder, en toute circonstance, l'intérêt supérieur du bénéficiaire ; - garantir le droit du bénéficiaire à participer aux prises de décisions le concernant ainsi que les personnes sous sa responsabilité ; - respecter le principe de confidentialité des informations médico-psycho-sociales sur le bénéficiaire ainsi que le principe d'anonymat.

#### **Article 2**

Sont interdits les comportements et agissements suivants :

- tout acte de violence physique, verbale ou psychologique (notamment les coups et châtiments corporels, les propos dégradants ou humiliants, l'abus d'autorité ou de pouvoir) ;
- toute attitude sexuellement ambiguë ou provocatrice ;
- toute forme de relations sexuelles ;
- tout acte visant à mettre en contact les bénéficiaires avec des personnes susceptibles de les abuser ou de les exploiter sexuellement et/ou économiquement ;
- tout acte ayant un lien avec des procédures non légales de placement ou d'adoption d'enfants, notamment pour les structures Samusocial s'adressant aux enfants ;

- tout acte ayant un lien avec des activités de prosélytisme religieux ou politique ;
- toute incitation à commettre des actes illégaux ;
- l'invitation, l'accueil, l'hébergement ou l'emploi, à titre personnel, notamment à domicile ;
- toute offre personnelle ou acceptation de cadeaux (notamment objets, argent) ;
- toute prise d'images d'enfants (photos, vidéo, etc...) identifiables et/ou portant atteinte à la dignité du bénéficiaire, et toute prise d'images de bénéficiaires adultes (photos, vidéo, etc...) sans accord express signé de leur part ;
- toute communication externe (notamment aux médias) susceptible d'être dommageable au bénéficiaire sans autorisation préalable de la structure Samusocial concernée.

### **Article 3**

Dans le respect du principe de proportionnalité, et sans préjudice de toute action en justice si les circonstances le justifient, tout manquement aux principes du présent Code pourra entraîner une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- déchéance de la qualité de membre associatif ;
- sanctions disciplinaires, et / ou rupture des contrats de travail ou de prestation de services dans le respect des procédures en vigueur ;
- rupture des conventions de stage ;
- dénonciation des engagements de bénévolat.

(Samusocial Sénégal 2011e)

#### **Annexe 4.**

### **Questionnaire d'entrevue individuelle avec les garçons hébergés au CHUSIP**

1. Les enfants de la rue ici sont appelés «*faxman*». Est-ce que vous vous appelez comme ça vous-mêmes dans la rue?
2. «*Faxman*» veut dire coupé, brisé. As-tu l'impression d'être coupé de quelque chose, d'être brisé?
3. Certains ont mentionné qu'une des raisons pour lesquelles ils sont dans la rue est qu'elle semble, de l'extérieur, plus sécuritaire que la maison ou le *daara*. Est-ce la même impression une fois qu'on y est? Lorsqu'on a connu un Centre?
4. À quel site étais-tu? Comment l'as-tu choisi?
5. Quelles qualités sont nécessaires pour vivre dans la rue? Pour en sortir?
6. Y-a-t'il des choses que tu as apprises dans la rue qui te sont utiles hors de la rue? Te seront utiles plus tard?
7. Comment as-tu entendu parler du Samusocial? Connais-tu d'autres centres?
8. As-tu déjà fréquenté d'autres centres? C'est comment?
9. Qu'est-ce qui t'a décidé à venir au Centre?
10. Quand tu viens au Centre, est-ce que tu le dis aux autres garçons? Est-ce que c'est difficile?
11. Est-ce qu'il y a des garçons, par exemple les plus vieux ou les leaders du groupe qui te proposent ou t'empêchent d'avoir recours aux services du Centre, par exemple l'ambulance? Est-ce qu'ils vous laissent venir au Centre?
12. Comment trouves-tu la vie au Centre?
13. Est-ce que c'est difficile de s'habituer aux règles? Mais aussi à se laver, à bien dormir, à manger 3 repas par jour?
14. Est-ce qu'il y a des choses que tu faisais dans la rue que tu ne peux plus faire maintenant?
15. As-tu l'impression d'être sorti de la rue? As-tu parfois envie d'y retourner?

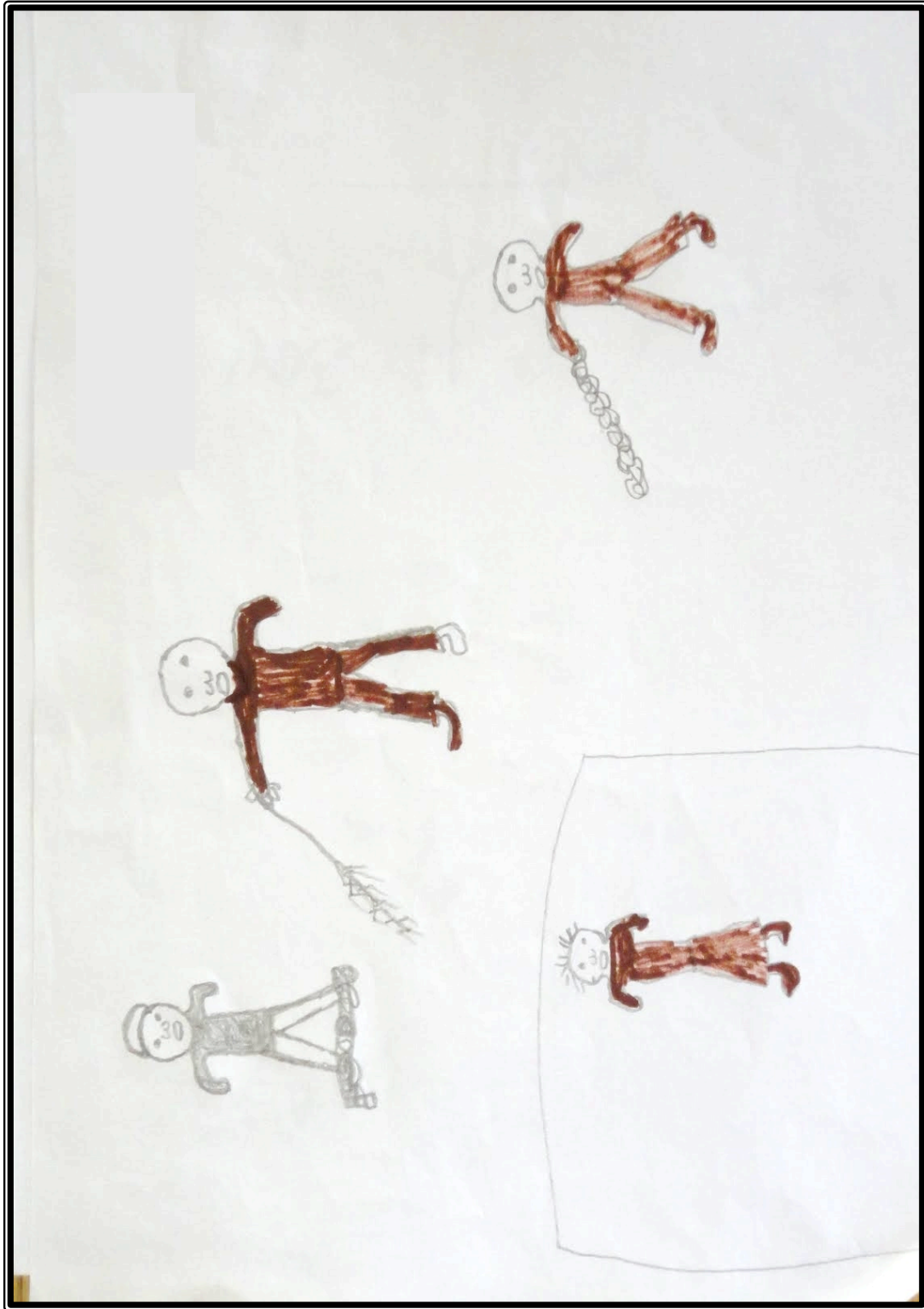
16. Crois-tu que tu pourrais sortir de la rue par toi-même?
17. Connais-tu des enfants qui sont sortis de la rue par eux-mêmes?
18. Tu as pris de l'alcool/guinz/chanvre indien? Pourquoi? Comment on se sent?
19. Dans la rue, est-ce que tu as le temps de penser à ton avenir ou tu es trop occupé à penser aux choses du quotidien?
20. Que penses-tu des garçons qui arrivent dans la rue quand ils sont enfants et y deviennent des adultes, n'en sortent jamais?
21. As-tu l'impression d'être un enfant, malgré que tu aies appris à vivre par toi-même dans la rue?

## **Annexe 5.**

### **Questionnaire d'entrevue individuelle avec les membres du personnel du Samusocial**

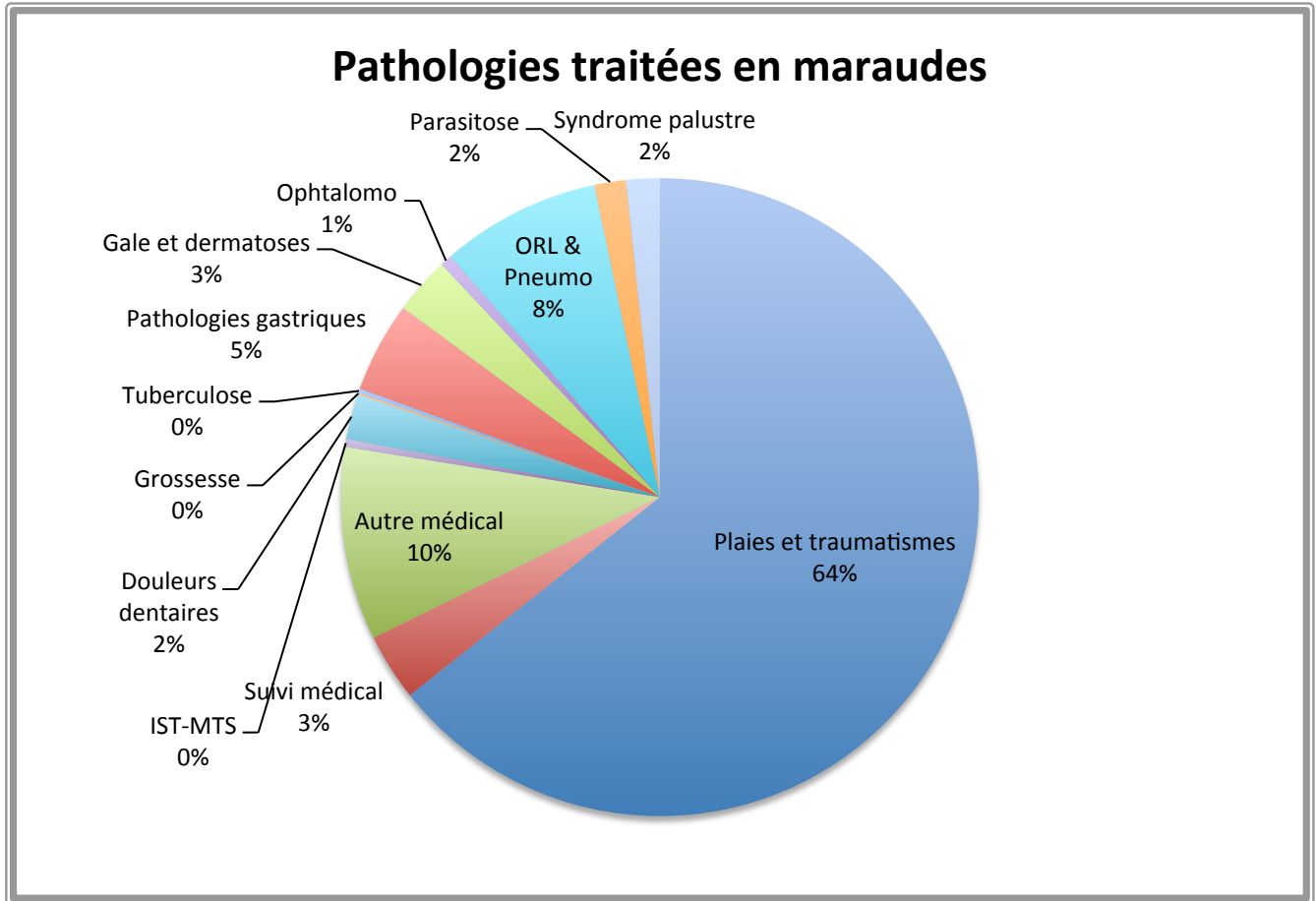
1. Comment pourriez-vous décrire la vision et la mission du Samusocial Sénégal?
2. Dans les documents officiels du Samu comme le rapport annuel, on indique qu'on voit l'enfant comme victime trop faible pour aller elle-même vers les structures. Pourtant, ils se débrouillent pour survivre. Est-ce que ça n'enlève pas à l'enfant sa capacité à se prendre en main?
3. Comment l'enfant est-il impliqué dans sa propre prise en charge?
4. Comment pourriez-vous décrire la sortie de rue? Peut-on vraiment sortir définitivement de la rue ou y a-t-il toujours un risque d'y retourner?
5. Quelles étapes pourrait-on dégager du processus de sortie de rue?
6. Lorsqu'un enfant arrive au Centre à partir de la rue, par quelles étapes de resocialisation passe-t-il?
7. Un chercheur, Philipp Dybizc, a écrit qu'il y a des facteurs qui poussent les enfants dans la rue et d'autres qui les y attirent. Peut-on penser que certains facteurs les attirent et les poussent hors de la rue? Lesquels?
8. «La sortie commence dans la rue. C'est un processus dépendant et conditionné par la carrière de rue». Qu'en pensez-vous?
9. D'après vous, quels sont les facteurs qui influencent le succès ou l'échec de la sortie de rue?
10. Est-ce que certains enfants sortent de la rue par eux-mêmes, sans l'aide d'une structure quelconque, ou y-a-t'il toujours un agent extérieur qui participe d'une façon ou d'une autre à la sortie de rue?
11. Comment expliquez-vous le taux de réussite de 83% des orientations (en 2010)?

Annexe 6.



Dessin réalisé par Amadou (prénom fictif)  
pendant la thérapie de groupe du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Annexe 7.**  
**Pathologies traitées en maraudes**



(Samusocial Sénégal 2012: 9)

**Annexe 8.**  
**Indicateurs statistiques – CHUSIP**

Centre d'hébergement	2011	2010	2004-2009	total
Hébergements	293	225	835	<b>1 353</b>
1er séjour (enfants différents)	191	147	528	<b>866</b>
Accueil de jour	127	198	564	<b>889</b>
Signalements	61	52	168	<b>281</b>
Prises en charge individuelles	1 280	991	3 446	<b>5 717</b>
Entretiens sociaux	454	307	1 052	<b>1 813</b>
Entretiens psychologiques	333	258	1 035	<b>1 626</b>
Consultations médicales	360	304	882	<b>1 546</b>
Enfants accueillis en lits infirmiers	94	97	316	<b>507</b>
Consultations dans structures partenaires	-	36	221	<b>257</b>
Hospitalisations externes & analyses, radios, soins dentaires	112	106	134	<b>352</b>
Repas servis	20 777	17 857	64 936	<b>103 570</b>
Retours en famille	110	72	209	<b>391</b>
Retours au <i>daara</i>	13	5	20	<b>38</b>
Orientation vers une structure sociale relais	10	9	43	<b>62</b>
Retour vers structure sociale d'origine (signalements)	24	18	69	<b>111</b>
Accueils temporaires (ressourcements & suivi médical)	176	124	482	<b>782</b>
Suivis post orientation	294	116		<b>410</b>

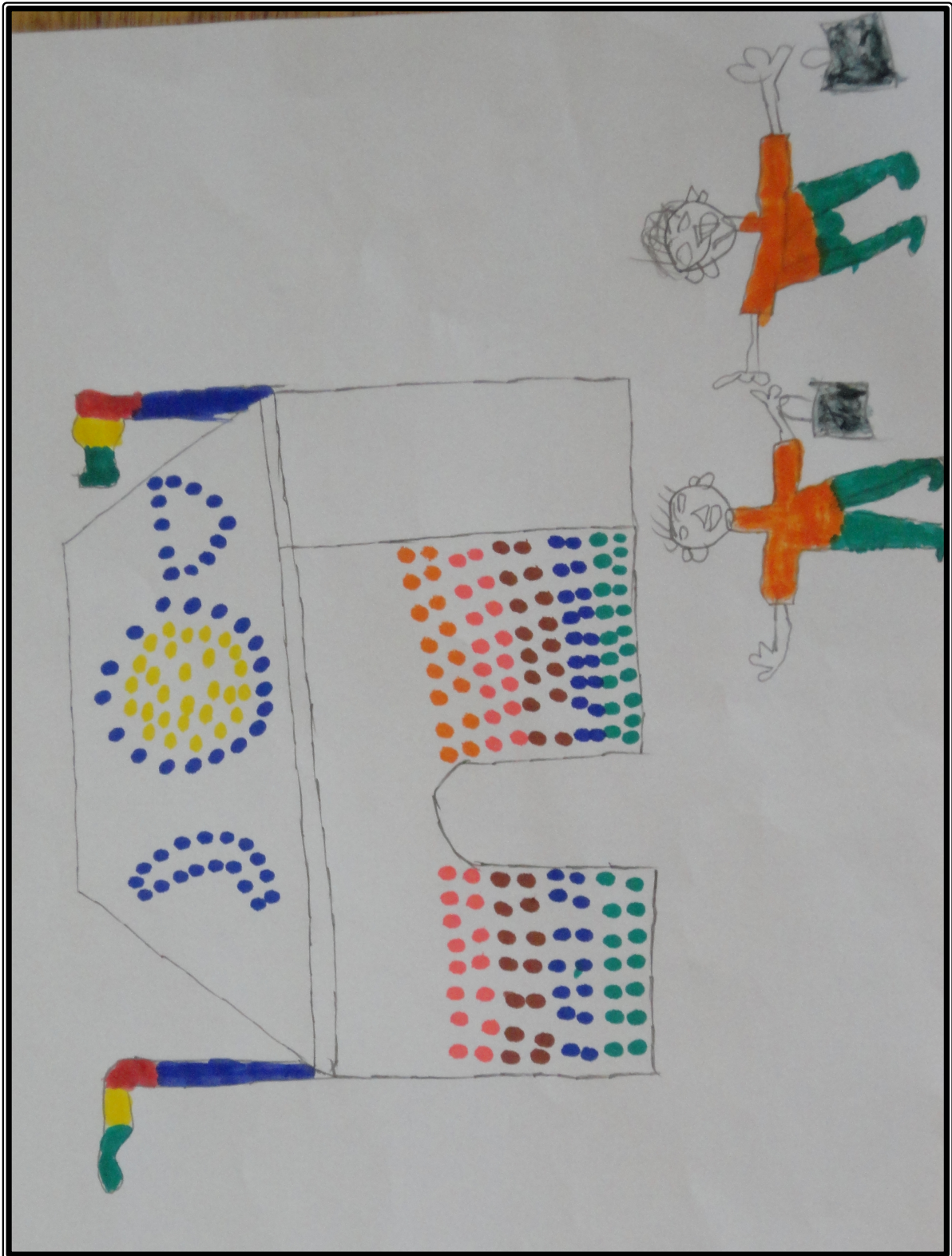
(Samusocial Sénégal 2012: 11)

**Annexe 9.**  
**Horaire hebdomadaire**

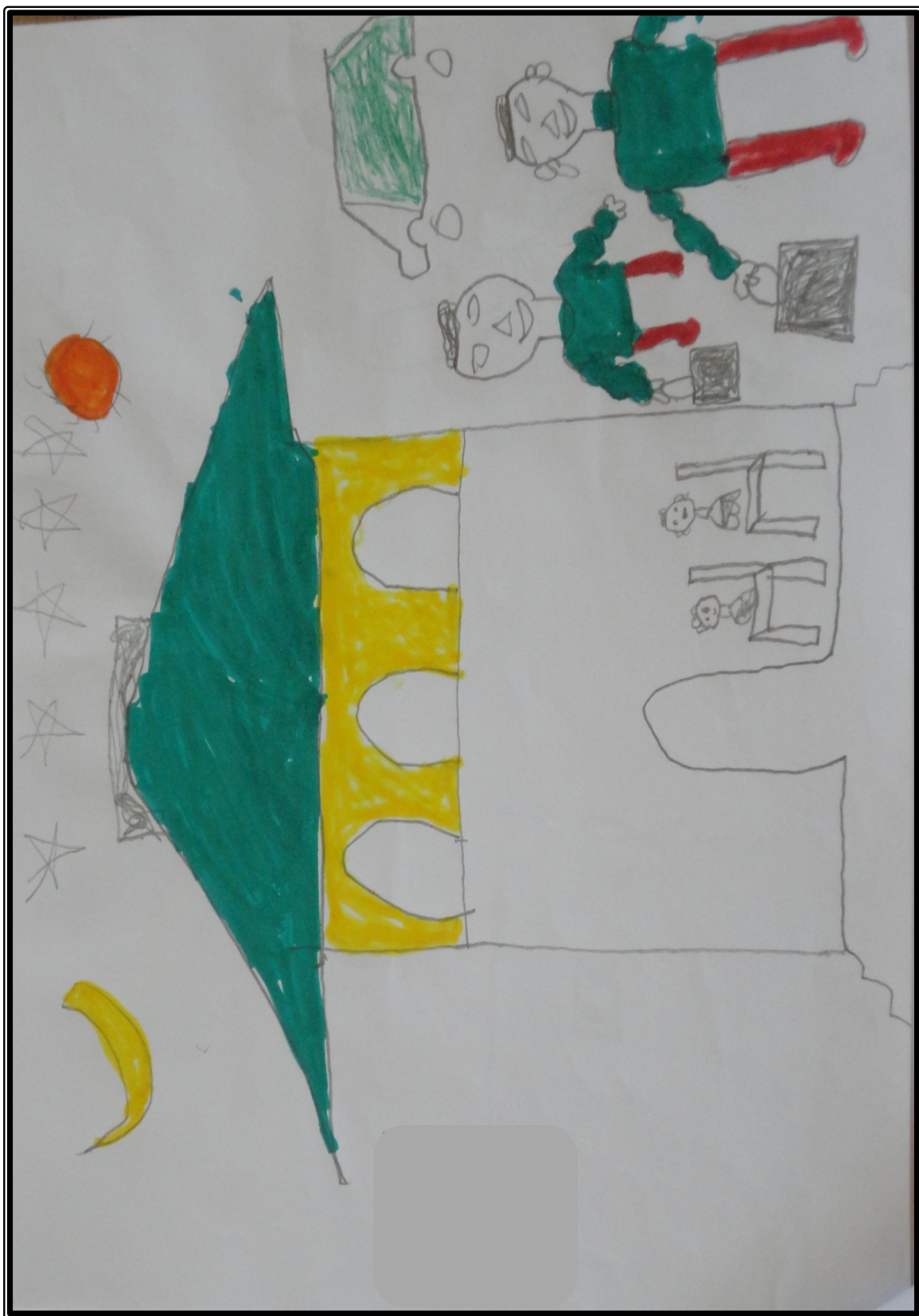
	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
<b>7h-9h</b>	Lever / Toilette / Petit déjeuner / Rangement et tâches ménagères						
<b>9h</b>	Promenade matinale						
<b>10h-13h</b>	Activités éducatives et alphabétisation					Activités et sorties	Atelier de poterie
	entretiens psychologiques individuels		thérapie de groupe				
<b>13h30-15h</b>	Déjeuner et repos						
<b>15h-17h30</b>	Activités ludiques					Activités et sorties	
<b>17h30</b>	Rangement / Ateliers / Balayage						
<b>18h</b>	Football (Soccer) à l'extérieur						
<b>19h</b>	Douche et télévision						
<b>20h</b>	Dîner						
<b>22h</b>	Coucher						

(Samusocial Sénégal 2011e)

Annexe 10.



Dessin réalisé par Chérif (prénom fictif) pendant la thérapie de groupe du 3 juin 2011.



Dessin réalisé par Chérif pendant la thérapie de groupe du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Annexe 11.**  
**Indicateurs statistiques - Maraudes**

<b>Équipes mobiles</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2003-2009</b>	<b>total</b>
Nombre de maraudes	367	361	2 144	<b>2 872</b>
<i>Maraudes de nuit</i>	235	237	1 322	<b>1 794</b>
<i>Maraudes de jour</i>	132	124	822	<b>1 078</b>
Nouveaux enfants répertoriés	427	411	3 392	<b>4 230</b>
Nombre d'enfants présents	11 022	9 703	66 192	<b>86 917</b>
Nombre moyen d'enfants présents/maraude	30	27	31	<b>30</b>
Compléments nutritionnels distribués	7 088	7 074	56 042	<b>70 204</b>
Prises en charge individuelles	1 665	1 637	12 501	<b>15 803</b>
Causeries	127	41	70	<b>238</b>
Entretiens sociaux & identifications	294	212	1 316	<b>1 822</b>
Consultations médicales	1 309	1 371	10 797	<b>13 477</b>
Orientations sociales	49	45	293	<b>387</b>
Orientations médicales	13	9	95	<b>117</b>

(Samusocial Sénégal 2012: 8)

**Annexe 12.**  
**Indicateurs – Orientations et Suivis**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Projets de sortie de rue</b>	11	59	40	70	81	89	87	127
<b>Nombre d'orientations effectives</b>	9	50	30	49	62	75	85	135
<b>Nombre d'orientations durables</b>	3	34	23	52	63	59	79	123
<b>Taux de réussite'</b>	22%	58%	59%	75%	78%	79%	93% (*90%)	96% (*91%)
<b>Taux de transformation des ressourcements (en projets de sortie)</b>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	12%	15%	23%
<b>Enfants rentrés en famille d'eux-mêmes</b>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	7	3	7

*\*Données corrigées pour tenir compte des retours en rue potentiels après orientations (20%)*

**2006: Arrivée du psychologue dans l'équipe du Samusocial Sénégal**  
**2010: Création de l'équipe mobile d'orientation**

(Samusocial Sénégal 2012 :12 ; Samusocial Sénégal 2011c :11; Samusocial Sénégal 2008b :2)

# **Bibliographie**

- ALDERSON, Priscilla. 2000. «Children as Researchers. The Effects of Participation Rights on Research Methodology». In *Research with Children: Perspectives and Practices*. Pia Christensen and Allison James (eds.). London, Falmer Press, p. 241-257.
- APTEKAR, Lewis. 1994. «Street Children in the Developing World : A Review of Their Condition». *Cross-Cultural Research*, 28(3):195-224.
- BAHRE, Erik. 2007. «Reluctant solidarity : Death, urban poverty, and neighbourly assistance in South Africa». *Ethnography*, 8(1), 33-59.
- BECK, Linda. 2008. *Brokering Democracy in Africa. The Rise of Clientelist Democracy in Senegal*. New York, Palgrave Macmillan, 280 p.
- BONTE, Pierre et Michel IZARD (dir.). 2004. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris, PUF, 842 p.
- BOURDIEU, Pierre. 1980. *Questions de sociologie*. Paris, Éditions de Minuit, 268 p.
- BOURGOIS, Philippe. *En quête de respect. Le crack à New York*. Paris, Seuil, 458p.
- BOYDEN, Jo and Judith ENNEW (eds.). 1997. *Children in Focus – a Manual for Participatory Research with Children*. Stockholm, Swedish Save the Children, 193 p.
- BOYDEN, Jo and Gillian MANN. 2005. «Children's Risk, Resilience, and Coping in Extreme Situations». In Ungar, Michael (ed.). *Handbook for Working with Children and Youth. Pathways to Resilience Across Cultures and Contexts*. Thousand Oaks, London, New Delhi, Sage Publications, 3-25.
- BRADSHAW, York W. et SCHAFER, Mark J. 2000. «Urbanization and Development: The Emergence of International Nongovernmental Organizations Amid Declining States». *Sociological Perspectives*, 43 (1): 97-116.
- BRETON, Margot. 2011. «Citizenship Consciousness, Nonbounded Solidarity, and Social Justice». *Social Work with Groups*, 34(1) :35-50.
- BONFENBRENNER, Urie. 1986. «Ecology of the Family as a Context for Human Development: Research Perspectives». *Developmental Psychology*, 22(6): 723-742.
- BROWN, Carlyle. 2004. *The Beggars' Strike*. Electronic edition. Alexandria, Alexander Press. 73p.
- CASSIDY, Claire. 2007. *Thinking Children*. London/New York, Continuum International, 196p.

- CIA. 2012. *World Factbook: Senegal*. [En ligne]. Consulté le 10 mars 2012. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sg.html>
- CHRISTENSEN, Pia and Allison JAMES (eds.). 2000. *Research with Children: Perspectives and Practices*. London, Falmer Press, 272 p.
- CHRISTENSEN, Pia and Alan PROUT. 2002. «Working with Ethical Symmetry in Social Research with Children». *Childhood*, 9:477-497.
- COLOMBO, Annamaria. 2001. «Sortir de la rue : Analyse du processus de changement de mode de vie chez les jeunes de la rue à Montréal». Mémoire de licence présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), Département Travail social et politiques sociales. 159 p.
- COPANS J., COULON C., CRUISE O'BRIEN D., DIOP A.B. 1981. «À livre ouvert». *Politique africaine*, 4 :111-121.
- COULON, Christian. 1981. *Le marabout et le prince (Islam et pouvoir au Sénégal)*. Paris, Éditions A. Pedone, 317 p.
- CRUISE O'BRIEN, Donal B. 1969. «Le talibé mouride : Étude d'un cas de dépendance sociale». *Cahiers d'études africaines*, 9 (35) : 502-507.
- CRUISE O'BRIEN, Donal B. 1971. *The Mourides of Senegal. The Political and Economic Organization of an Islamic Brotherhood*. Oxford, Clarendon Press, 321 p.
- CRUISE O'BRIEN, Donal B. 1974. «Don divin, don terrestre : l'économie de la confrérie mouride». *European Journal of Sociology*, 15 : 82-100.
- CRUISE O'BRIEN, Donal B. 1992. «Le contrat social sénégalais à l'épreuve». *Politique africaine*, 45 : 9-20.
- DALLAPE, Fabio. 1996. «Urban Children. A Challenge and an Opportunity». *Childhood*, 3: 283-294.
- DIOP, Momar Coumba. 1981. «Les affaires mourides à Dakar». *Politique africaine*, 4 :90-100.
- DIOP, Abdoulaye-Bara. 1985. *La famille wolof*. Paris, Karthala, 262p.
- DIOUF, Mamadou et Mara Leichtman (eds). 2009. *New Perspectives on Islam in Senegal. Conversion, Migration, Wealth, Power, and Femininity*. New York, Palgrave Macmillan, 285 p.

- DRAMÉ, Fatou. 2010. *Nàndité. Enquête sur les enfants des rues à Dakar*. Dakar, Samusocial Sénégal, 246p.
- DOUVILLE, Olivier. 2003. «Avec les enfants des rues à Bamako. La nécessité d'une approche pragmatique et avertie». *Enfances et Psy*, 22 : 143-149.
- DUCRET, Véronique et Nadia LAMAMRA. 2005. *Pour intégrer le genre dans la formation professionnelle*. Lausanne, Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISPFP), 56 p.
- DYBIZC, Philipp. 2005. «Interventions for street children. An analysis of current best practices». *International Social Work*, 48(6): 763–771.
- ENDA TIERS-MONDE JEUNESSE ACTION. 2003. Soutien aux talibés/garibous. Quelques actions d'amélioration du système éducatif des écoles coraniques au Sénégal, Mali et Burkina Faso. *Jeuda* #109, 87p.
- ENNEW, Judith. 2000. *Street and Working Children. A guide to planning*. London, Save the Children, 226 p.
- FALL DIA, Fatou, Nafy GUEYE DIAGNE, Abdoul Karim GUEYE and Sidy GUEYE. 1995. «Indicateurs relatifs aux droits de l'enfant. Étude de cas du Sénégal». [En ligne]. Consulté le 27 novembre 2011.  
[http://childabuse.com/childhouse/childwatch/cwi/projects/indicators/Senegal/sen\\_ch1.html](http://childabuse.com/childhouse/childwatch/cwi/projects/indicators/Senegal/sen_ch1.html)
- GILBERT, Véronique. 2012. *Multiple Solidarities Among and Against Street Children*. Paper Presentation at the Annual Sociology Conference (Locating Solidarity: A Critical Investigation of the Social World). The New School for Social Research, New York City, United States. March 31<sup>st</sup>, 2012.
- GIRARD, Marie-Pier. 2009. «La négociation de l'enfance dans les rues de Quito : les jeunes Quechua face à l'idéal de l'UNICEF». Dans *Jeunesses Autochtones*. Natacha Gagné et Laurent Jérôme (dir.). Québec, PUL, 37-59.
- HARRIS, Melissa S. et al. 2011. «Community reinsertion success of street children programs in Brazil and Peru». *Children and Youth Services Review*, 33:723- 731.
- HATLOY, Anne and HUSER, Anne. 2005. *Identification of Street Children: Characteristics of Street Children in Bamako and Accra*. Oslo, FAFO, 94p.
- HECHT, Tobias. 1998. *At Home in the Street. Street Children of Northeast Brazil*. Cambridge, Cambridge University Press, 267p.

- HOWELL, Signe. 2003. «The Diffusion of Moral Values in a Global Perspective». In *Globalisation – Studies in Anthropology*. Erikson (ed.). London, Pluto Press, 198-216.
- JAMES, Allison. 1993. *Childhood Identities*. Edinburgh, Edinburgh University Press, 246p.
- JAMES, Allison and Alan PROUT (eds.). 1997. *Constructing and Reconstructing Childhood. Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood*. London/Washington, Falmer Press, 260p.
- KANE, Cheikh Hamidou. 1961. *L'aventure ambiguë*. Paris, Julliard, 191p.
- KUYU, Camille. 2005. «Spécificités africaines et procédures de prise en charge de l'enfant marginalisé». In Tessier, S.(ed). *L'enfant des rues. Contribution à une socio-anthropologie de l'enfant en grande difficulté dans l'espace urbain*. Paris, L'Harmattan, p.218-233.
- LALLART, Marie-Josée. 2004. «Les enfants de la rue : leurs lois». *Savoirs et clinique*, 4 : 59-65.
- LALONDE-GRATON, Micheline. 2004. *Fondements et pratiques de l'éducation à la petite enfance*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 225 p.
- LÉTOURNEAU, Nicole, STEWART, Miriam, REUTTER, Linda, and HUNGLER, Krista. 2008. «Supporting Resilience among Homeless Youth». In Liebenberg, Linda and Ungar, Michael (eds.). *Resilience in Action. Working with Youth across Cultures and Contexts*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 167-191.
- LEWIS, Vicky and al. 2004. *The Reality of Research with Children and Young People*. London, Sage Publications, 306p.
- LIEBENBERG, Linda and UNGAR, Michael. 2008. «Introduction: Understanding Youth Resilience in Action: The Way Forward». In Liebenberg, Linda and Ungar, Michael (eds.). *Resilience in Action. Working with Youth across Cultures and Contexts*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 3-16.
- LUCCHINI, Riccardo. 1993. *Enfant de la rue. Identité, sociabilité, drogue*. Genève/Paris, Librairie Droz, 248 p.
- LUTHAR S.S., CICCHETTI, D., and BECKER, B. 2000. «The Construct of Resilience: A Critical Evaluation and Guidelines for Future Work». *Child Development*, 71 : 543-562.
- MALENFANT, Nicole. 2002. *Routines et transitions en services éducatifs*. Québec, Presses de l'Université Laval, 344 p.

- McADAM-CRISP, Jacqueline, APTEKAR, Lewis, and KIRONYO, Wanjiku. 2005. «The Theory of Resilience and its Application to Street Children in the Minority and Majority Worlds». In Ungar, Michael (ed.). *Handbook for Working with Children and Youth. Pathways to Resilience Across Cultures and Contexts*. Thousand Oaks, London, New Delhi, Sage Publications, 71-88.
- MBODJI, Mamadou. 1997. «La psychologie de l'enfant africain». *Psychopathologie africaine*, 28(3) :295-311.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Code pénal du Sénégal. [En ligne]. Consulté le 3 novembre 2010. <http://www.justice.gouv.sn/droitp/CODE%20PENAL.PDF>
- NIEUWENHUYS, Olga. 1996. «Action research with street children: a role for street educators». *PLA Notes*, 25:52-55.
- O'KANE, Claire. 2000. «The Development of Participatory Techniques: Facilitating Children's Views about Decisions which Affect Them». In CHRISTENSEN, Pia and Allison JAMES (eds). *Research with Children: Perspectives and Practices*. London, Falmer Press, 136-159.
- PERRY, Donna. 2004. «Muslim Child Disciples, Global Civil Society, and Children's Rights in Senegal : The Discourses of Strategic Structuralism». *Anthropological Quarterly*, 77(1):47-86.
- PUNCH, Samantha. 2004. «Negotiating Autonomy: Children's Use of Time and Space in Rural Bolivia». In LEWIS, Vicky and al. *The Reality of Research with Children and Young People*. London, Sage Publications, 94-114.
- RABAIN, Jacqueline. 1979. *L'enfant du lignage*. Paris, Payot, 237 p.
- ROWNTREE, D. 1981. *A Dictionary of Education*. Harper & Row, London.
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2004a. *Maraudes – Numéro 0*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012. <http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes0%20F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2004b. *Maraudes – Numéro 1*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012. <http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes1F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2004c. *Maraudes – Numéro 3*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012. <http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes3F.pdf>

- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2005a. *Maraudes – Numéro 4*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes4F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2005b. *Maraudes – Numéro 5*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes5F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2005c. *Maraudes – Numéro 7*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes7F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2006. *Maraudes – Numéro 10*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes10F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2007a. *Maraudes – Numéro 12*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes12F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2007b. *Maraudes – Numéro 14*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes14F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2008a. *Maraudes – Numéro 17-18*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes17%2018F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2008b. *Maraudes – Numéro 19*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes19F.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2009. *Maraudes – Numéro 23*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
[http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes23F\\_0.pdf](http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes23F_0.pdf)
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2010. *Maraudes – Numéro 26*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
[http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes26F\\_0.pdf](http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes26F_0.pdf)
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011a. *Maraudes – Numéro 29*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
[http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes29%20web\\_0.pdf](http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes29%20web_0.pdf)

- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011b. *Maraudes – Numéro 31*. [En ligne]. Consulté le 15 mai 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/Maraudes31%20web.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011c. *Rapport annuel 2010*. [En ligne]. Consulté le 5 juin 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/RAPPORT%202010.pdf>
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011d. *Manuel pratique et règles de vie* (Document interne). Dakar, Sénégal.
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011e. *Guide pratique & Manuel de procédures* (Document interne). Dakar, Sénégal.
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2011f. *Lutter contre l'exclusion sociale : un dispositif de prise en charge des enfants des rues à Dakar, Sénégal* (Document interne). Dakar, Sénégal.
- SAMUSOCIAL SÉNÉGAL. 2012. *Rapport annuel 2011*. [En ligne]. Consulté le 5 juin 2012.  
<http://samusocialsenegal.com/sss/sites/default/files/fichiers/RAPPORT%202011.pdf>
- SECK, Abdourahmane. 2007. «Politique et religion au Sénégal. Contribution à une actualisation de la question». Dans SOULEY, Hassane et al. *Islam, sociétés et politique en Afrique subsaharienne. Les exemples du Sénégal, du Niger et du Nigeria*. Paris, Indes savantes, Rivages des Xantons, p. 23-49.
- SENEWEB NEWS. 2012. «Arrestation: Cheikh Bethio Thioune inculpé pour complicité de meurtre va séjourner à la Mac de Thiès». [En ligne]. Consulté le 15 juillet 2012.  
[http://www.seneweb.com/news/Justice/breaking-news-arrestation-cheikh-bethio-thioune-inculpe-pour-complicite-de-meurtre-va-sejourner-a-la-mac-de-thies\\_n\\_65211.html](http://www.seneweb.com/news/Justice/breaking-news-arrestation-cheikh-bethio-thioune-inculpe-pour-complicite-de-meurtre-va-sejourner-a-la-mac-de-thies_n_65211.html)
- SOW FALL, Aminata. 2003. *La grève des bàttu*. Dakar, NEAS, 186p.
- SY, Cheikh Tidiane. 1969. *La confrérie sénégalaise mouride. Un essai sur l'Islam au Sénégal*. Paris, Présence Africaine, 350p.
- THOMAS DE BENITEZ, Sarah. 2011. *State of the World's Street Children: Research*. London, Consortium for Street Children, 87 p.
- TRIAUD, Jean-Louis. 2007. «L'islam au sud du Sahara : pistes de réflexion». Dans SOULEY, Hassane et al. *Islam, sociétés et politique en Afrique subsaharienne. Les exemples du Sénégal, du Niger et du Nigeria*. Paris, Indes savantes, Rivages des Xantons, p. 9-22.

- UCW. 2007. *Enfants mendiants dans la région de Dakar*. UCW Country Studies 7, Understanding Children's Work (UCW Project).87 p. [En ligne]. Consulté le 20 janvier 2011.  
[http://www.ucw-project.org/pdf/publications/enfants\\_mendiants\\_Dakar\\_rapport\\_16janvier2008.pdf](http://www.ucw-project.org/pdf/publications/enfants_mendiants_Dakar_rapport_16janvier2008.pdf)
- UNGAR, Michael. 2011. «The Social Ecology of Resilience: Addressing Contextual and Cultural Ambiguity of a Nascent Construct». *American Journal of Orthopsychiatry*, 81(1):1-17.
- VAN DER PLOEG, Jan et Evert SCHOLTE. 1997. *Homeless Youth*. Londres, Sage Publications, 157p.
- VILLALÒN, Leonardo A. 1995. *Islamic Society and State Power in Senegal*. Cambridge, Cambridge University Press, 338 p.
- VILLALÒN, Leonardo A. 2007. «Sufi Modernities in Contemporary Senegal: Religious Dynamics Between the Local and the Global». In *Sufism and the 'Modern' in Islam*. Martin Van Bruinessen and Julia Day Howell (eds.), New York, I.B. Tauris, 367 p.
- WARE, Rudolph T. 2009. «The Longue Durée of Quran Schooling, Society, and State in Senegambia». In DIOUF, Mamadou et Mara Leichtman (eds). 2009. *New Perspectives on Islam in Senegal. Conversion, Migration, Wealth, Power, and Fertility*. New York, Palgrave Macmillan, p.21-50.
- YOUNG, Lorraine and Hazel BARRETT. 2001a. «Adapting visual methods: action research with Kampala street children». *Area*, 33(2):141-152.
- YOUNG, Lorraine and Hazel BARRETT. 2001b. «Issues of access and identity: Adapting research methods with Kampala street children». *Childhood*, 8(3):383-395.
- ZADI, Samuel. 2010. «La 'Solidarité africaine' dans *Le Ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome». *Nouvelles Études Francophones*, 25(1) :171-188.